

Université de Paris I
Panthéon-Sorbonne

Bulletin
de
l'Institut
Pierre Renouvin

numéro 20
Automne 2004

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN

1, rue Victor Cousin

75005 Paris

Tél : 01 40 46 27 90

Télécopie : 01 40 51 79 34

Email : ipr@univ-paris1.fr

Site Internet : <http://ipr.univ-paris1.fr>

REDACTION :

Robert Frank, rédacteur en chef,

Jenny Raflik et Géraldine Vaughan, secrétaires de rédaction,

Farid Ameur, Johann Chapoutot, Félix Chartreux, Grégory Dufaud, Anaïs Fléchet, Benjamin Guichard, Denis Guthleben, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Fabrice Jesné, Audrey Kichelewski, Bernard Ludwig, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Michel Tissier.

© Institut Pierre Renouvin, 2004

ISSN 1276-8944

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Robert Frank

p. 7

CHANTIERS : Réseaux, organisations, société civile et politique internationale

Bernard Ludwig

p.13

- Le comité européen et international Paix et Liberté. « Internationale » ou réseau de l'anti-communisme ? (1950-1970)

Jenny Raflik

p. 35

- Georges Bidault et le Quai d'Orsay face à la négociation de l'OTAN (1947-1949)

Katalin Csösz-Jutteau

p. 49

- Le mouvement politique d'enfants dans les pays communistes : les activités du Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents (CIMEA) vues depuis la Hongrie (1970-1980)

Corinne Nicolas

p. 61

- Eglantyn Jebb et les réseaux d'aide à l'enfance dans les années 1920-1930

Constance Micallef

- Le KPD et le Comintern (1919-1933)

p. 73

Pauline Peretz

- L'influence du lobby juif sur la politique étrangère américaine – perception et réalité : l'adoption de l'amendement Jackson-Vanik, 1972-1974

p. 93

Caroline Rolland-Diamond

- *Students for a Democratic Society* ou le centre du réseau de la Nouvelle Gauche américaine des années 1960

p. 111

Camille Foulard

- Les enjeux de l'implantation des congrégations enseignantes françaises au Mexique : 1850-1950

p. 127

LIEUX DE RECHERCHE

Corinne Nicolas

- Les archives du CICR à Genève

p. 137

Alain Soubigou

- Les archives de la dissidence tchèque

p. 147

THESE

Agnès Tachin

- La Grande-Bretagne dans l'imaginaire des Français, opinions, représentations, de 1958 à 1969

p. 153

VIE DES CENTRES

Toutes les informations concernant les centres sont désormais disponibles sur le site <http://ipr.univ-paris1.fr>

Centre d'histoire nord-américaine
Directeur : André KASPI

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique
Directeur : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine
Directeur : Antoine MARES

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves
Directeur : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines
Directeur : Robert FRANK

Les politologues travaillent beaucoup, avec raison et même bonheur, sur le rôle actuel et grandissant de la « société civile » dans la politique internationale. Cette notion de société civile est récente, et d'ailleurs avec des définitions et des géométries variables. D'une façon générale, elle désigne les structures sociales et les acteurs cherchant à agir en fonction d'objectifs donnés ou à exercer une influence, y compris politique, dans un domaine précis, mais en dehors de la sphère étatique ou gouvernementale, voire de la société politique, c'est-à-dire celle des politiciens. Les historiens sont également sur ce chantier, analysant les rapports entre société civile et relations internationales, allant jusqu'à montrer que les acteurs, les réseaux et les mouvements extra-étatiques, les organisations non gouvernementales, pèsent de leur poids dans la vie du monde depuis longtemps, bien avant la fin du XXe siècle. La réalité de société civile existe avant la notion, avant que l'expression n'apparaisse. Pour appréhender cette réalité cependant, qui se construit dans le temps, les historiens sont obligés d'élargir leur étude à l'ensemble des organisations, qu'elles soient ou non indépendantes des instances politiques, car le plus intéressant historiquement, c'est le processus même de leur internationalisation. Les articles de la présente livraison, rédigés par de jeunes chercheurs, tentent précisément de mesurer l'influence de tous ces types d'organismes – qu'ils fassent partie ou non à proprement parler de la société civile au sens où on l'entend aujourd'hui - sur les politiques étrangères des États, sur la construction d'une opinion internationale et, d'une façon générale, sur le cours des choses.

L'article de Constance Micallef analyse les rapports entre le parti communiste allemand et le Komintern. Les partis politiques ne sont pas classés habituellement dans la société civile, car s'ils contribuent à la formation de l'opinion et à l'expression du suffrage, ils ont aussi comme

objectif l'arrivée au pouvoir, ce qui n'est pas l'affaire des acteurs de la société civile qui se contentent d'une logique d'influence. Sur le plan international cependant (niveau où il n'y a pas de pouvoir mondial), les mouvements politiques peuvent et veulent jouer les règles d'organisation de la société civile, même le Komintern. Il y a certes un paradoxe à lier les notions de « société civile » et de « communisme ». Lorsque celui-ci accède au stade du totalitarisme, il nie en effet jusqu'à la notion même de société civile, puisque l'État contrôle tout et empêche l'autonomie d'une quelconque structure sociale. Mais, lorsque le communisme est dans l'opposition, loin du pouvoir, il entend au contraire créer des réseaux, y compris informels, forger des liens de sociabilité transnationale pour promouvoir et diffuser profondément dans les sociétés l'idéal communiste ou l'attachement à l'URSS. Il est intéressant de voir comment les communistes allemands reçoivent des révolutionnaires venus d'ailleurs. Tel est le cas du Hongrois Bela Kun, l'auteur d'une révolution de type bolchévique vite avortée dans son pays en 1919, séjournant en Allemagne en 1921 pour donner des conseils au KPD. Quelques années plus tard, en URSS, il sera victime des procès de Moscou qui le conduiront au peloton d'exécution. Voilà bien le paradoxe de l'Internationale communiste : ce qu'il y a de plus fragile dans cette nébuleuse, ce n'est pas la périphérie, mais le noyau dur en proie aux luttes de pouvoir et aux erreurs d'appréciation sur la vraie nature du nazisme.

Quelques décennies plus tard, les communistes souhaitent donner une dimension internationale à leurs mouvements d'enfants et de jeunes. On sait l'importance de l'embrigadement des jeunesses dans tout système totalitaire. L'internationalisation vient à partir de 1945 avec la création de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, vite financée par l'URSS, puis en 1958 avec la création du CIMEA (Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents) étudiés ici par Kati Csösz. L'apogée de ce comité se situe dans les années soixante-dix et quatre-vingt, mais l'ouverture à l'extérieur de cette association, surtout accessible aux jeunes de la Nomenklatura, a pu avoir des conséquences mal prévues

par les autorités communistes : l'internationalisation politique voulue par celles-ci a échoué, alors que l'internationalisation sociale et culturelle a pu faire ouvrir les yeux de leurs propres jeunes sur le monde.

Le camp d'en face s'organise aussi. Bernard Ludwig, dont la thèse en cours porte sur l'association allemande anticommuniste pour « la paix et la liberté », le *Volksbund für Frieden und Freiheit* (VFF), élargit ici sa recherche et étudie l'internationalisation de l'anticommunisme à travers un important système de réseaux qui se met en place dans les années cinquante en Europe, puis dans le monde. À la fin de l'été 1950, dans le contexte de la guerre de Corée et donc de la mondialisation et de la radicalisation de la guerre froide, le VFF est créé par l'ancien nazi Eberhard Taubert, ainsi que l'association française Paix et Liberté autour du radical-socialiste Jean-Paul David. Peu après, d'autres comités sont fondés, *Pace e Libertà* en Italie, *Vrede in Vrijheid* aux Pays-Bas, un comité belge Paix et Liberté en Belgique. En août 1951, ces organisations se rassemblent dans un Comité européen Paix et Liberté, qui devient un Comité international lorsque les associations se multiplient sur cinq continents. Au même moment, on le sait par les travaux de Pierre Grémion¹, des intellectuels organisent un antimarxisme de combat à travers un Congrès et un réseau de revues. L'objectif est de structurer, de mobiliser les opinions contre le communisme et de ne pas laisser à ce dernier le monopole de la propagande. Les résultats sont mitigés. Si le Comité Paix et Liberté a bien fonctionné comme réseau sachant mettre en relation des personnes de diverses sensibilités et cultures, son hétérogénéité a été une de ses faiblesses : il lui a finalement été difficile de fédérer des anticommunismes de nature différente.

Assurément, la défense de l'Occident a été mieux assurée par l'OTAN. L'article de Jenny Raflik est à part dans ce numéro, puisqu'il est le seul ici à traiter d'une organisation intergouvernementale. Archives à l'appui,

¹ GREMION (Pierre), *Intelligence de l'anticommunisme : le congrès pour la liberté de la culture à Paris : 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995.

l'auteur montre clairement les origines européennes et même françaises de l'alliance atlantique – voir le rôle de Billotte et de Bidault –, puis la mise momentanée à l'écart de la France dans les discussions anglo-américano-canadiennes, et enfin le retour des Français dans la négociation finale lorsqu'il s'agit de passer de l'Union occidentale, conclue entre les cinq pays européens du pacte de Bruxelles de 1948, à une alliance élargie aux deux rives de l'Atlantique.

Dans une démocratie, comme les États-Unis, l'influence que les mouvements, associations, groupes de pression peuvent exercer sur la politique étrangère est plus évidente et visible. Caroline Rolland-Diamond décrit le réseau d'organisations contestataires que constitue la Nouvelle gauche pendant les années soixante, avec comme « maillon essentiel » les *Students for a Democratic Society*. Né en 1960, le SDS atteint son apogée pendant la grande vague de contestation de la guerre du Vietnam. L'organisation ne se borne pas à la critique du conflit en cours ; la remise en cause de la société provoque la radicalisation, les divisions internes et l'éclatement du mouvement en 1969, avant la fin de la guerre contestée. L'opposition à celle-ci est cependant lancée, prenant peu à peu racine dans l'opinion en 1971-1972. Quant à ce réseau contestataire des années soixante, il commence, dans les années soixante-dix, son processus de fragmentation en groupes de défense identitaire ou communautaire.

Pauline Peretz, qui a soutenu en décembre 2004 une thèse sous la direction d'André Kaspi sur « L'émigration des juifs soviétiques : le rôle des États-Unis de 1953 à la fin des années 1980 », remet ici en perspective, dans toute sa complexité, le rôle du *lobby* juif sur la politique étrangère américaine, en prenant comme exemple la bataille pour l'amendement Jackson-Vanik de 1972-1974. Cet amendement conditionnait l'ouverture du commerce américano-soviétique à la libéralisation de la politique migratoire de l'URSS à l'égard de ses minorités, et donc à l'égard de la minorité juive en particulier. Pour Nixon et Kissinger, il remettait en cause leur politique de détente. Si la communauté juive l'a emporté contre toutes les tentatives de l'administration pour faire retirer l'amendement, ce n'est grâce ni à son

unité ni à sa force, souvent surestimées. Assurément, le *lobby* juif n'est pas un, car il existe bien des différences d'approche entre l'*establishment* prêt à ménager le président dont la politique est favorable à Israël – il a fait écarter le plan Rogers -, la *National Conference on Soviet Jewry* (NCSJ) qui donne au contraire priorité à l'intérêt des juifs soviétiques, ainsi que les organisations de base, les *grass-roots* dont le nouveau rôle est bien mis en évidence.

Les congrégations religieuses à l'étranger jouent, elles, le rôle d'ONG avant la lettre. Non gouvernementales, elles le sont : les congrégations enseignantes étudiées ici par Camille Foulard furent précisément le gouvernement français de la Troisième République au moment de l'application des lois de Jules Ferry, puis après la séparation entre l'Église et l'État en 1905. D'abord bien accueillies dans le Mexique de Porfirio Diaz, elles se heurtent ensuite à l'anticléricalisme qui se développe après la révolution de 1910. Tant bien que mal, elles s'adaptent et, au lendemain de la Première Guerre mondiale, elles sont même instrumentalisées par la République française. Celle-ci les intègre dans la grande politique culturelle qu'elle lance à l'étranger pour maintenir son influence dans le monde. À partir de la fin des années trente, le rôle des congrégations enseignantes au Mexique est cependant en net déclin.

Il est des organisations non gouvernementales qui réussissent plus ou moins à ne pas être utilisées comme instruments des gouvernements. C'est le cas de la Croix rouge, la plus ancienne d'entre elles, avec son comité international fondé en 1863, et Corinne Nicolas nous livre un article sur l'ouverture des archives du CICR dans la rubrique « Lieux de recherche ». C'est le cas aussi de l'UISE, l'Union internationale de secours à l'enfance, créée en 1920 grâce à l'initiative d'Eglantyne Jebb que nous décrit ici un autre article de Corinne Nicolas. Cette organisation réussit à trouver un appui moral et financier tant du pape Benoît XV que de la deuxième internationale socialiste. En 1923, Eglantyne Jebb rédige une Déclaration des Droits de l'Enfant en cinq points, qui est ratifiée l'année suivante par la SDN, puis reprise par l'ONU en 1946 au moment où elle

fonde le Fonds des Nations unies pour l'enfance (l'UNICEF). Précisons que ce texte de 1923 préfigure aussi la Déclaration des Droits de l'Enfant en dix points de l'ONU de 1959.

Ce dernier exemple montre que l'importance de la « société civile » dans la politique internationale ne date pas d'hier. La nouveauté depuis une trentaine d'années réside dans la multiplication des ONG, dont l'œuvre se développe dans trois ou quatre domaines essentiels : l'humanitaire, la défense des droits de l'homme et, plus récemment, la défense de l'environnement et, plus récemment encore, le développement durable. Le succès du militantisme de la « société civile » internationale est proportionnel au déclin du militantisme international des mouvements politiques et idéologiques. Ce déclin, dont les causes sont en partie analysées ici, s'est précipité à partir des années soixante-dix et quatre-vingt, donc bien avant la fin de la guerre froide.

Il y a donc bien du travail à faire encore sur ce chantier. On lira aussi dans le présent numéro deux articles sur des fonds d'archives : celui déjà cité sur les fonds du CICR et l'article d'Alain Soubigou sur les archives de la dissidence tchèque. Enfin, il convient de souligner que la moisson de 2004 en thèses soutenues à l'Institut Pierre Renouvin a été abondante. Outre la thèse de Pauline Peretz, déjà citée, il y a eu celle d'Agnès Tachin dont on pourra lire ici le compte rendu. Pour les autres résumés de thèses, il faudra patienter et attendre leur publication dans le prochain numéro.

Le Comité européen et international Paix et Liberté

« Internationale » ou réseau de l'anticommunisme ?

(1950-1970)

BERNARD LUDWIG¹

La principale mutation de l'histoire des relations internationales est de considérer que la politique internationale est devenue une polycratie. La multiplication des instances décisionnelles en matière de politique étrangère au sein des États (corps diplomatique, militaires, analystes...), tout comme la montée en puissance de l'opinion publique, structurée ou non en organisations non-gouvernementales, font que les réseaux ont pris une importance capitale dans la politique internationale. L'histoire de la guerre froide en est un très bon exemple. La logique de guerre indirecte mais totale a justement mis en avant le besoin des États de se doter de nouveaux instruments de politique étrangère, dans le cadre de l'affrontement idéologique. Revoir l'histoire de la guerre froide par l'histoire des réseaux qui l'ont portée est une tendance relativement récente mais essentielle de l'historiographie. 1947, une des dates clé des origines de la guerre froide, n'est-elle pas aussi celle de la refondation par Moscou de son défunt réseau d'influence mis sous silence pendant la grande alliance – le Komintern – par le Kominform ? Or, face à ce réseau contrôlé et centralisé le monde libre avait-il également une internationale à lui opposer ? Quel rôle put dans ce cadre jouer le réseau des comités Paix et Liberté ? Et, peut-on y voir une « internationale de l'anticommunisme » ?

¹ Doctorant à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et à la Ruhr Universität Bochum, allocataire du DAAD, prépare une thèse sous la direction de Robert Frank et Norbert Frei.

L'activation des anciens réseaux

La lutte contre le communisme est aussi ancienne que l'idéologie elle-même, mais son élan ne commença réellement qu'avec la Révolution bolchevique de 1917. A partir du moment où celle-ci triompha, l'anticommunisme devint aussi virulent et acharné que la défense de cette expérience. En Allemagne, par exemple, l'anticommunisme était dès l'entre-deux-guerres, avec l'antisémitisme, non seulement un fondement pour le nazisme mais un moyen d'attraction politique. Avec la prise de pouvoir en 1933, l'anticommunisme devint davantage encore une idéologie d'intégration, un moyen d'adhésion à la communauté nationale, à la *Volksgemeinschaft*. Les anticommunistes professionnels y eurent donc leur heure de gloire. Ailleurs que chez les puissances de l'Axe et chez les collaborationnistes, la grande alliance avait quelque peu banni, au moins officiellement, la lutte contre le communisme. La guerre froide, comme nouveau choc des idéologies, allait, quant à elle, dès 1947, redonner de l'espoir aux anticommunistes de tous bords.

On le sait, face au conflit larvé naissant avec l'URSS, les Américains, en partie pour pallier leur propre ignorance, étaient à la recherche d'experts. Mais beaucoup de ces experts étaient eux-mêmes à la recherche du contact avec les États-Unis, par intérêt ou par conviction. Un des premiers de ceux-là était sans doute Reinhard Gehlen, qui, dès 1945, sut convaincre les Américains de réactiver son ancien réseau d'espionnage de la *Fremde Heere Ost*, le service de renseignement de la Wehrmacht sur le front de l'Est, et de mettre son expérience au profit des États-Unis. Jusqu'à sa transformation en 1955 en contre-espionnage officiel de la République fédérale (*Bundesnachrichtendienst*), l'Organisation Gehlen, était non seulement financée par la CIA, mais aussi un de ses instruments de lutte contre le communisme. L'efficacité de celle-ci reste cependant relative, car l'organisation était infiltrée par les Soviétiques.

En 1947, alors que la guerre froide semblait plus que jamais devenir réalité, le baron Georg von Wrangel approcha lui aussi les services de renseignements américains et les services politiques de l'administration militaire². Il leur transmet un « projet d'action et d'organisation »³ qui prévoyait non seulement d'assister les États-Unis dans la lutte contre le communisme sur leur territoire en faisant, par exemple, participer ses experts au *Un-American Activities Committee*, mais aussi en dehors de leurs frontières. Pour ce faire, il proposait de monter quatre groupes de propagande anticommuniste : un pour les pays sous domination soviétique, un pour les pays européens et autres pays étrangers, une organisation à base religieuse et une organisation d'intellectuels. Parmi ses experts, ou du moins, parmi ceux avec lesquels le baron se dit prêt à collaborer⁴, figurait le Dr Eberhard Taubert, dont Wrangel transmet aussi un mémorandum sur « l'*Ostpolitik* allemande » sous le régime nazi⁵. Taubert avait été la figure de proue de l'anticommunisme nazi.

Dès 1931, tout en adhérant au NSDAP, il s'était évertué à rassembler les réseaux anticommunistes. Il y parvint en 1933 en créant le *Gesamtverband deutscher antikommunistischer Vereinigungen*, association fédérative qui peu après, alors que Taubert entrait au ministère de la Propagande de Goebbels, devint l'*Antikomintern*. C'était officiellement une association de droit privé, mais fondamentalement, elle était financée et dirigée par Taubert pour le ministère. Von Wrangel était un Balte allemand, vivant à Berlin depuis la fin des années 1920 et ayant adhéré au NSDAP en mai 1933, mais qui, surtout, avait dirigé le service extérieur de l'*Antikomintern* à partir de 1942. Certes la proposition de von Wrangel reposait sur de réelles

² Rapport du Quartier Général du CIC, Region III, Sub Region Francfort/M du 7 juillet 1947, OMGUS, ISD 5/261-3/3.

³ Baron G. von Wrangel, Short project of Action and Organization, 10 avril 1947, OMGUS, ISD 5/261-3/3.

⁴ Lettre de G. von Wrangel à Robert F. Corrigan, Off of Polad, HQ EUCOM du 11 août 1947, OMGUS, ISD 5/261-3/3.

⁵ Lettre du baron G. von Wrangel du 8 août 1947, OMGUS, ISD 5/261-3/3.

convictions anticommunistes, mais, comme le remarquèrent les Américains, elle reposait aussi sur la volonté de trouver un « job »⁶. Peut-être fut-elle cependant aussi une façon détournée pour introduire Taubert aux Américains. Tous deux n'habitaient-ils pas désormais Hambourg ? Sans que les archives ne l'attestent jusqu'alors, Taubert semble lui aussi avoir contacté le CIC dès 1947⁷. Mais il est certain que dès février 1948, il proposa, par l'intermédiaire du Dr Friedrich Minssen⁸ à Robert Murphy, le directeur du service politique, trois plans pour combattre le communisme. Entre-temps en effet les Américains – mais aussi les autres Alliés – avaient lancé un vaste plan de propagande anticommuniste⁹, l'opération Talkback. Le plan A de Taubert prévoyait un bureau secret d'information, c'est-à-dire un centre d'étude sur le communisme capable de fournir des informations à partir de l'observation de toutes les activités et réalités communistes. Le plan B correspondait à la création d'un mouvement anticommuniste en Europe de l'Ouest et à l'organisation de publications anticommunistes dans cette même sphère. Enfin, le plan C préconisait la création d'une organisation de publications anticommunistes en zone soviétique d'occupation. Ces trois plans reprenaient en fait le travail que Taubert avait effectué pendant de longues années pour les nazis : observation rigoureuse du communisme, de ses méthodes et de sa propagande afin de mener une contre-propagande tant au profit de la population du Reich, que de celle de l'Europe occupée et de l'Union soviétique. Les archives de l'occupation américaine montrent combien les Américains étaient réticents

⁶ Lettre de Robert F. Corrigan à Nabokoff (IRI) du 29 juillet [1947], OMGUS, ISD 5/261-3/3.

⁷ KÖRNER (Klaus), « Von der antibolschewistischen zur antisowjetischen Propaganda : Dr. Eberhard Taubert », in SYWOTTEK (Arnold) (Hrsg.), *Der Kalte Krieg - Vorspiel zum Frieden ?*, Münster, Hambourg, 1994 et MAJOR (Patrick), *The death of the KPD. Communism and anti-communism in West-Germany, 1945-1956*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

⁸ Lettre du Dr Friedrich Minssen (Munich) à Robert Murphy, OMGUS, du 10 février 1948, OMGUS ISD Shipment 5, Box 260-263, 2.

⁹ MAJOR (Patrick), *The death of the KPD...*, *op. cit.*

à engager ces Allemands pour mener leur propagande anticommuniste, mais jamais leur refus n'était catégorique. Les informations et projets de von Wrangel, tout comme ceux de Taubert, semblaient toujours bons à étudier, et même à être transmis au Département d'État.

Fin juin 1950, l'invasion de la Corée du Sud par le Nord communiste a renforcé les décideurs américains dans leur volonté d'agir fermement contre le communisme, une attitude déjà dictée par la directive NSC 168. Les plans proposés quelques années plus tôt par ces Allemands pourraient avoir eu une certaine influence. A la fin de l'été, se créèrent en Europe plusieurs associations anticommunistes, notamment le *Volksbund für Frieden und Freiheit* (VFF)¹⁰ en RFA. Taubert en était le fondateur et réalisait le plan A de son projet de 1948.

De l'Europe contre le bolchevisme...

L'idée d'un Occident chrétien menacé et l'idée de croisade contre le bolchevisme avaient déjà été des thèmes développés pendant la Seconde Guerre mondiale, tant par les milieux collaborationnistes que par la propagande allemande dans l'Europe occupée. Taubert n'y était pas étranger. Ces idées furent remises au goût du jour après la guerre. D'une part la guerre froide, les annexions et la soviétisation de l'Europe centrale et orientale semblaient donner raison à tous les *topoi* de la propagande des hordes asiatiques déferlant sur l'Europe chrétienne. D'autre part l'Europe entière était, dans les années zéro, en quête de son identité et

¹⁰ Association populaire pour la paix et la liberté. Cf. FRIEDEL (Mathias), *Der Volksbund für Frieden und Freiheit (VFF). Eine Teiluntersuchung über westdeutsche antikommunistische Propaganda im Kalten Krieg und deren Wurzeln im Nationalsozialismus*, St. Augustin, Gardez! Verlag, 2001; LUDWIG (Bernard), « La propagande anticommuniste en Allemagne fédérale. Le « VFF », pendant allemand de Paix et Liberté ? », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 80, octobre-décembre 2003 et les travaux de Klaus Körner.

d'une explication à « sa » catastrophe. Plus encore qu'après la Première Guerre mondiale l'Europe avait l'impression d'être une civilisation mortelle. Le retour vers les fondements de cette civilisation devait rassurer.

En 1950, les réseaux de l'Église et les démocrates chrétiens mirent donc sur pied un Comité international de défense de la civilisation chrétienne. Début mai 1951, une délégation du Comité international, et notamment son secrétariat général, dirigé par les Français Lesourd et Tracou, se déplaça en Allemagne de l'Ouest pour y fonder une section allemande. Plus sans doute que d'autres, l'Allemagne d'Adenauer recherchait en effet dans le *Abendland* une idéologie pouvant servir à sa reconstruction. Or, parmi les fondateurs allemands se trouvait Arthur Ruppert, membre de la CDU et Premier secrétaire du *Volksbund für Frieden und Freiheit (VFF)*. Par ailleurs, le comité français, dont les Français faisaient partie, travaillait main dans la main avec l'organisation anticommuniste Paix et Liberté créée en septembre 1950 et dirigée par le député radical-socialiste Jean-Paul David¹¹. Une partie de la réunion fut donc consacrée à l'élargissement du réseau chrétien à l'Allemagne. Mais la deuxième s'évertua à la mise en réseau des deux associations aux profils, aux buts et aux modes d'actions semblables. D'emblée l'anticommunisme dépassa les vieilles rancœurs. Il fut proposé de coller simultanément des affiches anticommunistes identiques dans toute l'Europe « afin de montrer au bolchevisme la solidarité du monde libre dans sa lutte contre le bolchevisme »¹². On s'entendit aussi sur la nécessité de consultations régulières. Ainsi, la

¹¹ SOMMER (René), *La France dans la guerre froide. Paix et Liberté, 1950-1956*, Paris, IEP, mémoire de DEA, 1980, 173 p. ; « Paix et Liberté : la Quatrième République contre le PC », *L'Histoire*, n°40, 1981, p. 26-35 ; DUHAMEL (Eric), « Jean-Paul David et le mouvement Paix et Liberté, un anticommunisme radical » et DELPORTE (Christian), « Propagande anticommuniste et images : le cas de *Paix et Liberté* », in DELMAS (Jean) et KESSLER (Jean) (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 217-225. Iconographie : *Ibid.* et BUTON (Philippe), GERVEREAU (Laurent), *Le couteau entre les dents*, Paris, Chêne, 1989, 159 p.

¹² Rapport de von Dellingshausen, 4 mai 1951, B 137-2607.

délégation allemande du *Volksbund* fut-elle invitée dès la mi-mai à Paris pour discuter de l'organisation pratique d'une telle coopération. A Paris, se retrouvèrent sous la présidence de Jean-Paul David, non seulement Paix et Liberté et le *Volksbund* mais aussi l'Italien Giolo Marzio et ses collaborateurs de *Pace e Libertà*, des Suisses de l'organisation du Dr Müntz, le Hollandais van Dam van Isselt, secrétaire national du comité du Benelux et le Belge Marcel Paternostre, président du comité mondial des réfugiés politiques de l'Europe centrale¹³. On décida de coopérer plus étroitement. A l'été 1951, les affiches française « Visitez l'URSS le pays de la liberté » et allemande « *Ferien im Sowjetparadies : unvergesslich !* » montraient déjà les premiers fruits de cette coopération¹⁴. Le thème du paradis soviétique avait pourtant été le titre d'une exposition, conçue par Taubert en 1942, montrée tant à Berlin que dans l'Europe occupée !

Peu après, le 30-31 août 1951, à San Remo, Taubert vit l'aboutissement de la phase B de son plan de 1948. Il se constitua en effet un Comité européen Paix et Liberté, regroupant les associations française, allemande (VFF), italienne (*Pace e Libertà*), néerlandaise (*Vrede in Vrijheid*) et belge¹⁵ (comité Paix et Liberté). En écho à la signature du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (18 avril) la construction européenne en 1951, c'était donc aussi la construction d'une organisation européenne pour l'anticommunisme ; et, coïncidence significative, les pays fondateurs étaient, à l'exception du Luxembourg, les mêmes dans les deux cas ! Dans une lettre à la Chancellerie fédérale¹⁶, même Taubert, recherchant une nouvelle respectabilité pour son travail, relevait que ceci permettait d'opérer avec une idée plus positive (l'idée européenne) – une idée avec laquelle il avait cependant aussi essayé de gagner des Alliés

¹³ Rapport du VFF (Taubert) pour le BMG du 18 mai 1951, B 137-2607.

¹⁴ Note de von Dellingshausen du 7 juin 1951, B 137-2607.

¹⁵ Les archives sont contradictoires quant à sa participation à cette fondation. Le Comité belge comprenait deux sections : l'une à Bruxelles était dirigée par le banquier Maurice Keyaerts, l'autre à Liège par C. Doat.

¹⁶ Lettre du VFF (Taubert) au Dr Mai du 5 septembre 1951, B 136-1765.

pour l'Allemagne nazie. Mais dans sa lettre transparaît également que ce n'était qu'une étape vers son vieux rêve d'un mouvement antibolchevique mondial. Un protocole d'accord et de règlement intérieur fixait les relations entre les associations¹⁷. Les buts du Comité étaient simples : création de liens de solidarité, coordination des actions et mise sur pied d'actions communes. Jean-Paul David en devenait le secrétaire général et la villa Bosquet son siège – réalité qui consacrait l'important impact intérieur de l'association française. Les dirigeants du VFF insistaient, quant à eux, sur l'égalité des droits entre les associations nationales. Cependant cette *Gleichberechtigung* n'effaçait pas les doutes exprimés, en mars 1953, par l'*Auswärtiges Amt* à voir une association allemande s'immiscer dans les affaires internes d'autres États, fut-ce par le biais du Comité européen Paix et Liberté¹⁸.

...au front mondial contre le communisme

Rapidement néanmoins, sans doute courant 1952 avec l'adhésion d'un comité vietnamien, le Comité européen se transforma en Comité international. Or, le flou laissé par les archives sur ce changement de dimension montre bien que leur conscience européenne était certes capable de les fédérer mais que l'Europe n'était pour eux qu'une partie du monde libre et que le combat était planétaire. La guerre de Corée et la guerre d'Indochine ne fournissaient que d'évidentes preuves aux convictions que Taubert et d'autres avaient mis en avant dès les années 1930.

¹⁷ Il ne reste que livré sous forme de projet, cf. annexe de la note de von Dellingshausen du 5 octobre 1951, B 137-2609.

¹⁸ Lettre de l'AA (023-00 II 2580/53) au BMG du 17 mars 1953 B 137 – 2609.

Peut-être la création de comités nationaux en Turquie¹⁹ et en Grèce²⁰ et leur adhésion au Comité en décembre 1952, en parallèle à leur adhésion à l'OTAN en février, donnaient-elles également au Comité une dimension plus atlantiste qu'européenne ? Tout compte fait, on dénombrait, en janvier 1955²¹, vingt²² adhérents au Comité international Paix et Liberté dispersés sur les cinq continents. Certains comme la Suisse²³, la Grande-Bretagne²⁴, l'Australie²⁵, le Canada²⁶, le Mexique²⁷, la Norvège²⁸, le Danemark²⁹, Israël³⁰, la Corée³¹ et l'Afrique du Sud³² avaient rejoint le Comité

¹⁹ Dirigé par le parlementaire Velibese.

²⁰ *Eirene & Eleutheria* (Athènes) dirigé par le député Stamatis Mercouris.

²¹ Note du VFF du 31 janvier 1955 B 137-2610.

²² Est comptabilisé ici aussi le Comité Paix et Liberté en Sarre, mis en place par la France. Le VFF n'eut jusqu'au règlement du problème sarrois (accords de Paris, fin 1954) pas de relation avec celui-ci. Après le retour de la Sarre à la RFA, il mit lui-même une délégation régionale en place en Sarre. Outre les comités européens et le comité vietnamien, déjà cités, y figurent aussi le comité japonais (dirigé par Shiro Mitamura et Kiichi Minami) et taiwanais (*The Peace and Freedom Association of the Republic of China* (Taipei) dirigé par le professeur Fuchow Wang et son secrétaire général, Dr Wen-Hsi-Tschang.).

²³ Il s'agit d'une part du Centre national d'information du Dr Albert Müntz à Zurich et d'autre part du Comité suisse d'action civique de Marc-E. Chantre à Lausanne. Müntz fut présent dès les premiers contacts internationaux et s'y impliqua fortement. On abandonna cependant l'idée de création d'un Comité national à cause de la neutralité helvétique.

²⁴ Par *Common Cause (Freedom, the Common Cause of Mankind)* et son secrétaire général Mr Smith.

²⁵ Par *The People's Union – Peace and Freedom* (Sydney) dirigé par E. Hebblewhite.

²⁶ Par l'Institut Veritas (Montreal) animé par le professeur jésuite Flavien Charbonneau.

²⁷ Par l'*Union Civica International* animé par Guillermo Prieto Yeme, journaliste et expert en questions économiques proche de la droite modérée.

²⁸ Par *Folk og Forsvar (Oslo)* mouvement du social-démocrate Gunnar Sand.

²⁹ Par *Semmenslutningen Til Oplysning om Altantpagt og Demokrati-Fred og Frihed* (Copenhague), également association atlantiste, animée par Niels Matthiasen.

³⁰ Par l'*Anti-Communist League of Israel* (Tel Aviv & Jerusalem) dirigée par l'ancien médecin viennois Prof. Dr von Weisel et Habib Shiber.

international par des mouvements qui ne respectaient pas la terminologie contractuelle et/ou étaient considérés comme « membres correspondants ». Ils apparaissaient toutefois comme membres dans les décomptes que le VFF présentait aux différents ministères allemands. Gonfler l'importance de ce front mondial auprès de leurs bailleurs de fonds était une nécessité vitale pour toutes ces associations. Véritablement planétaire ce front l'était aussi par sa coopération avec les autres réseaux anticommunistes extra-européens comme l'*Asian People's Anti-Communist League* (APACL) et la Confédération interaméricaine pour la défense du continent. Avec celles-ci, il prépara dès 1958 à Mexico, le premier Congrès anticommuniste mondial. Entre-temps, le Comité international Paix et Liberté avait été rebaptisé, en 1956³³, pour des raisons de camouflage, Comité international d'action sociale (CIAS). Un nom qui rappelait celui de l'Institut d'études des problèmes sociaux, la structure que Taubert, selon son plan C de 1948, proposait d'établir en zone soviétique. Malgré sa défection du VFF en septembre 1955, l'ombre du maître planait encore. Par ailleurs, la Suède et l'Autriche – de façon officielle à cause de leur neutralité – et le Portugal et le Brésil³⁴ avaient, entre 1956 et 1958, porté la liste des membres du CIAS à vingt-trois³⁵.

³¹ Par la Fédération anticommuniste pour la réunification de la Corée dirigée par l'ancien ministre des Affaires sociales de Corée du Nord Yi-Yun-Yong.

³² Par l'*Antikommunistiese Aksiekommissie* (Johannesburg) dirigé par le Dr Meyer et D.F. de Beer.

³³ La même année Paix et Liberté en France avait cessé officiellement, mais continuait sous la direction de l'ancien adjoint de Jean-Paul David, sous le nom d'Office national pour la démocratie française.

³⁴ « Comité ADC » (Sao Paulo) de G. Lodygensky.

³⁵ CIAS, état des lieux au 22 septembre 1958, confidentiel, B 137-1766.

Quel(s) réseau(x) ?

D'un point de vue sociologique tout d'abord. Les archives du mouvement allemand insistent souvent sur le fait que la plupart des cadres des comités nationaux sont d'anciens résistants au nazisme ou du moins leur ont été proches. Mais globalement, on manque encore de données biographiques permettant de l'attester à un niveau européen. C'est le cas pour Jean-Paul David, ancien capitaine de la résistance, qui sortit de la guerre avec la Légion d'honneur et la Croix de guerre avec trois citations³⁶. Pour le comte Edgardo Sogno de *Pace e Libertà*, la chose est plus complexe. Il avait combattu dans les troupes de Mussolini en Espagne, mais fini dans la résistance à Mussolini. Arthur Ruppert, le vice-président du VFF, est aussi décrit comme hermétique au nazisme du fait de ses profondes convictions chrétiennes. Mais la caractérisation de résistants ne fonctionne absolument pas pour la plupart des membres dirigeants de l'association allemande, qui, souvent, sont d'anciens membres du NSDAP ou ont été des proches du nazisme. Taubert avait notamment recruté son ancien collaborateur au ministère de la Propagande, Alfred Gielen, comme chargé des relations internationales au VFF, après un passage à l'Organisation Gehlen. Jürgen Hahn-Butry, premier président du VFF (1950-1951), avait, comme écrivain de récits militaires, également une certaine proximité avec le régime et travaillé pour le ministère de la Propagande. Fritz Cramer, président du VFF de 1951 à 1966, avait, quant à lui, aussi adhéré au Parti dès 1932, et gravitait dans l'orbite de l'Organisation Gehlen tandis que son anticommunisme puisait ses sources dans les débuts de la République de Weimar. Conserver l'esprit de la Résistance dans le combat antitotalitaire face au communisme fut donc certes la motivation de l'engagement de certains, mais on ne peut encore dire s'il s'agit, pour le réseau, d'une minorité ou d'une majorité.

³⁶ *Paris-Presse*, 14 septembre 1950, cité par SOMMER (René), *La France dans la guerre froide. Paix et Liberté, 1950-1956, op. cit.*, p. 13.

La puissance de la solidarité chrétienne dans la lutte contre le communisme est cependant, quant à elle, beaucoup plus importante pour le réseau Paix et Liberté. Déjà avant 1933, le regroupement anticommuniste qu'opéra Taubert reposait en grande partie sur des groupes anticommunistes chrétiens, tant catholiques que protestants. Cette tendance se retrouve dans les projets élaborés par Wrangel. En outre, comme on a pu le voir, la rencontre des comités français et allemands transite justement par les réseaux chrétiens du Comité international pour la défense de la culture chrétienne. Absente des thèmes de la propagande de Paix et Liberté en France, l'organisation de Jean-Paul David n'en collabore pas pour le moins de façon très régulière avec les organisations chrétiennes, qui sont aussi les véhicules de sa propagande, assurant la diffusion de ses tracts et brochures. David aurait également eu des contacts avec le Vatican. Pour son homologue allemand, les aspects religieux ne sont pas seulement intégrés à la propagande, mais constituent un des moteurs du soutien gouvernemental que lui procurent les chrétiens-démocrates alors au pouvoir. De même, *Pace et libertà* bénéficie en Italie du soutien de la démocratie-chrétienne. La dimension chrétienne constitue par ailleurs incontestablement aussi un élément important des connexions extra-européennes du réseau : les comités d'Afrique du Sud, du Brésil, du Mexique ont des fondements profondément chrétiens à leur anticommunisme, et plus encore ceux du Canada, dont l'organisation est dirigée par un jésuite ou encore de Taiwan, dont le président, Fuchow Wang est aussi représentant de l'ambassadeur auprès du Vatican.

Les catégories de population qui avaient eu une expérience directe et malheureuse du communisme (expulsés ou réfugiés du bloc oriental, victimes directes ou renégats) fournirent naturellement au réseau Paix et Liberté une bonne partie de ses membres. Certes, elles sont, d'un premier abord, moins visibles dans les cadres dirigeants des mouvements du réseau, mais pas absentes. Ainsi, le président du comité coréen est un ancien ministre des Affaires sociales, le comité japonais est dirigé par un ancien communiste et l'homme de liaison du comité suédois est d'origine

hongroise. Surtout, dans les pays ayant une expérience directe du rideau de fer (Allemagne) ou du rideau de bambou (Corée, Vietnam et surtout Taiwan), les comités recrutent en tout cas une bonne partie de leur public au sein de ce groupe. En Allemagne occidentale, par exemple, tant les expulsés des territoires perdus, que les réfugiés venus de la zone soviétique et continuant à venir de la RDA, – ensemble entre 20 et 25% de la population ouest-allemande – constituaient une bonne partie de l'auditoire mais aussi des soutiens à ces mouvements. À ce groupe s'amalamaient parfois aussi ceux des combattants allemands qui avaient eu sur le front de l'Est confirmation ou qui continuaient de croire aux allégations de la propagande nazie. Les prisonniers de guerre allemands rentrant tardivement – au moins jusqu'en 1955 – en RFA et leurs proches constituent ainsi une part importante de la sociologie du VFF. Le Comité international ainsi que différents comités nationaux ou regroupements régionaux entretenaient de fait des relations avec les fédérations de réfugiés d'Europe centre-orientale, tant nationales qu'internationales. Mais la coopération avec l'ABN (*Anti-Bolchevik Bloc of Nations*), regroupement d'émigrés dominé par les nationalistes ukrainiens, ou le groupe des Russes blancs (NTS), les deux plus importantes associations, restèrent relativement réduites. Le nationalisme des différents groupes nationaux et les querelles géopolitiques qui subsistaient, souvent depuis l'entre-deux-guerres, constituaient en effet le plus souvent des obstacles majeurs à la constitution d'un groupe de pression anticommuniste uni à laquelle aspirait le comité Paix et Liberté.

Toutefois si le combat anticommuniste rencontrait quelques difficultés à se fédérer par la politique, il en alla différemment avec l'économie. L'ensemble du réseau Paix et Liberté était profondément intégré aux réseaux industriels et patronaux. Pour ces derniers, comme pour les anticommunistes virulents, la lutte contre le communisme était une question de subsistance. En effet, depuis que l'Union des intérêts économiques avait pointé plus directement, pour les législatives de 1919, sur le péril communiste par une affiche représentant un Bolchevik le

couteau entre les dents, l'engagement des milieux patronaux dans la lutte contre cette menace était plus important. Les organisations anti-communistes le savaient, et, à dessein, y trouvèrent une source de revenus. Le VFF, par exemple, avait débuté sa propagande par une campagne anti-sabotage au profit de l'industrie et tirait une partie de ses fonds de généreux donateurs de l'industrie allemande. Progressivement sa coopération avec l'industrie et les organisations patronales (BDI, BDA) ou les chambres de commerce aboutit à un financement mensuel contre une intense activité de lutte contre l'infiltration communiste au sein des comités d'entreprise. Son expertise et ses succès dans ce dernier domaine furent souvent loués par le Comité international et ses techniques reprises par d'autres membres du Comité. Mais c'est surtout dans les pays où l'influence du PC était forte, et notamment sur la classe ouvrière, comme en France et en Italie, que les comités Paix et Liberté tentaient d'immuniser le monde ouvrier. En France, par exemple, la création de Paix et Liberté s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les sabotages communistes contre l'envoi d'armement en Indochine dans les grands ports. Mais plus généralement, le mouvement de David luttait dans toutes les concentrations industrielles contre l'influence communiste, que ce soit en son nom, en soutenant Force ouvrière ou même des syndicats « maison ». Car ses fonds provenaient justement en partie de fonds patronaux. De même la FIAT et l'empire Agnelli furent à la base des ressources de l'organisation italienne. Le comité autrichien n'était, quant à lui, en fait qu'un nom cachant une organisation patronale, la Fédération des travailleurs indépendants³⁷. Enfin, le président du comité belge de Bruxelles et un temps du comité international, Maurice Keyaerts, directeur de banque et proche des milieux industriels, représentait bien l'importance des milieux économiques et financiers au sein du réseau. Il drainait dans son sillon également Marcel de Rover, directeur de la Banque de Bruxelles. L'anticommunisme du réseau Paix et Liberté était donc aussi un anticommunisme économique.

³⁷ *Verband selbständiger Wirtschaftstreibender.*

Les milieux économiques et industriels garantissaient, en partie, l'existence de ces comités. Mais leur création et leur survie dépendaient des soutiens politiques – le plus souvent, au plus haut niveau. La création de Paix et Liberté reposait ainsi, en grande partie, sur la volonté du président du Conseil de l'époque, René Pleven, de disposer d'un instrument de lutte contre la propagande communiste. Et, alors que les fonds secrets de Maignon servaient au financement de l'organisation, Jean-Paul David, par ses qualités de député de Seine et Oise et maire de Mantes-la-Jolie, mais surtout par sa proximité avec le pouvoir en place assurait à son association des avantages conséquents, comme par exemple l'utilisation des ondes nationales pour son émission radio. De même, l'homologue allemand de Paix et Liberté, le VFF, profitait à la fois des fonds secrets et des budgets réguliers de plusieurs ministères ouest-allemands et menait ses actions en concertation avec eux. Ses connexions remontaient, elles aussi, jusqu'à la chancellerie. Tandis que *Pace e Libertà* bénéficiait d'appuis ministériels similaires, les présidences d'autres associations encore, assurées par des parlementaires, comme pour les comités turc et grec, montrent l'intérêt des pouvoirs en place pour de tels réseaux. En effet, ces derniers représentaient souvent un moyen plus souple – et donc plus efficace – et plus discret qu'une administration publique pour mener une propagande et accompagner une politique anticommuniste.

Mais bien plus qu'une possibilité de seconder une politique intérieure ou exprimer une culture politique, un tel réseau était souvent un auxiliaire et un instrument de politique étrangère.

Un réseau instrument de politique étrangère

L'utilisation du réseau Paix et Liberté comme instrument de politique étrangère doit être envisagée sous deux, voire trois angles différents, le

plus souvent complémentaires et imbriqués. D'une part, chaque comité national était utilisé par les différents pays, à différents degrés, comme outil pour leur politique étrangère. D'autre part, le réseau Paix et Liberté apparaissait, en tant que tout, comme un instrument au profit de la politique étrangère du monde libre et plus particulièrement de son leader, les États-Unis. Enfin, dans le cadre de son rôle au sein du combat mené par le bloc occidental, le réseau tenta parfois – sans grande réussite – de s'émanciper et de prendre une place en tant qu'acteur autonome des relations internationales pendant la guerre froide.

Dans la seconde moitié des années 1940, la plupart des pays européens avaient dû en grande partie se reposer sur l'épaule américaine. Mais, à partir de 1950 et notamment de la guerre de Corée, l'émancipation européenne – d'ailleurs souhaitée et encouragée par les États-Unis – connut une accélération. Cependant l'autorité américaine de tutelle réclamait sans cesse des gages aux Européens sur leurs capacités réelles à voler de leurs propres ailes. Or, dans ce cadre, les créations des comités nationaux Paix et Liberté apparaissent justement comme autant de gages de la volonté des Européens de l'Ouest de faire barrage au communisme. C'est vrai en Italie mais aussi et surtout en Allemagne occidentale, où l'efficacité de la lutte contre le communisme conditionnait l'accès à plus de souveraineté pour le tout nouvel État. Ce fut aussi le cas en France, pays qui était pour les États-Unis non seulement une pièce maîtresse dans sa stratégie européenne, mais objet d'inquiétude à cause de la force du communisme. Ici encore la création de Paix et Liberté devait apaiser ces craintes. Pour ce faire, les États-Unis furent d'ailleurs, par le biais de leur représentant pour l'aide militaire et celui pour le plan Marshall, longuement informés – et ce directement par le chef de cabinet de René Pleven – de la mise sur pied de l'organisation, avant même sa création officielle³⁸. Cet objectif fut atteint, car les représentants américains étaient, dès les débuts de Paix et Liberté, confiants. Restait cependant à convaincre l'opinion

³⁸ Télégramme n° 542 de l'Ambassade américaine à Paris au Département d'État du 30 août 1950, NARA, RG 59, Box 2552, 551.00/8-3050.

américaine, encore très sceptique sur la volonté réelle de la France de faire barrage au communisme. Ce fut principalement l'objet du premier voyage de Jean-Paul David aux États-Unis, fin janvier - début février 1952³⁹. Son voyage fut un franc succès. Ses rencontres avec les représentants de la presse lui valurent quelques articles, tandis que ses rencontres avec les plus hauts responsables de la politique étrangère américaine, dont le secrétaire d'État, sonnaient comme une ultime reconnaissance. Le travail de Jean-Paul David fut même cité et montré en séance par le sénateur du Michigan, Homer Ferguson⁴⁰. Lors de ce premier voyage, tout fut d'ailleurs mis en œuvre afin que Paix et Liberté apparaisse comme une association privée – ce qu'elle était de par son statut – et une émanation de la volonté des Français de s'engager plus encore pour le camp occidental. Afin de créer une sorte de réseau transatlantique, une partie du voyage de David fut également consacrée aux rencontres avec d'autres associations anticommunistes américaines : le *Committee against Communist Agression*, l'*International rescue Committee*, l'*Iron Refugee Committee* ou le *Committee for Constitutionnal Government*. Mais l'autonomie de l'association de Jean-Paul David n'était qu'apparente et très partielle. En réalité le voyage de David avait été préparé par le Quai d'Orsay et bénéficiait du soutien logistique des postes français aux États-Unis. Par ailleurs, le voyage de David s'inscrivait tout autant dans la mobilisation et l'instrumentalisation d'associations du secteur privé par les autorités politiques américaines dans le cadre de leur campagne de propagande et donc de guerre psychologique. Le voyage de David répondait en effet à une invitation du *National Committee for a free Europe*, une association étroitement contrôlée et financée par la CIA. Ce premier voyage ne montre donc pas seulement combien l'anticommunisme était affaire de réseau,

³⁹ Cf les comptes rendus dans AMAE, Amérique, États-Unis, 346 et 348 et la position américaine dans les fonds du Département d'État RG 59 (NARA, College Park, MD), not. 740.5/11-653, 740.5/9-2353 ; 740.00/1-2352 ; 033.5100/9-2853.

⁴⁰ Congressional Record – Senate, 1952, pp. 2113-2115 et Dépêche n° 1437 AM du conseiller de l'Ambassade à Robert Schuman du 21 mars 1952, AMAE, Amérique, EU, 346.

mais aussi comment Paix et Liberté faisait parti d'un dispositif américain en Europe. Ceci transparait d'autant plus clairement si l'on met en avant qu'au moins les comités italiens et allemands furent également soutenus par la CIA.

Le second voyage de David aux États-Unis, fin septembre 1953, prit certainement un caractère encore plus officiel et incarnait, de ce fait, d'avantage cette dimension d'instrument de politique étrangère. Les rencontres de David, tant avec les responsables de la CIA, Allen Dulles et Walter Bedell Smith, qu'avec ceux du Département d'État ou encore avec les membres de l'OCB (*Operations Coordinating Board*), structure coordonnant les efforts américains en matière de guerre psychologique, montre bien comment Paix et Liberté continuait de rester un élément clé de la stratégie anticommuniste américaine pour la France, tout comme l'était, dans une moindre mesure, *Pace e libertà* pour l'Italie ; d'autant que l'administration Eisenhower accordait une importance croissante à la guerre psychologique. Mais, plutôt que de s'inscrire dans la politique américaine, Jean-Paul David cherchait, avec Bidault, à coordonner les efforts du monde libre en matière de propagande et de guerre psychologique au niveau de l'OTAN. Pour ce faire, le député radical avait mené des consultations auprès des autres pays de l'Alliance et auditionné plusieurs fois à l'OTAN⁴¹. Le comité international Paix et Liberté, dont il avait – jusque 1956 – la présidence, aurait certainement connu une nouvelle impulsion et fait basculer le réseau des comités vers une sorte d'internationale anticommuniste, lui permettant d'avantage encore un acteur de la guerre froide. Mais les autorités américaines refusèrent net que cette coordination soit transférée à l'OTAN. À cela deux raisons : d'abord, l'Alliance atlantique ne devait pas, selon eux, revêtir un caractère

⁴¹ Cf les archives de Groupe de travail sur l'information (AC/024) et du Groupe de travail sur la politique d'information et de coopération culturelle (AC/052) aux archives de l'OTAN (Bruxelles) et la thèse de VILLATOUX (Paul) et DUBREIL-VILLATOUX (Marie-Catherine), *La guerre et l'action psychologique en France (1945-1960)*, Paris, Université Paris I – Panthéon-Sorbonne (Dir. Maurice Vaïsse), 2002, 4 vol., p. 266-281.

offensif. En second lieu, la délégation et la décentralisation de la guerre psychologique était vue d'un mauvais œil. Les Américains tenaient à conserver et à développer leur vision et leurs instruments de la guerre psychologique. Fritz Cramer, président du VFF devenu également président du CIAS en 1957, tenta de relancer cette proposition de coordination et de création d'une cellule de guerre psychologique auprès de l'OTAN. Mais même Van Zeeland, président d'honneur du CIAS, ne parvint pas à faire jouer sa relation avec le secrétaire général de l'OTAN, Paul-Henri Spaak, pour faire aboutir le projet.

À défaut de pouvoir coordonner l'effort psychologique du monde libre, le réseau Paix et Liberté déploya cependant la plupart de ses initiatives de façon autonome, bien qu'intrinsèquement elles servaient la politique étrangère des États. Dans la première moitié des années 1950, même si les bailleurs de fonds étaient, pour l'essentiel, publics, l'initiative de campagnes d'affichages européennes provenait – autant que cela transparaît des archives – des associations. Elles furent l'aspect le plus visible de cette volonté de jouer un rôle international – au niveau des consciences et des idées, la guerre froide étant justement devenu essentiellement une guerre des idées. Or, par les mobilisations nationales, voire européennes, des inconscients collectifs de l'Europe occidentale, le réseau Paix et Liberté contribua à enraciner les représentations de la guerre froide et de ses deux camps inconciliables au sein des populations. Néanmoins, le réseau n'a sans doute pas réussi à acquérir une plus grande autonomie d'action internationale, d'une part, parce que son existence était trop liée au financement des acteurs traditionnels de politique étrangère – les États – et d'autre part, parce que l'essentiel de sa propagande était négative, « anti-», et ne proposait pas directement une alternative, si ce n'est le renforcement de la solidarité du monde libre. En fait, les comités nationaux assumèrent bien plus une sorte de rôle de vigie, de conscience. Ainsi, par exemple, David envoya-t-il une lettre aux ministres des Affaires étrangères participant à la conférence de Genève en 1954 afin de leur rappeler à quel point leur attitude était décisive pour la

solidarité des nations libres⁴². Après 1956, l'internationalisation et la tentative d'autonomisation tant du Comité que du combat s'accrut : le CIAS protestait contre les événements de Hongrie en écrivant à l'ONU, participait officiellement au 4^e congrès interaméricain pour la défense du continent ou activement à l'organisation des deux conférences sur la guerre politique des Soviets, à Paris en décembre 1960 et à Rome en novembre 1961. Mais le climat avait changé par rapport au début des années 1950. La détente s'était installée, tout comme un certain dialogue direct entre les super-puissances, sans forcément que l'Europe fut au centre de celui-ci. Alors, comme un miroir de l'utilisation par David du réseau comme soutien de la politique française, l'Allemand Cramer, devenu président du CIAS en 1957, contribua à en faire de plus en plus un instrument de la politique étrangère allemande. Il resserra en effet le combat sur le problème allemand. De fait, la question allemande était, au sein de la guerre froide, si ce n'est en voie de marginalisation, au moins de dilution. Certes, la seconde crise de Berlin et la construction du mur contribuaient à garder l'Allemagne comme point de cristallisation de la lutte contre le communisme, mais le monde s'était accommodé de la division de l'Allemagne. Pour lutter contre la banalisation de celle-ci le CIAS multipliait les initiatives. Il diffusait par exemple, en 1958, aux autres comités une carte de l'Allemagne dans ses frontières de 1937, une carte alimentaire de RDA, ou invitait, en 1959, des délégations françaises et italiennes à Berlin pour se rendre compte sur place de la situation. Par là, le réseau redevenait un instrument et il lui fut difficile de se poser en acteur autonome et indépendant des relations internationales, si tenté que cela soit possible par ailleurs.

Finalement donc, le réseau Paix et Liberté incarnait surtout sa propre fonction de mise en relation des informations et des personnes. Par sa

⁴² Lettre de Jean-Paul David, secrétaire général du Comité international Paix et Liberté à G. Bidault, A. Eden et J. F. Dulles du 8 juin 1954, B 137-2609.

nature même, il contribua néanmoins à multiplier et à renforcer la solidarité anticommuniste du camp occidental. Il n'a cependant pas pu devenir une internationale dans la mesure où, comme on l'a montré, les efforts de coordination de l'anticommunisme n'ont pu aboutir, comme par exemple en matière de guerre psychologique. Les conditions nationales ainsi que la multitude des traditions politiques ou spirituelles de l'anticommunisme rendaient en effet difficilement réalisable une unité du mouvement. Il existait, à vrai dire, autant de réseaux anticommunistes que de formes de l'anticommunisme. Ce dernier, par sa pluralité, ne peut-il finalement exister que sous forme de réseau ?

Georges Bidault et le quai d'Orsay
face à la négociation de l'OTAN
(1947-1949)

*JENNY RAFLIK*¹

Qui n'a jamais entendu parlé de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord comme d'un instrument de l'hégémonie américaine en Europe ? Le Pacte Atlantique, en effet, est souvent présenté comme une création américaine, dont l'objet aurait été, dès sa mise en place, d'assurer la présence politique des États-Unis sur le sol européen. Cette perception de l'organisation, née de la guerre froide, et dont les tenants trouvent toujours dans l'actualité et dans le comportement de l'OTAN des preuves jugées irréfutables, dissimule pourtant les origines européennes d'un Pacte envers lequel les États-Unis étaient à l'origine bien dubitatifs. Au contraire de leurs homologues américains, les dirigeants français, et en particulier les représentants de la diplomatie, fondaient en une alliance occidentale les espoirs les plus profonds et les plus sincères, certains, peut-être, par atlantisme idéologique, la plupart, sans doute, par réalisme politique.

Il convient donc de revenir sur les étapes de la négociations du traité de Washington, en focalisant cette étude sur le rôle des diplomates du Quai d'Orsay et de leurs ministres successifs, Georges Bidault et Robert Schuman, afin de déterminer ce qu'a pu être la part française dans la création de l'OTAN.

¹ Allocataire-moniteur à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, prépare une thèse sous la direction du professeur Robert Frank sur les décideurs français et l'Alliance Atlantique (1948-1954).

C'est à Georges Bidault et à son équipe que revient en effet le rôle initiateur des négociations. La France se trouve pourtant rapidement mise à l'écart, avant de reprendre la main en temps que membre du Pacte de Bruxelles, puis d'être de nouveau mise en porte-à-faux entre ses alliés, par ses exigences spécifiques sur le contenu d'un texte finalement loin de répondre à ses attentes.

Les premières démarches : un cadre incertain pour les initiatives françaises

L'initiative Billotte

Le début des négociations est difficile à dater, mais les premières démarches sont bien à mettre au crédit de la France puisque, dès 1946, le général Pierre Billotte, alors représentant français au comité d'état-major des Nations unies, entretient ses homologues américains des modalités d'une éventuelle alliance militaire entre l'Europe occidentale et les États-Unis. Les résultats de ces conversations ne sont pas dissociables des nouvelles discussions qui s'ouvrent en 1948, sans qu'il soit aisé de mesurer leur impact. L'ensemble des consultations, de 1946 à 1949, se déroule dans un contexte de secret absolu qui les rend aujourd'hui encore assez opaques. Variant de la forme de discussions officielles à celle de prises de contact personnelles des décideurs, pas toujours bien coordonnées entre elles, leur ligne de contour n'est pas facile à cerner, même en ce qui concerne les principaux acteurs. Alexandre Parodi, secrétaire général du Quai d'Orsay, qui vient de succéder à Jean Chauvel, déclare ainsi au président de la République, Vincent Auriol, le 8 mars 1949 : « La situation est angoissante et j'ai peine à m'y reconnaître. En ce qui concerne le Pacte Atlantique, l'affaire est très engagée, mais comment ? Je ne sais pas. Les uns disent engagée à l'initiative de Bidault,

les autres à l'initiative des Anglais. Il m'est impossible d'en dégager quelque chose »².

La détermination de Billotte et le soutien de Bidault

Dans ces démarches de Billotte, l'initiative vient souvent du général lui-même, mais incontestablement, il n'agit pas sans soutien politique. En février 1946, c'est le ministre des Armées, le MRP Edmond Michelet, avec l'accord de Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères, qui prend la décision de l'envoyer en mission secrète à Washington. Informé, le chef du Gouvernement, le socialiste Félix Gouin, met fin à la mission³. Alors nommé, à sa propre demande, chef de la délégation française au comité d'état-major des Nations unies, Billotte n'interrompt pourtant pas ses contacts personnels avec ses homologues anglo-saxons, et conserve des rapports étroits avec Georges Bidault.

Celui-ci lui rend visite aux États-Unis, le 20 décembre 1947. Suite à cet entretien, Bidault rencontre Marshall, à Londres, à la fin du mois. Le secrétaire d'État donne son accord au déclenchement de conversations secrètes et désigne le général Mathew Ridgway pour les mener, sous son autorité directe, du côté américain. Il suggère d'y inviter les Britanniques et

² NORA (Pierre), OZOUF (Jacques), REMOND (René), *Vincent Auriol, Journal du septennat, 1949*, Paris, Armand Colin, 1977, p. 148.

³ « J'avais parlé pour la première fois d'un Pacte Atlantique à de Gaulle à l'automne 1945, et voyant l'influence que les communistes gagnaient tous les jours grâce à l'emprise soviétique qui se développait en Europe, je pensais qu'il fallait faire quelque chose. Michelet qui était ministre des armées m'a donné son accord. [...] Bonnet m'a adjuré de ne prendre aucun contact avec les Américains. Les ministres communistes seraient fous de rage, ce serait une catastrophe. Et il a écrit à Gouin à ce sujet, et Gouin a prévenu Thorez. Il n'a plus été question de Pacte Atlantique jusqu'en 1947 », CARAN, 561AP1, papiers Georgette Elgey, compte rendu de l'interview accordé par le général Billotte à Georgette Elgey le 3 octobre 1963. Voir aussi SOUTOU (Georges-Henri), « Les Dirigeants français et l'entrée en guerre froide », *Trimestre du Monde*, 3^e trimestre 1993, p. 135-147.

de limiter à trois personnes par pays les seules autorités responsables à mettre au courant. Les seules personnalités informées seront Attlee, Bevin et le général Morgan pour la Grande-Bretagne, Truman, et les généraux Marshall et Ridgway pour les États-Unis, Bidault, Schuman et Billotte pour la France.

Les premiers contacts exploratoires au niveau militaire

Billotte envoie, dès le 29 décembre, une note au secrétaire d'État, par l'intermédiaire du général Ridgway, par laquelle il confirme l'engagement du ministre des Affaires étrangères, et du gouvernement :

Mon gouvernement m'a prescrit de prendre contact sans délai avec les hautes autorités américaines que voudrait bien désigner le secrétaire d'État, en vue d'étudier les conditions dans lesquelles pourraient être jetées les bases d'un accord militaire secret entre nos deux gouvernements, destiné à assurer la sécurité de nos deux pays et du monde atlantique par une stratégie commune⁴.

Si cette déclaration, à la base des premiers entretiens exploratoires, est d'inspiration politique, ceux-ci se limitent néanmoins à des considérations militaires, et ne sont pas suivis, comme il en avait été initialement question, de concertations diplomatiques. Des accords de principe sont trouvés, mais la situation juridique des États-Unis les empêche toujours de contracter une alliance en Europe, et l'idée est d'ailleurs encore loin de faire l'unanimité chez les dirigeants.

En outre, sont menées dans le même temps les négociations du traité de Bruxelles, au grand dam de Billotte, qui n'y voit qu'une perte de temps, et qui, dans le jeu de rivalité qui l'oppose à la plupart des diplomates français, permettent à ces derniers de reprendre la main.

⁴ BILLOTTE (Pierre), *Le Passé au futur*, Paris, Stock, 1979, p. 59.

Les démarches de Billotte ont été, en effet, dans l'ensemble, mal vues de Paris, tant des diplomates, fâchés d'être écartés, que des hommes politiques, soucieux de leurs prérogatives – « ce brave général [faisant] de la politique beaucoup plus que de la représentation »⁵. Elles allaient pourtant bien dans le même sens que les démarches parallèles de Bidault, notamment au cours de la négociation du traité de Bruxelles, par le biais de sa correspondance personnelle avec le secrétaire d'État, George Marshall.

Des démarches personnelles de Bidault aux premières discussions concrètes

Après le coup de Prague, les États-Unis proposent le rappel des ambassadeurs occidentaux à Prague. C'est l'occasion que saisit Georges Bidault, en concertation avec les Britanniques, pour faire appel à l'aide américaine, faisant savoir que « s'agissant de faire face à la Russie, le temps des manifestations spectaculaires paraissait passé alors qu'était venu celui des mesures de défense effectives »⁶. C'était affirmer la volonté française de conclure une alliance concrète à l'Ouest.

La correspondance Bidault-Marshall

Bidault énonce cette résolution dans une série de lettres adressées au secrétaire d'État américain à partir de mars 1948. Le 4 mars, alors que les négociations de Bruxelles traînent quelque peu, il remet une note à

⁵ NORA (Pierre), OZOUF (Jacques), REMOND (René), *Journal du septennat*, op. cit., 11 janvier 1949, p. 7.

⁶ MAE, Archives privées et papiers d'agents, Henri Bonnet, volume 1, Lettre de Chauvel à Bonnet, Paris, 18 mars 1948.

l'ambassadeur des États-Unis, Caffery, à l'intention de Marshall⁷. Rappelant le discours du président Truman devant le Congrès le 12 mars 1947, au sujet de l'aide en faveur de la Grèce et de la Turquie, il souligne les similitudes entre les positions prises alors par Truman, et la situation de l'Europe occidentale. La France se sent menacée. Or, elle n'a pas les moyens de se défendre seule :

L'heure est trop grave, le danger est trop pressant, la puissance de la Russie soviétique est trop considérable pour que la France, à peine relevée des blessures que lui a infligées la dernière guerre mondiale, puisse assumer à elle seule, même avec le concours des alliés qu'elle s'efforce de grouper [le Royaume-Uni et le Benelux], le rôle de défenseur des territoires occidentaux et de la civilisation humaine, que le destin lui confie⁸.

L'aide américaine est indispensable, et :

Le moment est venu de resserrer aussi sur le terrain politique et, le plus vite qu'il se pourra, sur le terrain militaire, la collaboration de l'ancien et du nouveau monde si étroitement solidaires dans leur attachement à la seule civilisation qui vaille⁹.

Bidault propose donc à Marshall l'ouverture de consultations politiques entre les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, et la recherche de solutions *techniques* aux problèmes de la défense commune. La demande porte donc sur les aspects stratégiques et politiques, mais ne comporte pas la mention d'une alliance formelle entre les États-Unis et la France. Elle ouvre des possibilités, sans donner de cadre.

La réponse de Marshall est assez mitigée, et décevante pour Bidault. Après des formules de bonne volonté, le secrétaire d'État américain se déclare intéressé par les discussions entreprises entre les Britanniques, les

⁷ MAE, Archives privées et papiers d'agents, Henri Bonnet, volume 1, lettre de Bidault à Marshall, remise le 4 mars 1948.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

Français et les représentants du Benelux, envisageant après la conclusion d'un accord entre Européens de réétudier la situation avec eux¹⁰. Aucune action concrète n'est mentionnée, mais les Américains encouragent les Européens à prendre en main leur défense collectivement.

La mise à l'écart de la France

Pourtant, des négociations s'ouvrent à Washington le 22 mars 1948, entre Américains, Canadiens et Anglais. La mise à l'écart de la France est justifiée par la crainte de fuites venant des nombreux sympathisants communistes encore présents au sein de l'administration française. Plus que tout, le Royaume-Uni entend rester le seul interlocuteur européen des États-Unis, et ces derniers, quant à eux, ne souhaitent pas s'exposer à de nouvelles demandes françaises de matériels, ni même à des récriminations sur leur politique de relèvement de l'Allemagne¹¹. Or, la conception stratégique n'est pas la même pour les Anglo-Saxons que pour les Français. Tenir à l'écart le pays qui se trouverait en première ligne sur le front, si celui-ci était fixé sur le Rhin, n'aurait pas de sens...

Ces premières négociations contribuent à donner en France l'impression d'un club anglo-américain, au sein duquel il sera difficile de se faire une place. Si Henri Bonnet informe Paris de l'existence de ces discussions, rien sur leur contenu ne fuit jusqu'à la sixième réunion, le 1^{er} avril, où un projet est adopté. Le gouvernement américain invite alors les membres du Traité de Bruxelles à étendre ce dernier à un certain nombre d'autres pays (Norvège, Suède, Danemark, Islande, et, si les élections y étaient achevées, l'Italie). Ensuite, le président prévoit d'inviter les signataires à

¹⁰ MAE, Archives privées et papiers d'agents, Henri Bonnet, volume 1, communication de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris, 13 mars 1948.

¹¹ GERBET (Pierre), « Le Rôle de la France dans la négociation de l'Alliance Atlantique », dans BOZO (Frédéric), MELANDRI (Pierre), VAISSE (Maurice), *La France et l'OTAN, 1949-1996*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 97.

négociier avec les États-Unis un accord de défense collective pour la zone nord-Atlantique. Les Européens doivent s'entendre avant que les États-Unis ne s'engagent, ce qui va à l'encontre de la règle choisie par les décideurs français : ne rien entreprendre qui puisse représenter une provocation aux yeux des Soviétiques avant d'être assurés du soutien effectif des États-Unis.

De nouvelles initiatives de Bidault

Devant cet isolement évident de la diplomatie nationale, Bidault adresse une seconde lettre personnelle à Marshall le 14 avril 1948. Le ton du ministre est plus pressant, et joue habilement du désaccord sur le problème allemand, qui peut être envisagé, sans provocation dans la formulation, comme un moyen de pression sur le gouvernement américain.

Le 20 mai 1948, une nouvelle lettre est adressée au gouvernement américain, pour insister sur les préoccupations françaises, et réaffirmer quelques principes devant guider les discussions entre alliés occidentaux. Tout d'abord, Bidault souligne que, « comme le secrétaire d'État l'a indiqué le 13 avril dans sa conférence de presse, la méthode des négociations séparées n'est pas en principe une méthode satisfaisante »¹². Par cette façon habile de protester contre la mise à l'écart de la France, le ministre revendique sa légitimité à être associé aux négociations engagées. Il demande en outre l'entreprise de mesures « sans défaillance et sans délai »¹³. Pourtant, « il convient d'éviter dans la mesure du possible tout procédé de nature à donner à la politique suivie une apparence susceptible

¹² MAE, Z- Europe, généralités, 1944-1949, volume 23, lettre adressée au gouvernement des États-Unis, avec communication à Londres, 20 mai 1948, très secret.

¹³ *Ibid.*

de revêtir aux yeux du gouvernement soviétique une apparence de provocation »¹⁴.

Bidault, par l'ensemble de ces courriers, exprime son inquiétude, et sa conviction personnelle que le traité de Bruxelles ne peut suffire à assurer la sécurité du pays.

Du traité de Bruxelles au Pacte Atlantique

Les démarches européennes pour faciliter un engagement américain

Au moment de la signature du pacte de Bruxelles, la déclaration du président Truman apparaît encourageante : « Au moment où je m'adresse à vous », dit-il, « cinq nations européennes signent à Bruxelles un pacte de coopération économique et de défense commune contre l'agression, d'une durée de cinquante ans. Cette action a une grande signification, car ce pacte n'a pas été imposé par un voisin plus puissant ». Après cette allusion criante à la politique soviétique en Europe de l'Est, il poursuit : « Cet effort mérite notre plein appui. J'ai confiance que les États-Unis apporteront aux nations libres, par des moyens appropriés, le soutien que requiert la situation »¹⁵. Ces moyens restent à définir, mais le sous-entendu est évident : contrairement à l'URSS, les États-Unis n'ont en aucun cas l'intention de donner une forme contraignante à leurs alliances. Le gouvernement américain préfère d'ailleurs voir les Européens prendre, du moins officiellement, les initiatives. Le 30 avril 1948, le Comité militaire du pacte de Bruxelles exprime donc le désir de voir des observateurs américains prendre part à ses travaux, et dès le 14 mai, le comité remet à

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ MAYER (René), *Le Pacte de l'Atlantique, paix ou guerre ?* Paris, Éditions du Grand siècle, 1949, p. 11.

l'ambassadeur américain à Londres la réponse à un questionnaire militaire transmis par M. Lovett, à la demande de l'état-major américain.

Le blocage demeure néanmoins du côté américain. La perspective de l'élection présidentielle, ainsi que l'absence du secrétaire d'État Marshall, parti à la conférence de Bogota, ralentissent l'avancée des travaux. En outre, l'obstacle majeur à la participation des États-Unis reste juridique : un vote du Sénat est indispensable à la majorité des deux tiers, or le Sénat ne paraît pas disposé à accepter d'envisager les problèmes de sécurité en dehors de l'ONU, et continue à considérer inconstitutionnelle toute alliance permanente dès le temps de paix, en ce qu'elle risquerait de provoquer l'entrée en guerre des États-Unis sans un vote préalable du Congrès. C'est la résolution Vandenberg, votée le 11 juin 1948, qui débloque enfin la situation.

La reprise en main des négociations par les Américains

S'il s'agit d'une étape fondamentale dans la politique extérieure des États-Unis, cela en est une aussi sur le plan de la politique française, d'ailleurs liée au problème allemand, car la promesse d'une alliance avec les États-Unis était indispensable pour convaincre les parlementaires français d'accepter ce qui avait été décidé lors de la conférence de Londres le 4 juin : la création d'un État ouest-allemand. Concrètement, le vote de la résolution Vandenberg débloque la situation, en permettant aux États-Unis de participer en qualité d'observateurs aux réunions du comité d'état-major du traité de Bruxelles, à partir du 20 juillet 1948, et en donnant le signal de départ des négociations officielles du Pacte de l'Atlantique¹⁶.

¹⁶ SHAT, 1Q26-4, Institut des hautes études de Défense nationale, section politique, travail en comité, sur le Pacte Atlantique, conférence d'introduction de Noël Henry, ministre plénipotentiaire, chef de la section politique, 15 février 1949.

Encore une fois, c'est une crise qui sert de catalyseur au processus de négociation du Pacte Atlantique, celle du blocus de Berlin, contexte dès lors de toutes les discussions. Les conversations s'engagent le 6 juillet 1948, à Washington, à la demande du Département d'État, entre les représentants de l'Union occidentale, des États-Unis et l'ambassade du Canada¹⁷. L'Union occidentale est représentée par ses ambassadeurs à Washington, dont, pour la France, Henri Bonnet. La première solution envisagée est une association pure et simple des États-Unis au pacte de Bruxelles. Mais « très rapidement, il est apparu que ce pacte présenterait un caractère trop nettement continental pour que les États-Unis puissent y adhérer ; ceux-ci ne pouvaient entrer que dans une combinaison plus vaste comprenant, à côté des cinq, un certain nombre d'autres puissances »¹⁸.

Des divergences à l'accord

Si l'accord est aisé sur le principe d'une défense commune, les consultations mettent en avant le fossé existant entre les conceptions françaises et les propositions anglo-saxonnes. Les États-Unis refusent l'automatisme en cas d'attaque. Ils veulent un cadre géographique large, ancré au nord de l'Europe avec la Scandinavie, alors que les Français veulent faire de la métropole le point de gravité de la future alliance. De plus, pour des raisons autant stratégiques que politiques au sein de l'Union française, la France n'envisage pas sa défense sans y inclure ses territoires d'outre-mer, départements d'Algérie, et protectorats d'Afrique du Nord. Enfin, les Français exigent des livraisons d'armes immédiates, alors que le gouvernement d'outre-Atlantique les subordonne à la signature du traité. La tension est très forte.

¹⁷ NORA (Pierre), OZOUF (Jacques), REMOND (René), *Journal du septennat, 1948, op. cit.*, p. 690.

¹⁸ MAYER (René), *op. cit.*, p. 13-14.

Le 20 août, l'ambassadeur Bonnet pose les trois conditions de la signature française : unité de commandement, livraisons immédiates de matériel militaire, et déploiement rapide des troupes anglo-saxonnes en Europe¹⁹. Devant la fermeté américaine, le gouvernement français, où Robert Schuman remplace Georges Bidault au ministère des Affaires étrangères, cède devant la promesse de l'équipement de trois divisions françaises sur les stocks américains en Allemagne. Reste cependant l'obstination française sur la couverture de l'Algérie et la participation de l'Italie pour faire contrepoids à la participation scandinave.

À partir du 11 décembre 1948 débutent à Washington de nouvelles consultations, qui aboutissent à la rédaction d'un texte, le 28 décembre. Celui-ci est soumis aux gouvernements intéressés. Trois thèmes ne sont toujours pas abordés : la livraison gratuite de matériel militaire américain aux Européens, l'inclusion des territoires d'outre-mer dans le Pacte (départements d'Algérie et protectorats de Tunisie et du Maroc), enfin le degré d'automatisme de l'intervention des forces américaines en cas d'agression contre l'Europe²⁰. À la lecture de ce texte, le gouvernement décide de porter ses efforts sur le seul problème de l'inclusion de l'Algérie dans la zone couverte par le Pacte, quitte à céder sur le reste.

Après avoir reçu les réponses des divers pays, Dean Acheson, successeur de Marshall au secrétariat d'État, assisté de ses conseillers, et de la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, arrête les termes d'un nouveau texte de travail, que le gouvernement de Washington soumet pour avis le 24 février 1949 aux ambassades des puissances intéressées²¹. Les Européens sont consultés, mais n'ont pas, cette fois-ci,

¹⁹ WALL (Irwin), *L'Influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, p. 203.

²⁰ NORA (Pierre), OZOUF (Jacques), REMOND (René), *Journal du septennat, 1949*, op. cit., p. 531.

²¹ MAE, Europe, généralités, volume 25, circulaire n°57IP du service de presse et d'information du ministère des Affaires étrangères au sujet du Pacte de l'Atlantique, 24 février 1949.

participé à l'élaboration directe du texte. Le nouveau texte est étudié par le Conseil des ministres le 9 mars 1949. Il apparaît qu'après avoir hésité plusieurs mois, les Américains veulent bousculer les choses et demandent une réponse avant le 17 mars. La signature interviendrait le 4 avril. La précipitation empêche le gouvernement français de faire valoir de nouvelles considérations. Néanmoins, la couverture de l'Algérie est accordée, et la participation des États scandinaves se trouve équilibrée par l'inclusion de l'Italie. Les cas de la Grèce et de la Turquie restent en suspens.

Le texte est rendu public le 18 mars, et signé par le ministre des Affaires étrangères, Robert Schuman, le 4 avril 1949.

Après de longs débats à l'Assemblée nationale, l'ambassadeur de France, Henri Bonnet, dépose à Washington les instruments de ratification français. La chose est donc acquise : la France a, avec douze autres États occidentaux, contracté une alliance militaire devant assurer sa sécurité. Mais le texte du traité a été l'objet de nombreux compromis, après de longues consultations.

Pour les décideurs français, dont les initiatives ont souvent été « étouffées » par leurs interlocuteurs américains, tout reste à négocier. S'ils ont obtenu la couverture de l'Algérie par le Pacte, ils se sont en revanche opposés au refus quasi unanime de leurs alliés en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie. De même, rien dans le texte du traité n'impose une réaction automatique des contractants en cas d'attaque soviétique. Rien non plus n'engage les États-Unis à fournir une aide économique ou militaire aux nations européennes. C'est bien un texte de compromis qui a été négocié, dont la nature concrète est soumise à l'application qui en sera faite.

Le mouvement politique d'enfants dans les pays communistes :

les activités du Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents (CIMEA) vues depuis la Hongrie (1970-1980)

KATALIN CSÖSZ-JUTTEAU¹

L'esprit et l'idéologie du mouvement des pionniers

Les organisations de pionniers sont parties intégrantes des mouvements socialistes. Leur période d'existence est liée à celle des mouvements ouvriers. Nous souhaitons présenter ici quelques clés de nos recherches en cours. Le terme de « pionnier »² dans le contexte d'un mouvement d'enfants apparaît au début du XX^e siècle dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Les théoriciens de l'Internationale socialiste (Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg)³ préconisent l'encadrement des enfants en instituant des mouvements de jeunesse pour assurer une éducation et une morale socialistes.

C'est en Union soviétique que l'idéologie du mouvement et sa pédagogie se développent en premier sur le fondement des travaux pédagogiques de

¹ Prépare une thèse de troisième cycle sous la direction du professeur Bernard Michel intitulée « Histoire du mouvement des pionniers hongrois dans les années 1970 ».

² C'est Daniel Carter Beard qui fonde en premier une organisation nommée « *The boy-pioneers* » à la fin du XIX^e siècle aux États-Unis.

³ Karl Liebknecht (1871-1919), Rosa Luxemburg (1871-1919), membres fondateurs du Parti communiste allemand et du groupe des Spartakistes, organisateurs des mouvements socialistes de jeunesse.

Nadejda Kroupskaïa⁴ et de Makarenko⁵. Ils se basent sur quelques valeurs du scoutisme et du mouvement allemand *Wandervogel*⁶, et s'appuient sur les nouvelles recherches pédagogiques du tournant du XX^e siècle. « C'est l'école qui donne l'arme de la connaissance et de la compréhension, ainsi que la méthode d'utilisation pratique de cette arme. Le devoir du mouvement de pionniers est de faire fonctionner cette arme »⁷ (Nadejda Kroupskaïa).

Les régimes communistes ont créé leurs mouvements de jeunes pour affirmer leur position, en assurer la durée et la continuité et préparer la relève en formant les futurs cadres. Les Komsomols soviétiques (Jeunesses communistes), avec leur hiérarchie établie en fonction de l'âge, ont servi de modèle à tous les pays socialistes, dont la Hongrie. L'activité de l'Union des pionniers hongrois fondée en juin 1946 répond à un double objectif : d'une part elle prépare les enfants à la construction du socialisme dans l'esprit marxiste-léniniste en suivant la politique du parti communiste, d'autre part elle oriente les choix des enfants vers l'Organisation des jeunesses communistes et le Parti, car le régime sait qu'il a besoin d'un vivier de zélateurs sincèrement convaincus. Dès sa création, l'Union des

⁴ Nadejda Kroupskaïa (1869-1939), membre du Parti communiste soviétique, compagne de Lénine, docteur en pédagogie, membre de l'Académie scientifique de l'Union soviétique. Kroupskaïa fut un des théoriciens de l'enseignement public soviétique, fondatrice des écoles dites polytechniques (écoles de travail socialistes). Elle a beaucoup soutenu le mouvement des pionniers en Union soviétique.

⁵ Anton Makarenko (1888-1939), pédagogue et écrivain soviétique. Il fonde l'établissement Gorki pour les jeunes délinquants où il perfectionne ses idées et ses méthodes pédagogiques socialistes. Il décrit son expérience dans son roman intitulé *Poème pédagogique*.

⁶ *Wandervogel* : mouvement de jeunesse allemand bourgeois du début du XX^e siècle. Les idées principales du *Wandervogel* sont les suivantes : la jeunesse allemande doit se débrouiller seule, devenir très tôt responsable de ses actes. Il enseigne l'amour de la nature, la vie paysanne.

⁷ SZABÓ (Ferenc), « Krupszkaja és az úttör mozgalom » [Kroupskaïa et le mouvement des pionniers], *Pedagógiai Szemle [Revue pédagogique]*, Budapest, 1969, p. 397.

pionniers hongrois est censée défendre les droits des enfants et les représenter devant les pouvoirs publics. L'Union des pionniers enseignait à ses membres le respect des parents⁸ et des travailleurs, l'internationalisme et la morale communiste. Le mouvement composé d'enfants « volontaires » âgés de 6 à 14 ans inculquait une forme d'éducation comprenant la diffusion de l'idéologie socialiste, un uniforme, l'honneur du foulard rouge, une hiérarchie respectée, un étendard, des chants, des activités collectives, l'amour et la découverte de la nature, des travaux manuels. Ses aspirations éducatives s'appuient sur un système d'épreuves (une sorte de formation) emprunté au scoutisme. Les divers rituels comme le serment, le lever des couleurs, la remise de médaille jalonnaient le parcours du futur « camarade ». Le mouvement d'enfants fonctionnait dans toutes les écoles primaires et dans les collèges où la plupart des enseignants assuraient des missions d'encadrement des pionniers.

L'organisation fut fondée dans l'esprit de la révolution de 1848 qui évoquait la participation des enfants à la guerre d'indépendance de 1848-1849. L'organisation hongroise des pionniers emprunte également à cette période le salut « *Előre !* » [En avant !], la dénomination de « petit tambour » pour les enfants âgés de 6 à 10 ans et les « douze points » qui expriment l'idéal éducatif et idéologique du mouvement :

2. Le pionnier aime sa patrie, son peuple : lutte et travaille pour eux (...) 6. *Le pionnier est toujours prêt à aider les autres (...)* 9. *Le pionnier se soumet volontairement aux intérêts de tous*⁹.

Cette évocation historique et cette utilisation d'un événement marquant l'histoire de la Hongrie, la lutte pour l'indépendance, révèlent une facette ambiguë du mouvement des pionniers hongrois dans un régime dépendant de l'Union soviétique.

⁸ Les parents sont obligés d'accepter cette éducation. Ils ne communiquent et partagent guère à la maison leurs opinions politiques avec leurs enfants.

⁹ Extrait des « douze points » de l'année 1946.

Les mouvements d'enfants s'internationalisent au-delà du « Bloc de l'Est »

Les visées politiques affichées par les mouvements d'enfants sont internationales. Ainsi, on peut lire en 1984 le compte rendu public du présidium de l'Union des pionniers hongrois :

Nous sommes au seuil d'une nouvelle époque de la guerre froide... Le danger d'une guerre nucléaire détruisant l'humanité s'accroît. L'offensive contre les transformations sociales et contre le socialisme continue et provoque tensions et aggravation des conflits politiques dans plusieurs régions du monde... Ce danger nous révèle le besoin d'agir pour la paix... A l'origine de l'action, nous retrouvons non seulement le mouvement international pour la paix, les mouvements de jeunesse mais aussi la participation de plusieurs organisations d'enfants¹⁰.

Ce ton caractérise les analyses et les études faites au début des années 1980 sur les mouvements d'enfants par l'Union des pionniers hongrois conservées dans les archives hongroises. L'attention des partis communistes et socialistes pour la tranche d'âge des 4-6 ans progresse notablement dans les années 1970. Pour les pays communistes, l'utilisation du mouvement d'enfants est un bon moyen de propagande dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud où différents conflits politiques s'installent durablement à cette époque.

Dans les pays occidentaux (Finlande, Autriche, France), ces mouvements sont soutenus par des sections des partis communistes et sociaux-démocrates qui essayent de faire connaître aux enfants de leurs militants

¹⁰ PIL, Politikátörténeti Intézet [Institut d'histoire politique (Budapest), successeur de l'Institut historique du parti communiste], 289, f 13/1984-89/339, p. 10. Traduction de l'extrait d'un compte rendu sur la situation du mouvement d'enfants international [Tájékoztató a nemzetközi gyermekmozgalom helyzetéről], préparé pour le présidium de l'Union des pionniers hongrois le 3 décembre 1984 à 180 exemplaires.

la voie d'une alternative politique. À la suite de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe devenue « le processus d'Helsinki » en 1975, une rencontre internationale de la jeunesse est organisée à Varsovie sous le nom d'« Helsinki des jeunes »¹¹, où 1 200 jeunes débattent de la paix, du progrès social et de la sécurité mondiale. Ce grand forum donne un élan à la coopération entre les organisations de jeunesse de différents courants politiques, qui ne se réalisera vraiment qu'au milieu des années 1980.

Le paysage des mouvements internationaux pour enfants dans les années 1970 est dominé respectivement par :

- le Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents (CIMEA)¹².
- le Mouvement international des faucons, basé à Bruxelles regroupant les mouvements sociaux-démocrates de « l'Ouest ».
- le Mouvement international des scouts (Organisation mondiale du mouvement scout – OMMS – et Association mondiale des guides et éclaireuses – AMGE), principalement catholique.
- les Villages internationaux d'enfants, fondés aux États-Unis à Cincinnati.

Pour comprendre cet ensemble, il paraît utile de développer quelques éléments sur l'activité du Comité international des mouvements d'enfants et d'adolescents, tout à fait méconnu en Europe occidentale, mais dont le souvenir reste encore vivant dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le CIMEA a cherché à étendre son influence sur les différents réseaux.

C'est au début des années 1970 qu'apparaît véritablement le nouvel emblème, Vicky CIMEA¹³, un petit personnage rigolo au ventre rebondi en

¹¹ PIL. 289. f 13/1977/55, p. 43. ; *Tájékoztató az Országos Elnökségnek a nemzetközi gyermekmozgalom időszerű kérdéseiről* [Compte rendu à l'attention du présidium national sur la situation du mouvement d'enfants international].

¹² En hongrois : *Gyermek- és Serdülőkori Mozgalmak Nemzetközi Bizottsága*.

¹³ En hongrois Viki (Vicky) est le diminutif des prénoms Viktor et Viktória.

forme de globe terrestre et un foulard rouge. Pour les pionniers des années 1970, dont j'étais membre comme jeune Hongroise, il représentait une organisation très mal connue. Nous avons bien sûr entendu parler des campagnes politiques, des camps d'été auxquels seuls les meilleurs pionniers participaient sous l'égide du CIMEA. Mais cette organisation paraissait très loin des activités du mouvement des pionniers hongrois. En fait, le CIMEA fut essentiellement élitiste : il a permis aux dirigeants et aux cadres des Jeunesses communistes, à quelques moniteurs et pionniers de voyager à l'étranger, de participer à des colloques et de séjourner dans les colonies de vacances spécialement organisées. La majorité des pionniers ne connaissait que la mascotte de Vicky CIMEA. Les pionniers hongrois ne connaissaient pas le sens de l'intitulé de l'abréviation de cette organisation et dans tout le bloc soviétique, on utilisait son nom en français. Ce comité international fut une grande fédération de pionniers pour les pays socialistes, financée par les partis communistes et utilisée comme outil de propagande en direction des pays du Tiers Monde.

Les débuts du CIMEA remontent aux années 1950 où pendant le congrès de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD)¹⁴ qui se déroula à Kiev en août 1957, naît l'idée de fonder un comité chargé des questions relatives à l'éducation et à la coordination des organisations de jeunes enfants. La FMJD reconnaît que s'occuper des problèmes éducatifs et des droits des enfants nécessite une approche au niveau international dans les mouvements de jeunesse.

L'organisation créée le 15 février 1958 à Budapest se fixa pour tâche d'éduquer la jeune génération dans l'esprit de la camaraderie et de la solidarité en apportant un soutien moral pour les « forces progressistes »,

¹⁴ FMJD, Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (en hongrois : *Demokratikus Ifjúsági Világszövetség* - DIVSZ). Elle fut créée en novembre 1945 à Londres et financée par la suite par l'Union soviétique et ses pays satellites. Son siège se trouvait jusqu'en 1951 à Paris puis il fut transféré à Budapest. Après 1989, le nom de la FMJD apparaît encore dans les programmes de soutien aux pays africains coordonnés par l'UNICEF.

termes utilisés par la propagande communiste de l'époque. Son nom et sa charte de fondation ne furent acceptés qu'en 1962 au cours de l'assemblée générale de Varsovie. Ses fondateurs sont des organisations d'Argentine, de Chypre, de Finlande, de France, de Hongrie, d'Indonésie, de Pologne, de RDA, d'Union soviétique et du Vietnam. A la fin des années 1970, le CIMEA regroupait 44 mouvements d'enfants et d'adolescents de 39 pays sur quatre continents.

L'assemblée générale de l'organisation se réunit tous les quatre ans, en liaison avec les assemblées générales de la FMJD. L'assemblée élit la présidence formée des 12 fédérations. C'est la présidence qui dirige le CIMEA entre les deux assemblées se réunissant une fois par an.

La composition de la présidence au début des années 1980 était la suivante:

- présidence : Le Mouvement des pionniers du Congo Démocratique et son président Jean-Baptiste Dzangue,
- vice-présidences : l'Union des pionniers finlandais, l'Union des pionniers soviétiques « Lénine » et l'Organisation des pionniers du Soudan,
- secrétaire général : l'Union des pionniers hongrois¹⁵ et son délégué, Sándor Molnári.

Les objectifs proclamés par son comité exécutif reflétaient le large éventail de moyens à disposition des vues idéologiques :

- *débattre de tous les problèmes qui touchent l'éducation et le travail des organisations d'enfants et d'adolescents ;*
- *coordonner et élaborer des projets au niveau international, comme l'organisation des festivals, des séminaires, des échanges de délégations ;*
- *promouvoir les échanges parmi les fédérations des différents pays, véhiculer des études, des statistiques, des informations scientifiques ;*

¹⁵ Comme le siège du CIMEA se trouve à Budapest, le poste de secrétaire général est toujours assumé par l'Union des pionniers hongrois.

– publier des bulletins pédagogiques, méthodologiques ainsi que diffuser des ouvrages sur les thèmes de la paix, du travail des enfants, des médias¹⁶.

Le CIMEA, comme organisation d'enfants de la FMJD, travaillait pour l'évolution sociale, la coopération mutuelle, la démocratie dans un esprit d'amitié, de paix et de solidarité anti-impérialiste¹⁷. À en croire sa propagande, il avait l'intention d'assurer les conditions d'un avenir plus sûr, plus harmonieux, plus constructif aux enfants. Ses activités les plus courantes furent les suivantes :

a) Camps internationaux d'été ; compétitions culturelles et sportives ; camps de « la Paix et de l'Amitié » organisés dans les différents pays socialistes¹⁸ ; séjours dans les célèbres camps d'Artek¹⁹ en Crimée. En été 1977 y fut organisé un grand festival d'enfants intitulé « Que le soleil brille toujours ». Tous les camps des organisations sœurs pouvaient être considérés comme camps du CIMEA s'ils admettaient dans leurs activités le programme spécial du comité international. Sur la demande des organisations, périodiquement les camps spéciaux pouvaient être intégrés dans le programme annuel.

b) Séminaires et rencontres pour les enseignants, les moniteurs, les cadres des Jeunesses communistes, comme le séminaire « Sur les bases principales de l'éducation extrascolaire » organisé à Congo-Brazzaville en 1971 pour contribuer à la formation des cadres moniteurs des mouvements d'enfants d'Afrique. L'Union des pionniers hongrois a contribué avec le CIMEA à l'organisation d'une Rencontre européenne des enfants dans ses

¹⁶ *Gyermekmozgalmak, gyermekszervezetek* [Mouvements d'enfants, organisations d'enfants], Budapest, MUSZ [Union des pionniers hongrois], 1985, p. 11.

¹⁷ *Ibid.*, p. 12.

¹⁸ Le premier camp international fut organisé du 27 juillet au 6 août 1960 à Werbelliesensee, en RDA avec la participation de 31 pays et de 36 organisations d'enfants.

¹⁹ Sur la vie dans les camps de pionniers, il faut absolument lire l'excellent ouvrage de THOREZ (Paul), fils de Maurice Thorez, qui a fait plusieurs séjours à Artek dans les années 1950, intitulé *Les Enfants modèles* (Paris, Folio, 1986).

camps de Csillebérc (sur les collines de Buda) et de Zánka au bord du Balaton aux mois de juillet et août 1979.

c) Campagnes et actions politique de solidarité sous différentes formes : aide matérielle et morale ; collecte d'argent, de médicaments, d'équipements scolaires ; campagnes de signatures (campagne pour la libération d'Angela Davis²⁰) ; pour les hôpitaux du Vietnam ; solidarité avec le Nicaragua, le Laos, l'Algérie.

Pour illustrer la manière d'utiliser la jeunesse d'un pays communiste dans les événements internationaux, citons un extrait d'un appel destiné à ces jeunes de 6 à 14 ans :

Le pouvoir de l'Unité populaire, gagnant une reconnaissance mondiale, a été réprimé dans le sang le 11 septembre 1973 par la junte militaire fasciste. Le président Allende fut assassiné. Un régime de terreur a été installé, des milliers de personnes ont disparu sans laisser de trace, des centaines de milliers d'autres ont été emprisonnées sans jugement. Nous combattons avec les forces démocratiques du monde pour la liberté du peuple chilien, pour la réhabilitation de ses droits démocratiques, pour la libération des patriotes chiliens encore emprisonnés. Le sens de ce combat est justifié et sa signification est augmentée puisque nous avons réussi à sortir de prison le camarade Corvalan.

Du 4 septembre au 11 mars 1977 nous organisons une semaine de solidarité au cours de laquelle nous exprimons derrière la devise « Solidarité anti-impérialiste, paix et amitié » notre unité avec les peuples et leurs jeunesse qui combattent l'oppression nationale, l'exploitation, les orientations néocolonisatrices et le fascisme renaissant !

Le 1^{er} juin, Journée internationale des enfants, est devenu une date autour de laquelle les campagnes politiques étaient lancées par le CIMEA. Ce mouvement préparait ses actions en utilisant les dix principes de la

²⁰ Angela Davis (née en 1944), membre du parti communiste américain et du mouvement de Black Panthers, philosophe de formation. Elle fut arrêtée en 1970 et emprisonnée pendant 16 mois.

Déclaration des droits des enfants votée par l'ONU le 20 novembre en 1959. Il suivait attentivement les changements politiques intervenus dans le monde, surtout dans les pays pauvres depuis la décolonisation, et essayait d'attirer l'attention des enfants des pays communistes sur les conflits internationaux. Il espérait y parvenir par des moyens éducatifs.

Le début des années 1980 est l'aboutissement d'une collaboration avec les différentes organisations d'enfants comme les scouts et le mouvement des faucons. Depuis sa création, le CIMEA tissait également des liens avec l'UNESCO et l'UNICEF. Puis il participe pour la première fois à l'organisation d'une Rencontre internationale de la jeunesse²¹ en 1973 à Berlin²². Pendant les festivités, un vaste programme de plusieurs jours fut réservé aux jeunes enfants²³. Ce fut l'occasion d'une grande reconnaissance pour cette organisation de la part des partis communistes qui la félicitèrent alors de son travail de propagande.

1979 fut l'année internationale des enfants, lancée par l'Organisation des Nations Unies. A cette occasion, le succès de la Rencontre européenne des enfants organisée en Hongrie, dans les camps de Csillebérc (Budapest) et de Zánka (le lac Balaton), met en valeur le CIMEA qui, en s'appuyant sur le réseau diplomatique hongrois, croit peser sur la grande politique. Elle y invite les organisations d'enfants des pays frères et les organisations des pays occidentaux qui ne sont pas membres du CIMEA.

Le réseau était à son apogée dans les années 1980, et nous constatons à mesure de nos recherches que la politisation des mouvements d'enfants n'est pas une dérive accidentelle des années 1950, mais une fuite en avant jusqu'à 1989.

²¹ En hongrois : VIT (*Világifjúsági Találkozó*).

²² 10^e RIJ du 28 juillet au 5 août 1973.

²³ PIL. 289 f. 13/1977/55, p. 44.

Le pionnier devait prêter allégeance à son pays, à l'amitié avec l'URSS et au socialisme. L'appartenance à l'organisation des pionniers devait être un élément fondamental d'intégration sociale pour les enfants. Leur temps libre était encadré tout au long de l'année scolaire et pendant les grandes vacances d'été. Les camps du CIMEA avec ses banderoles et ses pionniers joyeux au foulard rouge illustraient bien l'idéologie des régimes communistes en contribuant à leur mise en scène.

Mes recherches s'inscrivent dans les études historiques et sociales des pays d'Europe centrale et orientale concernant leur passé communiste. Il est indispensable à travers un mouvement de jeunes, de comprendre le système communiste, sa psychologie et sa « pédagogie socialiste ». Les responsables, les membres de l'Union des pionniers hongrois peuvent encore témoigner aujourd'hui. Ainsi, mes analyses s'appuient d'une part, sur des archives, sur des entretiens avec des acteurs directs et, d'autre part, sont formulées à travers le prisme de mes souvenirs personnels. Le CIMEA, organisation internationale des mouvements d'enfants socialistes, faisait de la propagande pour la coexistence pacifique et « pour une enfance heureuse dans un monde de paix », contre la course aux armements et la dépense militaire. Il espérait participer au processus international de la détente politique des années 1970-1980. Mais concrètement, pour les cadres des Jeunesses communistes, l'existence d'une organisation internationale a permis de voyager en Occident et dans plusieurs pays africains, ce qui était beaucoup plus difficile aux autres citoyens. Le Parti communiste français a d'ailleurs lui-même été un élément de ce réseau, car les Pionniers de France accueillirent des moniteurs des pays de l'Est à l'occasion des « Cavalcades de l'amitié », organisées dans différentes villes de la ceinture rouge de la région parisienne (Gennevilliers, Malakoff ...).

Les dirigeants du CIMEA croyaient accomplir une mission de formation des jeunes patriotes socialistes, mais leurs convictions internationalistes affichées n'atteignaient que peu de pionniers de base qui n'avaient pour l'essentiel pas même l'âge d'une conscience politique.

Eglantyne Jebb et les réseaux d'aide à l'enfance

dans les années 1920-1930

CORINNE NICOLAS¹

Le 26 septembre 1923 la Déclaration de Genève présentée et élaborée par Eglantyne Jebb est approuvée par la cinquième assemblée de la SDN. Aboutissement d'une longue démarche de secours aux enfants entamée depuis la fin du XIX^e siècle, cette charte marque un grand pas en avant dans l'œuvre de protection de l'enfance. Contresignée par des chefs d'État, des ministres, de hauts dignitaires et une foule de personnalités éminentes, elle fut reprise dans son intégralité par l'UNICEF.

Qui est cette femme, aujourd'hui quasiment inconnue qui, par sa persévérance, son action, a tenté d'améliorer le sort des enfants ? De quels réseaux disposait-elle pour ainsi révolutionner l'idée que l'on pouvait alors se faire de la charité, souvent associée à une démarche religieuse et la faire entrer dans les relations juridiques des États ?

Origine, formation et premières influences

Eglantyne Jebb est née en 1876 en Angleterre, à Ellesmere dans le Shropshire, dans une famille de propriétaires terriens prospères. Enfant, elle fait figure de véritable chef de bande animant les jeux et les sorties de son frère et de ses deux sœurs.

Issue de la meilleure société britannique, son père est plus que réticent à l'idée de voir ses filles étudier à l'université. Sans doute est-il plus enclin,

¹ Doctorante à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, prépare une thèse sous la direction de Marie-Pierre Rey.

selon les critères de l'ère victorienne, à envisager pour sa fille un beau mariage qui la mettrait à l'abri du besoin. Sa tante paternelle, esprit fort de la maisonnée, obtient cependant pour Eglantyne qu'elle puisse étudier à Oxford. En 1895, elle intègre le prestigieux *Margaret Hall College*. Elle y étudie l'histoire et prend la ferme décision de dédier sa vie aux plus pauvres.

À l'issue de ses études, elle se lance dans l'enseignement et découvre avec horreur la pauvreté et les misérables conditions de vie de ses élèves. Bien que sa santé l'oblige à arrêter net sa carrière d'enseignante, cette expérience la poussera toutefois à défendre la cause des enfants.

L'éclosion et l'épanouissement des vocations philanthropiques sont rarement exempts d'influences diverses². Dans le cas d'Eglantyne Jebb, il est difficile d'ignorer les rencontres et plus encore le rôle joué par les alliances et réseaux parentaux qui vont permettre à ses velléités juvéniles de se réaliser.

Ainsi, à peine soignée, elle s'investit dans une société de bienfaisance à Cambridge, dirigée par la mère de l'économiste Keynes, et développe à cette occasion déjà une approche plus scientifique que bien-pensante qu'elle relatera dans un ouvrage rédigé en 1906 : *Cambridge : A Brief Study in Social Questions*. On peut rapprocher cette étude de celle publiée par Charles Booth London *Life and Labour* ou des travaux menés en France par Frédéric Le Play. Déjà elle y fait valoir la théorie que seule l'éducation permet d'assurer aux plus défavorisés une véritable ascension sociale. Elle rencontre au sein de cette société de bienfaisance la fille de la fondatrice, Margaret, future épouse du prix Nobel A.V. Hill et fondatrice de huit maisons de retraite pour personnes âgées. Cette amitié ne se démentira jamais.

² Association de recherche sur les philanthropies et politiques sociales, *Philanthropies et politiques sociales en Europe XVII^e-XX^e siècles*, 1994.

Une influence, plus politique cette fois, est exercée par son beau-frère Charles Roden Buxton : député libéral, il s'orientera plus avant vers le socialisme et deviendra avec sa femme membre de l'Église des Quakers.

Un voyage en Europe, qui dura deux ans, entrepris afin d'améliorer la santé de sa mère, permettra à Eglantyne Jebb d'écrire un roman *The Ring Fence*. Elle y conspue les plus riches et passe en revue les malheurs d'un pauvre paysan. Mais cette impuissance à agir va la préparer d'une certaine façon à aller plus loin dans l'action dès que l'opportunité se présentera.

Genèse du SCF et de l'UISE

En 1913, son beau-frère la lui offre. Elle doit se rendre dans les Balkans, au nom du *Macedonian Relief Fund*, société de bienfaisance constituée afin de soulager la misère de la population. Entre les Serbes victorieux et les Albanais musulmans, alliés des Turcs et vaincus, elle ne veut pas choisir.

Elle fait alors l'expérience des conflits, liés non seulement au problème des nationalités, mais aussi aux divergences religieuses qui conduisent à de tragiques déplacements de populations civiles. Cette expérience vécue par Eglantyne Jebb est comparable à celle d'Henri Dunant sur les champs de bataille de Solférino – ce dernier revient de son voyage convaincu de la nécessité de porter assistance aux soldats blessés. Eglantyne Jebb, quant à elle, à son retour pense qu'il est indispensable d'assister les populations civiles et plus particulièrement les enfants et leurs mères tant leur vulnérabilité lui semble évidente. Comme l'écrira à l'issue de la Première Guerre mondiale Georges Bernard Shaw, grand défenseur du projet d'Eglantyne Jebb : « Je ne connais pas d'ennemis de moins de sept ans ». Dorénavant profondément pacifiste, elle ne manque aucune occasion pour dénoncer la barbarie de toute guerre. Toutefois, jusqu'en 1916, affaiblie par des problèmes de thyroïde, elle doit se retirer. Enfin rétablie, elle se lance

avec sa sœur dans la rédaction d'une revue de presse nationale et internationale. Sa sœur a en effet négocié avec le service du Premier ministre la possibilité de recevoir, en ces temps de guerre où sévit la censure, des journaux également publiés dans les pays ennemis. Elles souhaitent montrer l'égale souffrance des populations vaincues ou victorieuses, leurs enfants partageant les mêmes malheurs. Cette publication reçoit les contributions de membres éminents du CICR et de la Croix-Rouge comme le Dr Ferrière.

1918 et l'armistice ne marquent en aucun cas la fin du cauchemar pour les enfants d'Europe centrale confrontés à la famine et à la maladie. Bouleversées par tant de souffrances, Eglantyne Jebb et sa sœur, aidées par leurs amis, Lady Courtney of Penwith, Lord Parmoor, entre autres, tous issus de la meilleure société britannique, associés par leur mandat ou leur famille aux affaires du royaume, lancent un comité de lutte contre la famine. Il est à noter que lors du premier rassemblement organisé le 1^{er} janvier 1919 à Central Hall, dans le quartier de Westminster, afin d'attirer l'attention des parlementaires, non seulement les discours développent le thème de l'ignoble blocus qui maintient les populations d'Europe centrale dans cette horrible famine, mais défendent également les thèses du président Wilson, et la création d'une future Société des Nations, garante d'un droit international.

Rapidement, des mouvements analogues, en faveur de ces affamés, naissent en Suisse, en Suède et en France, et se rallient à ce comité qui étend son action au secours aux enfants. C'est ainsi que le *Save the Children Fund*, créé en Grande-Bretagne, se ramifie et se structure autour de l'UISE, l'Union internationale de secours aux enfants, baptisée à Genève dans les locaux mis à sa disposition par le CICR. La composition du comité d'honneur de l'Union met en évidence tous les liens qui existent et qui vont se renforçant entre le CICR et, plus tard, la SDN – où siègent Gustave Ador, Hjalmar Branting, Lord Robert Cecil et Giuseppe Motta. Parmi ces derniers, Motta et Ador ont non seulement présidé la Confédération helvétique, mais ont également présidé le CICR. Motta fut

celui qui négocia l'installation de la SDN à Genève tout en assurant, par la déclaration de Londres, d'une part la compatibilité de la neutralité suisse et l'inviolabilité du territoire et surtout d'autre part la participation aux organisations internationales comme l'avait stipulé l'article 435 du traité de Versailles. Il sera élu président d'honneur de la première assemblée de la SDN. Le travail de l'Union ne fait alors que commencer sous la surveillance des délégués de la Croix-Rouge et du CICR présents au sein même du Comité, comme Suzanne Ferrière, ou encore Étienne Clouzot.

Les principes directeurs de l'œuvre sont énoncés clairement :

- le travail pour l'enfant doit être mutuel et international,
- une association nationale ne pouvait s'affilier à l'Union qu'à la condition de souscrire au fonds international, c'est-à-dire de seconder le travail dans d'autres pays aussi bien que dans le sien.

La caractéristique dominante du mouvement de secours aux enfants c'est qu'il choisit le monde comme champ d'action pour lutter contre tout danger de nationalisme. Les hommes, aux yeux des fondateurs de l'UISE, ont un devoir de protéger les plus faibles d'entre eux et il leur paraît évident que les enfants sont la matière dont sera faite la Société des Nations. Cette œuvre de collaboration doit conduire à la paix. Les mots d'ordre définis résumant ce qui fut souvent présenté comme l'esprit de Genève : une civilisation devait voir le jour, conçue de façon à ce que chaque être humain jouisse de la possibilité de mener une vie normale, chaque enfant en l'occurrence devant avoir le droit de saisir sa chance.

Ainsi, comme l'écrit Marc-Auguste Borgeaud :

Ce n'est que par l'expérience des bienfaits de ce service international que les États comprendront l'utilité de l'existence de l'UISE, et s'efforceront de lui fournir les moyens de réaliser toute sa mission. Ce n'est qu'après avoir répandu la charité sur le monde que la Croix-Rouge est devenue moralement universelle. Elle montre la voie à l'UISE. L'Union a devant elle un grand exemple. Ce que la Croix-Rouge a apporté à l'humanité dans les temps douloureux de la guerre, l'Union

*s'efforcera de le réaliser pendant la paix. Elle est la conséquence logique de la grande idée de 1863, le complément de la Croix-Rouge de Genève*³.

Des moyens et de nombreuses interventions

Eglantyne Jebb a recours à une communication ultramoderne pour l'époque. Elle s'associe à un publicitaire et, sur ses conseils, elle achète non seulement des pages entières de journaux mais fait diffuser des photographies poignantes d'enfants décharnés, de mères exsangues. Ses méthodes choquent certains bienfaiteurs encore marqués par les codes de valeurs victoriens. Aux yeux de certains, un excès de pathos est manifeste. La réussite est pourtant au rendez-vous : les Églises anglicane, romaine, suisse la soutiennent – le pape Benoît XV, à la fin de l'année 1920, va même jusqu'à adresser au monde entier une encyclique dans laquelle il rend hommage à l'UISE. Au cours des années 1920-1921, l'UISE reçoit de Rome la somme de cinq millions de liras en faveur des enfants éprouvés. Dès août 1920, la deuxième Internationale socialiste réunie à Genève adopta une résolution demandant aux gouvernements d'Europe de subventionner des centres de ravitaillement pour les enfants et d'en garantir l'administration impartiale en confiant l'œuvre « à des sociétés existant dans différents pays par exemple au SCF anglais, affilié à l'UISE ». A cet effet, la Fédération des mineurs de Grande-Bretagne remit plus de 30 000 livres au SCF.

Au mois de février 1920, se tint à Genève le premier Congrès des œuvres de secours aux enfants des pays éprouvés par la guerre. Des fonds furent attribués à l'Arménie, l'Allemagne, l'Autriche ; des cuisines furent installées dans les grandes villes de ces pays. Des corbeilles circulaient (berceau-

³ BORGEAUD (Marc-Auguste), *L'Union internationale de secours*, Paris, Sirey, 1932.

corbeille) avec divers objets de première nécessité. Elles furent prêtées aux mères des nouveaux-nés.

Le 21 janvier 1921, l'UISE ouvrit à Budapest ses premières cantines scolaires en collaboration avec l'ARA et 50 000 enfants y furent ravitaillés. :

L'ARA... cette œuvre de secours, qui a pris par la suite un caractère purement américain, avait été international au début, puisque au lendemain de l'armistice, le gouvernement américain faisait appel aux gouvernements alliés pour dresser de concert, un programme général auquel chaque gouvernement participerait selon ses moyens.

Malheureusement cette participation diminua de plus en plus, et cessa presque complètement à la liquidation de l'ARA sous sa première forme, c'est-à-dire à la signature de la paix, au moment où le système de crédits gouvernementaux faisait place à la collaboration des organisations charitables. Est-ce parce que l'Amérique n'avait fait appel, au lendemain de la guerre, qu'à des gouvernements, ou bien est-ce parce que l'Europe n'était pas prête encore à entrer dans le grand trust international de la charité⁴ ?

D'où l'intérêt pionnier du travail que mena l'UISE en Europe, à ses débuts notamment. Au mois de mars, une première mission de secours partit en Russie et le même mois elle commença à ravitailler les enfants russes, réfugiés à Constantinople, ainsi que dans les Balkans (en particulier à Belgrade) :

Pendant les années 1920-1921, la collaboration internationale dans le domaine du secours prit un rapide essor. Les initiatives prises par l'UISE pour nourrir les enfants à Budapest et venir en aide aux enfants des réfugiés russes trouvèrent auprès du SCF anglais, un appui constant. On considérait à Londres que les enfants des réfugiés russes avaient un droit particulier à l'assistance car ils étaient exposés à de plus grandes souffrances que d'autres qui tout en subissant les

⁴ FERRIERE (Suzanne), secrétaire générale adjointe de l'UISE, « L'œuvre de Hoover en Europe depuis l'armistice », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, mai 1923.

affres de la faim ont au moins un toit pour les abriter et vivent dans des conditions d'ordre relatif sous un gouvernement responsable de leur bien-être. Tous les États limitrophes de la Russie ont ainsi dépensé de fortes sommes pour nourrir les enfants des réfugiés russes se trouvant sur leur territoire. De son côté, l'UISE qui dirigeait l'œuvre de secours dans les États balkaniques assistait ces enfants dans d'autres pays encore et utilisait dans ce but des fonds recueillis ailleurs⁵.

Tout le travail mené en Russie déchaîne l'hostilité de la presse qui répandit le soupçon que les trains étaient en fait détournés pour l'Armée rouge. C'est Nansen lui-même qui intervint pour que l'UISE vinsse en aide à la population russe. L'UISE ne souhaitait pas sortir de sa sphère, celle des enfants, et accepta de nourrir tout individu âgé de moins de seize ans. Les fonds récoltés permirent à ce moment-là d'entreprendre des actions à grande échelle en collaboration avec le CICR, la SDN, l'UISE intervenant toujours en faveur des enfants.

Des secours d'urgence à une activité plus constructive et préventive

Le dépouillement des comptes rendus des séances hebdomadaires, puis bi-mensuelles, du Comité de l'UISE, conservés aux archives d'État de Genève, permet de suivre l'évolution de la réflexion d'Eglantine Jebb. Le contenu des réunions de travail est très dense au début, tant la guerre a laissé l'Europe en plein chaos. Mais dès la fin de 1922, elle souhaitait qu'outre l'assistance matérielle apportée aux enfants soit également assurée leur protection.

À partir de 1923, le nombre d'enfants secourus diminua à mesure que les conditions de vie en Europe s'améliorèrent. Les organisations nationales

⁵ GORGE (Camille), *L'Union Internationale de secours : ses origines, son but, ses moyens, son avenir*, Genève, 1938.

elles-mêmes, fortifiées, réorganisées, ou créées étaient également mieux à même de subvenir aux besoins des enfants des différents pays.

L'urgence est alors dépassée et il apparaît nécessaire de fixer une fois pour toutes des principes internationaux intangibles garantissant le droit des enfants. La tradition veut que ce soit lors d'une promenade au Salève près de Genève que les cinq points suivants s'imposèrent à Miss Jebb. La plupart des ouvrages qui lui furent consacrés dans les années trente peignent une femme d'une grande énergie en dépit d'une constitution fragile, d'un certain charisme, de mise austère – une sorte de nonne laïque, qui ne cachait pas sa confession sans prosélytisme tapageur, son costume féminin rappelant quelque peu celui des pasteurs ce qui, dans Genève, se portait fort bien.

Voici ce qui fut présenté au Comité le 23 février 1923 :

Par la présente Déclaration des Droits de l'Enfant, dite Déclaration de Genève, les hommes et les femmes de toutes les nations, reconnaissant que l'Humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur, affirment leurs devoirs, en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyance : L'Enfant doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement.

L'Enfant qui a faim doit être nourri, l'enfant malade doit être soigné, l'enfant arriéré, doit être encouragé, l'enfant dévoyé doit être ramené, l'orphelin et l'abandonné doivent être recueillis et secourus.

L'Enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse.

L'Enfant doit être mis en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation.

L'Enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleures qualités devront être mises au service de ses frères⁶.

L'approbation est unanime et emporta notamment celle de Gustave Ador, alors à la tête du CICR, et qui défendit plus tard sa ratification par la SDN

⁶ Archives d'État de Genève, Fond UISE. En attente de classement mais consultable sur leur site Internet : <http://www.geneve.ch/archives/expo/enfance>.

(ce qui fut obtenu en 1924 lors de la V^e Commission). En France, le ministre de l'Instruction publique ordonna qu'elle soit affichée dans toutes les écoles. À partir de 1924, l'activité d'Eglantyne Jebb s'intensifia encore alors que son état de santé, toujours des plus incertains, lui commandait de se ménager. Elle conserva intacte sa soif d'enseigner et la protection de l'enfant passait à ses yeux par l'accès à l'instruction (aider ces enfants à grandir afin de les rendre autonomes). Elle multipliait les rencontres, les discours et surtout tenta de trouver une solution au dilemme qui animait l'ensemble du Comité.

Voici un extrait du compte rendu du 2 juin 1925 :

Miss Jebb estime qu'il y a deux questions à considérer : la première est de savoir si nous désirons développer notre œuvre dans un autre cadre, ou si nous désirons la terminer. Le SCF peut faire œuvre de secours sans l'aide de l'Union. Par exemple pour notre action en Bulgarie rien ne nous empêche de faire notre action nous-mêmes sans passer par l'Union.

Tandis que si nous désirons faire œuvre de protection dans un sens vraiment international nous sommes dans l'impossibilité de travailler sans l'aide de l'Union ; et la seconde question à considérer est de savoir comment nous trouverons les moyens pour nous procurer des fonds pour cette œuvre constructive.

Au mois d'août 1925, l'UISE organisait à Genève le premier Congrès général de l'enfant qui réunit 1 043 participants venus de 43 pays différents. À partir de là, les buts de l'œuvre se modifièrent. Il s'agit alors de créer dans les pays où la protection de l'enfance était insuffisante, des institutions modèles efficaces et prévoyantes d'assistance aux enfants. L'aide matérielle ne disparut cependant jamais. Tout au long des années 1920-1930, des secours individuels furent adressés à de nombreux enfants notamment par le biais des « photocartes » qui permettaient le parrainage. Les parents adoptifs s'engageaient à faire parvenir un soutien financier, assurant ainsi à leur protégé un niveau de vie décent. Le 22 mars 1926, se réunit pour la première fois la Commission consultative pour la Protection

de l'enfance et de la jeunesse de la SDN. L'UISE, invitée, y était représentée par Eglantyne Jebb – elle avait donc trouvé là un moyen de développer des relais à l'échelle internationale favorisant, grâce au BIT, la formation des plus jeunes. Dès 1928, l'UISE chercha à étendre son action en Asie et en Afrique. Mais le 17 décembre 1928, Eglantyne Jebb s'éteignit et ne put donc prendre part en 1931, à la Conférence internationale pour l'enfance africaine.

En 1934, la 15^e session de la SDN réaffirma son adhésion à la charte de Genève. Elle survécut à la Seconde Guerre mondiale et fut votée dès 1946 par la toute jeune ONU. Ainsi, le long combat d'Eglantyne Jebb en faveur du droit des enfants est toujours d'actualité et semble malheureusement loin d'être définitivement et durablement gagné.

Le KPD et le Comintern (1919-1933)

CONSTANCE MICALÉF¹

Entre 1919 et 1933, le centre de gravité du Comintern² a été l'Allemagne. Le KPD, *die Kommunistische Partei Deutschlands* (parti communiste allemand) est une section de l'Internationale communiste. Les Soviétiques considéraient l'Allemagne comme le « pionnier de la révolution prolétarienne »³. Ainsi l'objectif du Comintern en Allemagne jusqu'en 1923 est clair : la victoire révolutionnaire. Mais à partir de 1924, les changements politiques en URSS et en Allemagne orientent KPD et Comintern vers des horizons nouveaux. Le Comintern, pensé lors de sa fondation comme délié de toute attache nationale, devient peu à peu un instrument au service de l'URSS. Les dirigeants de la République de Weimar reprochent tout au long de ces années l'ingérence soviétique dans la politique allemande par le biais du KPD⁴. Dès lors il faut s'interroger sur les liens qui unissaient un parti politique national et une organisation internationale et considérer pour cela l'évolution de l'Internationale et celle du parti communiste allemand. Le degré d'indépendance du KPD vis-à-vis du Comintern et le rôle de l'Internationale dans les combats du KPD évoluent dans le temps. Les

¹ Prépare une thèse à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, sous la direction du professeur Rey : « Les réseaux maritimes syndicaux communistes: 1921-1937 ».

² Nous avons repris l'orthographe Comintern (avec un c et non un k), en français, choisie par Pierre Broué dans son ouvrage *Histoire de l'Internationale Communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 1.

³ CARR (Edward Hallett), *La Révolution Bolchévique*, édition de Minuit, 3 tomes, Paris, 1974 pour la traduction française, 1952 pour l'édition anglaise (Macmillan and Cie), tome 3, p. 314.

⁴ WEBER (Hermann), *Die Wandlung des deutschen Kommunismus; Der Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, Frankfurt-am-Main, Europäische Verlaganstalt, 1969, tome 1, p. 342.

changements au sein de la direction du KPD et du pouvoir soviétique en sont le reflet.

L'Allemagne, centre de la révolution mondiale ?

Le parti communiste allemand est fondé avant l'Internationale communiste, les 30-31 décembre 1918 et 1^{er} janvier 1919 à Berlin. Celui qui est chargé d'organiser ce nouveau parti, envoyé par Moscou, est Karl Radek⁵. Suivons son itinéraire pour comprendre l'évolution du parti communiste allemand. Radek arrive illégalement en Allemagne le 24 décembre 1918, six semaines après l'éclatement de la révolution de novembre 1918 et bien après l'expulsion d'Adolf Joffe, le représentant soviétique à Berlin, le 5 novembre 1918. L'Empereur est en fuite et la République a été proclamée dès son abdication, le 9 novembre 1918. Il participe en tant que bolchevique à la fondation du parti. Pour Lénine la création du parti communiste allemand fonde de fait l'Internationale communiste⁶. Radek fut le premier des instructeurs⁷, envoyé par le

⁵ FAYET (Jean-François), *Karl Radek (1885-1939) ; Biographie politique*, Université de Genève, Faculté de Lettres, département d'histoire générale, Thèse pour le doctorat ès Lettres, juillet 1999, 696 p. ; MÖLLER (Dietrich), *Revolutionär, Intrigant, Diplomat*, Köln, Wissenschaft und Politik, 1976, 303 p. ; GOLDBACH (Marie-Luise), *Karl Radek und die deutsche sowjetischen Beziehungen 1918-1923*, Bonn, édition Neue Gesellschaft, 1973 ; LERNER (Warner), *Karl Radek on world revolution : a study in revolutionnary strategy and tactics*, Standford University, 1968, 233 p. Voir aussi les articles de BROUE (Pierre), « Note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923 », *Annales*, 21^e année, mars-avril 1966, Armand Colin, p. 681-690 ; SCHURER (H.), « Radek and the german revolution, Part 1 and 2 », *Survey, a Journal of Soviet and East European Studies*, octobre 1964, No. 53, p. 59-69 (première partie) ; avril 1965, No. 55, p. 126-140 (deuxième partie) ; SCHÜDDEKOPF (Otto), *Karl Radek in Berlin ; Ein Kapitel deutsch-russischer Beziehungen im Jahre 1919*, Archiv für Sozialgeschichte, Hannover, 2^e volume, 1962, p. 87-166.

⁶ BROUE (Pierre), *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 76.

gouvernement soviétique pour appliquer sa politique. Quelle est-elle en cette fin d'année 1918 ?

Le discours, daté du 31 décembre 1918, que Radek prononce à ce moment là est d'une importance capitale : a-t-il ou non encouragé à la révolte ? Radek désirait-il organiser un état révolutionnaire en Allemagne pour protéger la révolution russe ? S'il le proclama dans son discours⁸, il savait que le nombre de Spartakistes⁹ était ridiculement bas et que les Allemands n'étaient pas prêts pour une révolution, si désorientés qu'ils fussent par la fuite de l'Empereur. Visionnaire, Radek montre là une intuition politique incomparable puisqu'il considère les tentatives putschistes comme risquant de nuire avant tout au développement du nouveau parti. Il maintient cette position lors des événements dits de la « Semaine sanglante » qui opposent à Berlin forces de l'ordre et groupuscules gauchistes¹⁰. Ces affrontements se terminent par les

⁷ Margarete Buber-Neumann a affirmé que l'on nommait les instructeurs « agents de propagande » de l'Internationale communiste. Leurs désignations sont multiples. Ce sont des émissaires, des mandataires, des instructeurs internationaux, des *missi dominici*, des révolutionnaires professionnels, des cominterniens, des aventuriers de la politique, des agents secrets, des stalinien, des communistes, des militants à la fidélité absolue, « des laquais du dictateur du Kremlin » (Arkadi Vaksberg), des « aventuriers et des vagabonds inconnus » selon l'ancien président du Comintern, Grigori Zinoviev ou encore « un corps de clercs » prêchant la bonne parole (voir *Le Siècle des communismes*). Nous avons même trouvé le nom de « Moscoutaires » et « d'inspecteurs ». Rosa Luxemburg nomma le premier représentant bolchevique en Allemagne Karl Radek, le « commissaire au bolchevisme ».

⁸ RADEK (Karl), *Die russische und die deutsche Revolution und die Weltlage*, Hambourg, 1919.

⁹ Membres de l'opposition à la politique menée par le parti social-démocrate allemand pendant la guerre et regroupés autour de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht depuis 1914, date de la fondation de la ligue révolutionnaire Spartakus. Ils vont être les fondateurs du parti communiste allemand.

¹⁰ A la suite de la révocation du préfet de police Eichhorn favorable au pouvoir ouvrier, une manifestation est prévue le 5 janvier 1919 à Berlin. Le mouvement se transforme en une insurrection, écrasée dans le sang par les troupes gouvernementales dès le 8 janvier. La source principale est *Illustrierte Geschichte*

meurtres de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, le 15 janvier 1919 tandis que Radek parvient à se cacher jusqu'à son arrestation le 12 février 1919. Au lendemain de l'insurrection, le jeune parti communiste est dans une situation catastrophique. C'est dans sa cellule, véritable « salon politique »¹¹ que Radek reprend contact avec le KPD par l'intermédiaire de Ruth Fischer qui fait le lien avec la centrale du KPD et son dirigeant Paul Levi. Tandis que Radek essaye de rétablir une politique soviétique en Allemagne, est fondée à Moscou l'Internationale communiste.

Lors du Congrès fondateur de l'Internationale communiste (IC) qui a lieu du 2 au 6 mars 1919, un seul représentant du parti allemand est présent : Hugo Eberlein¹². Mandaté par son parti pour s'opposer à la création d'une Internationale, il s'abstient pourtant lors du vote final. L'Internationale est fondée avec comme président Zinoviev et comme siège Moscou. Si le centre politique est, dès la fondation, situé en Russie, très vite les responsables de l'IC ont essayé d'établir des « bureaux » en Occident, avant-poste du Comintern. Un de ces bureaux se trouve à Berlin et va être organisé par Iakov Reich, connu sous le nom du camarade Thomas¹³. C'est lui qui va mettre en place le secrétariat d'Europe occidentale de l'Internationale communiste (WES) dès l'automne 1919. En collaboration avec Radek, il crée différentes maisons d'édition. Sans être une émanation du bureau exécutif de l'IC, ce secrétariat va surtout servir à établir des liaisons clandestines entre Berlin et Moscou pour que l'Internationale

der deutschen Revolution, Berlin, Internationale Arbeiterverlag, 1929. Voir BADIA (Gilbert), *Le Spartakisme ; Les dernières années de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht 1914-1919*, Paris, édition de l'Arche, 1967, 436 p.

¹¹ C'est Radek lui même qui intitule la période de sa vie qui va de son emprisonnement le 12 février 1919 jusqu'à sa libération et son extradition d'Allemagne le 17 janvier 1920, un « salon politique » dans ses mémoires : *November-Eine kleine Seite aus meine Erinnerungen*, publiées en 1926 dans le quotidien russe *Krasnaja Nov'*.

¹² EBERLEIN Hugo (1887-1944).

¹³ FREYMONT (Jacques) (dir.), *Contributions à l'histoire du Comintern*, Genève, Publication de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Nr 45, 1965, 257 p.

puisse être informée de ce qui se passait en Allemagne et organiser des passages clandestins¹⁴.

Tandis que les contacts se nouent entre les militants des deux pays, le KPD tente de se reconstruire. Le congrès de Heidelberg se tient à partir du 20 octobre 1919. Instruit par l'expérience des premiers mois de 1919 comme par celle du congrès de fondation, Paul Levi¹⁵ à la tête de l'organisation, s'efforce de réorganiser le parti. Il fait scission avec les membres radicaux qui refusaient de participer aux élections et aux syndicats. Radek s'oppose à cette scission de peur que le KPD devienne une secte insignifiante mais Levi ne tient pas compte des avertissements de Radek. Cet épisode montre l'indépendance du parti par rapport aux bolcheviques. Radek rentre à Moscou à la fin du mois de janvier 1920. Dans son « salon politique », sa réflexion a mûri. C'est en révolutionnaire expérimenté qu'il affirme aux dirigeants russes que l'Allemagne n'est pas prête pour un mouvement révolutionnaire¹⁶. Mais la guerre contre la Pologne ne permet pas à Moscou de douter jusqu'à l'armistice du 12 octobre 1920¹⁷.

¹⁴ BROUE (Pierre), *Révolution en Allemagne*, Paris, Éditions de Minuit, 1971, p. 84.

¹⁵ LEVI Paul (1883-1930) : avocat social-démocrate, très lié à Rosa Luxembourg. Il lui succède à la tête du KPD, élimine brutalement les « gauchistes » qui s'opposent au Comintern lors de l'action de mars 1921. Exclu du KPD, il retourne au SPD.

¹⁶ FREUD (Gerald), *The Unholy Alliance Russian-German relations from the Treaty of Brest-Litovsk to the Treaty of Berlin*, Londres, Chatto and Windus, 1957, p. 55.

¹⁷ WERTH (Nicolas), *Histoire de l'Union soviétique, De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants 1900-1991*, Paris, PUF, Thémis Histoire, 2001, p. 168-169 : « Lénine espérait, quant à lui, que l'entrée victorieuse de l'Armée rouge en Pologne provoquerait le soulèvement de la classe ouvrière polonaise. Il voyait en fait plus loin. L'extension de la révolution en Pologne, pensait-il, permettrait de faire le pont avec l'Allemagne ».

Le tournant des années 1920 et 1921

Lors du putsch de Kapp¹⁸ en mars 1920, les communistes refusent de soutenir une lutte menée par des groupements syndicaux proches du SPD, estimant que les circonstances n'étaient pas favorables pour prendre le pouvoir. Cette passivité de la direction communiste provoque une scission de la gauche, qui forme les 4 et 5 avril 1920, le KAPD¹⁹.

L'attitude de Radek est tout à fait révélatrice de l'orientation générale de l'Internationale communiste au début des années vingt. La fin, la révolution mondiale à tous prix, justifie les moyens, comme l'appui à un régime qui se réclame du pouvoir militaire. En effet, dans un article paru dans *Isvestija* le 16 mars 1920, Radek soutient le putsch de Kapp en considérant qu'une victoire des insurgés pourrait avoir des conséquences positives pour la Russie en obligeant la France à utiliser la Pologne contre l'Allemagne et non plus contre les Soviets²⁰. Cependant, cette attitude de Radek semble plus dictée par des tactiques politiques afin d'isoler Paul Levi. Peu après,

¹⁸ Coalition de militaires allemands refusant le Traité de Versailles et voulant renverser la République. Les militaires putschistes marchent sur Berlin dans la nuit du 12 au 13 mars 1920 et s'emparent du pouvoir. Mais les syndicats et le parti social-démocrate USPD se mobilisent et décrètent une grève générale tandis que le KPD ne réagit pas. Cette grève paralyse les putschistes qui s'enfuient le 17 mars. Voir BROUE (Pierre), *op. cit.*, p. 127-136.

¹⁹ KAPD : *Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti communiste ouvrier d'Allemagne). Après l'échec de l'octobre allemand, le KAPD se dissout en 1923. BOCK (Hans Manfred), *Syndikalismus und Linkskommunismus von 1918-1923: zur Geschichte und Soziologie der Freien Arbeiter-Union Deutschlands (Syndikalisten), der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands und der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands*, Verlag Anton Hain, 1969, 480 p.; REICHENBACH (Bernhard), *Geschichte der KAPD*, Archiv für Geschichte der Sozialismus und der Arbeiterbewegung, 1928, p. 117-140.

²⁰ ROSENFELD (Günter), *Sowjetrussland und Deutschland 1917-1922/ 1922-1933*, Akademie Verlag, 1984, p. 272.

Radek condamne le putsch de Kapp²¹ et accuse Levi d'attentisme révolutionnaire. Pourtant Radek ne suit pas Zinoviev et Boukharine qui semblent avoir voulu corriger la passivité du parti allemand en contrebalançant l'influence de Levi par la réintégration des gauchistes du KAPD²². Radek s'y oppose fermement, allant jusqu'à soutenir, lors du deuxième congrès du Comintern (19 juillet 1920-21 août 1920), les délégués du KPD dans leur protestation contre l'invitation des représentants du KAPD (en réalité ce sont les délégués du KAPD qui refuseront de prendre part au congrès). Cet acte d'indiscipline envers le parti russe et l'exécutif lui vaut d'être écarté du Secrétariat du Comintern le premier août. Mais la leçon principale de la passivité du KPD face au putsch de Kapp est l'assurance de l'impérieuse nécessité pour les membres de l'IC d'intervenir dans les affaires allemandes.

Après l'échec du putsch de Kapp, les Indépendants (USPD)²³, acteurs principaux de la résistance, obtiennent un succès conséquent lors des élections de juin 1920 (élections au Reichstag) : 5 millions de voix contre 6 millions pour la social-démocratie. Pour les communistes, la leçon essentielle de ces élections où ils n'obtiennent qu'un score très modeste (442 000 voix) reste que : « Les masses ouvrières abandonnent la social-démocratie pour l'USPD qui constitue désormais le passage obligé pour la constitution d'un parti communiste de masse »²⁴. De son côté, l'USPD envoie au deuxième congrès de l'IC quatre représentants de son parti (Crispien, Dittmann, Stoecker et Däumig) qui reviennent divisés tant de leur

²¹ RADEK (Karl), « Die Kommunistische Partei Deutschlands während der Kapp-Tag - Eine kritische Untersuchung », *Kommunistische Internationale*, n°12, 30 juillet 1920.

²² BROUE (Pierre), *op.cit.*, p. 407-420.

²³ L'USPD (parti social-démocrate indépendant d'Allemagne) a été créé après une scission avec le parti social-démocrate (SPD) en avril 1917. Les militants du groupe Spartakus (mené par R. Luxembourg et K. Liebknecht) en ont fait partie jusqu'à ce qu'ils créent le KPD en décembre 1918. L'USPD est en 1920 un parti de 800 000 membres.

²⁴ FAYET (Jean-François), *op. cit.*, p. 299.

voyage à Moscou que des 21 conditions d'admission à l'Internationale. Le congrès de l'USPD se prépare dans une atmosphère enfiévrée. Lénine choisit Zinoviev et Losovsky comme représentants officiels pour le congrès de l'USPD à Halle qui commence le 12 octobre 1920. Par 237 voix contre 156, le congrès vote l'adhésion à l'Internationale communiste. L'expulsion de Zinoviev d'Allemagne après le congrès de Halle permet à Radek de devenir l'émissaire du Comintern pour le congrès d'unification de l'USPD (sans la minorité qui maintient un temps l'appellation USPD, jusqu'à son intégration dans le SPD en 1922) et du KPD à Berlin qui se déroule du 4 au 7 décembre 1920. Cette réunion va donner naissance au parti communiste unifié (VKPD) dirigé par Paul Levi.

Le congrès de Halle, puis celui de la fondation du parti communiste unifié, furent les premières grandes victoires de l'Internationale dans la voie de la construction de partis communistes de masse. L'envoi de révolutionnaires professionnels suivait les mêmes objectifs. Si Karl Radek dirige le parti allemand jusqu'en 1923 au nom du Comintern, cela n'empêche pas l'envoi de représentants de l'Internationale communiste auprès des dirigeants allemands pour un temps plus long. Ainsi entre 1921 et 1923, August Kleine-Guralski est muni des pleins pouvoirs auprès de la centrale du KPD²⁵. En même temps que lui, arrivent en 1921 deux autres collaborateurs de l'exécutif, Josef Pogany et Bela Kun²⁶. C'est ce dernier, membre de l'exécutif de l'Internationale et partisan de « l'offensive révolutionnaire » qui organise l'action de mars.

Elle consiste à soulever et à armer les travailleurs pour prendre le pouvoir et instaurer un gouvernement révolutionnaire. L'occasion est donnée par l'occupation par la police dans la région de Saxe de certains secteurs

²⁵ WEBER (Hermann), *Zu den Beziehungen zwischen der KPD und der Kommunistischen Internationale*, Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte, 16 Jg., 2. Heft, avril 1968, p. 177 et sq.

²⁶ BELA Kun (1886-1938), protagoniste de la révolution hongroise qui, commencée en mars, échoue au début août 1919.

industriels pour y maintenir l'ordre face aux communistes²⁷. Un appel à la grève lancé le 21 mars, par la centrale communiste allemande est peu suivi. Du 24 au 29 mars, la police intervient. Le 1^{er} avril, l'action révolutionnaire a complètement échoué. L'échec de l'action de mars représente un tournant dans l'histoire du communisme allemand et dans la politique soviétique. Les effectifs du KPD passent de 450 000 à 180 000 adhérents²⁸. Il s'agit de « la liquidation de plusieurs années d'efforts de construction »²⁹.

Levi (en prison au moment des faits) qualifia cette action d'anarchiste, inspirée de Bakounine, et non de Marx. Il publia le 3 avril, à Vienne, *Unser Weg wider den Putschismus*³⁰ qui critiquait l'action de mars. Cependant la réunion des dirigeants du parti communiste allemand le 7 avril 1921, par 26 voix contre 14, approuva l'action de mars ordonnée par le Comité central de Moscou et excluait, le 15 avril, Paul Levi des rangs du parti. Le 29 avril, le Comité exécutif du Comintern prononça la condamnation de Paul Levi : « Paul Levi est un traître ». Ce fut la première fois qu'un chef de parti était qualifié de traître et en tête de cette condamnation se trouvaient à côté de la signature de Lénine, celles de Zinoviev, Trotsky, Boukharine et Radek. Le troisième congrès du Comintern (22 juin-12 juillet 1921) approuva à la fois l'expulsion de Levi du Comintern et la politique de « conquête des masses » contre la « théorie de l'offensive », théorie condamnée pourtant par Levi lui-même.

L'évolution du Comintern et du parti communiste allemand est cruciale au cours des deux années 1920 et 1921. En fait, on pourrait définir cette époque de tournant pour les deux organisations, dans leur évolution respective d'une part, et dans leurs relations communes d'autre part. C'est à partir de cette époque que le parti communiste allemand se constitue en

²⁷ BROUE (Pierre), *op. cit.*, p. 474-485.

²⁸ *Bericht über den dritte Parteitag des KPD*, p. 23 in BROUE (Pierre), *op. cit.*

²⁹ FAYET (Jean-François), *op. cit.*, p. 220.

³⁰ LEVI (Paul), *Unser Weg wider den Putschismus*, Berlin, A. Seehof and Co. Verlag, 1921, 64 p.

parti de masse sous l'influence du Comintern. Dès lors la parenté entre le mouvement communiste allemand et le mouvement soviétique est chose faite. La question des relations de Paul Levi avec Moscou semble particulièrement intéressante au regard de la politique ultérieure du parti communiste russe et des autres partis communistes existants. C'est au niveau du rapport entre les sections nationales et l'exécutif que réside la clé de l'affrontement entre Levi et Radek. Si celui-ci est en accord avec Lénine et Zinoviev sur la question, il s'oppose par contre totalement à Levi. Successeur de Rosa Luxemburg et donc d'une certaine tradition d'indépendance à l'égard des bolcheviques, chef légitime mais contesté du parti communiste allemand, Paul Levi ne peut que s'opposer à la politique du Comintern menée par Karl Radek. Ainsi les différents dirigeants qui refusèrent la domination de Moscou, Paul Levi d'abord, Ernst Friesland³¹ ensuite, furent démis de leur fonction.

Entre Front uni et espérances révolutionnaires

Après l'échec de la campagne polonaise en 1920, Radek inaugure une nouvelle tactique qui rend plus viable la politique du Comintern, face aux échecs de l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire en Allemagne et à la consolidation du pouvoir soviétique : celle du front uni. Elle vise à internationaliser le front commun ouvrier pour organiser des démonstrations internationales contre le réarmement, pour l'annulation des dettes de guerre, contre l'occupation de la Ruhr, et pour la reconnaissance de la Russie soviétique. Une conférence entre sociaux-démocrates et communistes a lieu à Berlin du 2 au 5 avril 1922. Elle échoue. Mais au quatrième congrès du Comintern (du 5 novembre au 5 décembre 1922), la tactique du front uni est introduite dans les thèses officielles du Comintern

³¹ FRIESLAND Ernst (1889-1953) : dirigeant du KPD du mois d'août 1921 au 8 décembre 1921. Il passe au SPD peu après. Maire de Berlin-Ouest après guerre.

et remplace celle de la lutte révolutionnaire professée au deuxième congrès et condamnée au troisième. Cette tactique n'impliquait pas la fusion des PC avec les socialistes, les communistes devaient garder leur propre organisation ainsi que leur liberté d'action et de propagande.

À peine l'année 1923 avait-elle commencé, que la situation mondiale changea brutalement. Le 11 janvier 1923, les Français et les Belges marchent vers la Ruhr pour obtenir de l'Allemagne le montant des réparations de guerre. Cette occupation prive l'Allemagne de 80 % de ses ressources. Les travailleurs allemands réagissent par une résistance passive et une totale solidarité avec leur gouvernement refusant de produire des biens pour les armées alliées³². L'occupation de la Ruhr mettait au défi les communistes sur plusieurs niveaux : celui du régime soviétique, qui venait de conclure un accord diplomatique et économique important avec l'Allemagne³³, celui du Comintern qui venait juste de proclamer une stratégie de front uni pour faire face à un climat qui ne se voulait pas révolutionnaire, et celui du KPD, qui était forcé de répondre de la situation afin de garder son influence parmi les travailleurs. Alors qu'a lieu le douzième congrès du parti communiste à Moscou (17-25 avril 1923), la situation en Allemagne devint pour le KPD de plus en plus aiguë. Les travailleurs de la Ruhr avaient cessé le travail et le gouvernement ne pouvait indéfiniment financer une grève. Il trouva une solution en imprimant des marks au-dessus des capacités du trésor. L'inflation liquida les économies de millions de citoyens allemands, ce qui fragilisa la situation politique. Tentée par l'opportunité, la gauche du KPD essaya une nouvelle fois de se défaire de la tactique du front uni en faveur d'une politique révolutionnaire. Si 1923 n'était pas l'année de la révolution en Allemagne, quand le moment viendrait-il ? Le KPD se mit en position de force en créant une situation favorable à une action subversive. Radek retourna en Allemagne en mai et tenta de contenir le KPD. Mais il n'était pas aussi sûr

³² BADIA (Gilbert), *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, Paris, Éditions sociales, 1962, tome premier, 328 p.

³³ Il s'agit du traité de Rapallo, signé le 16 avril 1922.

de lui concernant l'implantation traditionnelle du front uni qu'il l'avait été précédemment. La situation du printemps 1923 demandait une approche nouvelle, particulièrement devant le danger d'une scission à l'intérieur du KPD ou pire un putsch de la gauche. Si le KPD n'agissait pas, d'autres allaient en profiter pour exploiter politiquement la misère en Allemagne.

En juillet 1923, deux ou trois semaines après que Radek eut commencé la campagne Schlageter³⁴, la situation allemande devint intenable. L'influence du KPD était très forte sur les masses appauvries. Le 12 juillet 1923, *Die Rote Fahne* appela à une journée antifasciste pour le 29. Radek voulu tenter d'éviter toute provocation qui aurait poussé la bourgeoisie allemande à en appeler aux Français et s'opposa à cette initiative. Il obtint l'appui de Staline contre Zinoviev et Boukharine. Mais le KPD ne suivit pas les conseils de Radek et la manifestation eut lieu et obtint un grand succès. Le 13 août le gouvernement Cuno fut remplacé par celui de Stresemann qui était connu pour ses orientations pro-françaises. La nomination de Stresemann comme chancelier provoqua un choc en Russie. Dès le 23 août à Moscou, le Politburo discuta des possibilités de révolution en Allemagne³⁵. Radek fut chargé de l'opération avec Piatakov. Le lendemain

³⁴ Le 21 juin 1923, avant une session ouverte du Comité central, Radek proposa de faire cause commune avec le fascisme allemand lors d'un discours où il fait le panégyrique d'un récent martyr nazi, Léo Schlagater (officier de la *Freikorps* exécuté pendant l'occupation française pour sabotage). Le but n'était pas de réconcilier le fascisme et le communisme, mais de courtiser les masses fascistes qui avaient été attirées par le thème de la libération nationale et désespérées socialement. Une telle mésalliance ne dure que jusqu'en août 1923. Voir DUPEUX (Louis), *Le « National-Bolchévisme » en Allemagne sous la République de Weimar 1919-1933 ; Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Thèse, 1976, 627 p.

³⁵ Sur cette insurrection, voir ANGRESS (T. Werner), *Die Kampfzeit der KPD 1921-1923*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1973, 547 p. ; BAYERLEIN (B.), BABITCHENKO (L.), FIRSOV (F.I.), VATLIN (A.), *Deutscher Oktober 1923. Ein Revolutionplan und sein Scheitern*, Aufbau Verlag, 2003, 479 p. ; BROUE (Pierre), *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Paris, Éditions de Minuit, 1971, 988 p. ; FLECHTHEIM (Ossip K.), *Die KPD in der Weimarer Republik*, Europäische Verlagsanstalt, 1969, 359 p.

de leur arrivée, ils se rendirent compte que Brandler³⁶ avait persuadé la plupart des conjurés de remettre l'action, c'est-à-dire le projet de grève générale dans les usines de Saxe, qui devait se transformer en insurrection les 22 et 23 octobre. En effet, les sociaux-démocrates saxons sur qui reposaient une partie de l'insurrection s'étaient dérobés par manque de légitimité nationale. Le putsch commença à Hambourg mais isolé, il échoua³⁷. L'Octobre allemand n'avait pas eu lieu. Karl Radek fut écarté de toutes fonctions officielles à la suite de cet échec.

La « bolchevisation » : 1924-1928

La bolchevisation du parti communiste allemand peut se traduire comme une « greffe bolchevique sur le corps allemand » en ce sens qu'elle est la tentative d'organiser le parti allemand en un organe communiste dépendant du parti communiste russe par son mode d'organisation, ses mots d'ordres et ses objectifs³⁸. Si cette bolchevisation est déjà en cours avec l'adhésion de chaque parti aux 21 conditions décidées au deuxième congrès de l'Internationale, ses effets sont perceptibles à partir de l'année 1924. La défaite allemande aligne le KPD sur une politique décidée par

³⁶ BRANDLER Heinrich (1881-1967) : maçon, exclu du SPD avant guerre, il est au KPD dès sa formation. Participe aux mouvements ouvriers contre le putsch de Kapp. Il est arrêté en 1921 et élu au présidium du Comintern. Il participe aux préparations de l'insurrection de 1923 et devient le bouc émissaire de l'échec de la révolte. Exclu en 1929. Fonde le KPO proche du courant boukharinien.

³⁷ Un des témoignages majeurs sur cet événement a été écrit par la compagne de Radek : REISSNER (Larissa), *Hamburg auf die Barrikaden*, Berlin, 1923 ; on pourra lire aussi : THALHEIMER (August), *1923: eine verpasste Revolution? Die Deutsche Oktoberlegende und die wirkliche Geschichte von 1923*, Berlin, 1931 ; HABEDANK (Heinz), *Zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, Aufstandes 1923*, Berlin Ost, 1958.

³⁸ LOWENTHAL (Richard), *The Bolchevisation of the Spartacus League*, Londres, Chatto and Windus, Saint-Anthony Papers no. 9, *International Communism* by David Footman, 1960, p. 24.

Moscou. La supériorité de l'expérience russe est un argument de poids pour affirmer la justesse d'une telle orientation. Les luttes fractionnelles au sein du parti russe³⁹ se reflètent dans le choix de Moscou des dirigeants allemands. De fait, c'est par le biais du Comintern que les changements ont cours. Mais l'organisme international est lui-même prisonnier des décisions de la Centrale russe.

Ainsi la centrale du KPD à la suite de l'échec de 1923, se divise en trois tendances appelées de droite (il s'agit de Brandler et ses partisans), de gauche (représentée par Ruth Fischer) et du centre. La fraction du centre l'emporte en décembre 1923 dans son analyse de la situation politique⁴⁰. Lors de la 13^e conférence du PC russe (16-18 janvier) en attendant le vote du congrès, Hermann Remmele⁴¹ est choisi comme président et Ernst Thälmann comme vice-président par l'exécutif. Lors du congrès du KPD à Francfort (10-14 mai 1924) les délégués votèrent pour une nouvelle centrale orientée « à gauche » qui prôna la bolchevisation comme moyen de préparer la révolution. Arkadi Maslow et Ruth Fisher⁴² représentants de cette tendance, étaient appuyés par Zinoviev et devinrent les dirigeants du KPD. Ce dernier s'assurait un appui alors que la bataille pour le pouvoir faisait rage en URSS. Mais cette radicalisation isola le parti communiste allemand. Ainsi, si aux élections de mai 1924, lors des élections pour le Reichstag, le parti conservait 12,6% des voix, les élections du président du Reichstag d'avril 1925 donna 6,3% de voix au candidat Ernst Thälmann⁴³. *Die Rote Fahne*, le journal du parti communiste allemand publie le 1^{er} septembre 1925 une *Lettre ouverte* qui condamna la politique de Fischer et Maslow considérée comme isolationniste⁴⁴. La direction de

³⁹ WERTH (Nicolas), *op. cit.*, p. 215-226.

⁴⁰ BROUE (Pierre), *op. cit.*, p. 369.

⁴¹ REMMELE Hermann (1886-1939).

⁴² MASLOW Arkadi (1891-1941).

⁴³ THÄLMANN Ernst (1886-1944).

⁴⁴ WEBER (Hermann), *Kommunismus in Deutschland 1918-1945*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1983, p. 101.

Fischer-Maslow avait pourtant toute la confiance du Comintern mais pas celle du parti russe. Ils sont écartés de la direction après la publication de la *Lettre ouverte*. Ainsi cet échec du KPD fragilisait la position de Zinoviev dans son combat contre Staline. Il est exclu du poste de président du Comintern en octobre 1926 pour être remplacé par Boukharine peu après. Juste avant, à une conférence fin octobre 1925, Thälmann, l'homme de Staline, prend la tête du parti. Les tendances de gauche s'effacèrent au sein du KPD tout au long de l'année 1927 pour laisser place à un exécutif tout puissant et permettre la prépondérance des décisions dictées par Moscou.

Thälmann partage la direction du KPD avec Arthur Ewert et Ernst Meyer⁴⁴. Au cours du sixième congrès du Comintern en 1928, le terme de « social-fasciste » devient le vocable du parti. Cette condamnation de toute politique commune avec la social-démocratie est refusée par Arthur Ewert qu'on affuble alors du terme de « conciliateur ». Après la fusillade du 1^{er} mai 1928⁴⁵, où 32 communistes trouvent la mort sous les balles de la police social-démocrate, la rupture est consommée. Le mot de « social-fasciste » avait désormais une signification dans l'univers communiste. Cette politique « classe contre classe », va être mise en oeuvre par le KPD « bolchévisé » et son dirigeant Thälmann qui bénéficie du soutien inconditionnel de Moscou comme le montre l'affaire Wittorf.

Le chef du parti communiste Thälmann protège un membre du parti à Hambourg, Wittorf, qui a commis une malversation financière. Mais l'affaire éclate et le 23 septembre 1928, Wittorf est exclu du parti tandis que

⁴⁴ EWERT Arthur (1890-1959) ; MEYER Ernst (1887-1930).

⁴⁵ Le 1^{er} mai 1928, les communistes défiant les autorités qui avaient interdit toute manifestation défilent à Berlin. La police tire sur les manifestants faisant 32 morts, 194 blessés, et opérant 1 228 arrestations. Ainsi le KPD démontrait que les sociaux-démocrates étaient bien des « sociaux-fascistes ». Entre les deux mouvances, la division était consommée. Sur ce sujet, voir : KURZ (Thomas), « Arbeitermörder und Putschisten. Der Berliner Blutmai von 1929 als Kristallisationspunkt des Verhältnisses von KPD und SPD vor der Katastrophe », *IWK*, septembre 1986, n°3, p. 197-318.

Thälmann doit se justifier devant les autorités centrales. Ainsi le Politburo prépara, pour le Comité central, une résolution pour le relever de ses fonctions et le 26 septembre, Thälmann comparaît et accepte la position du parti. Le 27 septembre, la résolution est publiée dans *Die Rote Fahne*. Mais Staline ne partage pas ce point de vue et convoque à Moscou les membres du Comité central du KPD (Ewert, Eberlein, Pieck ainsi que Ulbricht, Remmele et Neumann) pour les soumettre : Thälmann ne doit en aucun cas être renvoyé. Le KPD fait marche arrière et le 2 octobre 1928, une résolution du Politburo estime qu'en dépit de son erreur, Thälmann doit rester à la tête du parti. La résolution est publiée dans la *Pravda*, le 7 octobre et dans *Die Rote Fahne*, le journal du KPD le 9 octobre à partir d'un texte paru dans *La Correspondance Internationale* du 3 octobre. Boukharine à la tête de l'Internationale, s'absente lors du vote du Comité central du Comintern alors qu'il s'était prononcé dans un premier temps, pour la révocation de Thälmann. Staline n'a rencontré aucune résistance pour cette décision lourde de conséquence et il n'en rencontre pas plus lorsqu'il proposera à la tête de l'Internationale Molotov afin d'assurer « une meilleure liaison avec le Comité central » à la place de Boukharine qui est démis de toutes ses fonctions le 21 août 1929⁴⁶. Lors du 12^e congrès du parti allemand en juin 1929, la bolchevisation est un processus terminé. Cela va permettre une politique « d'ultra gauche » qui va contribuer à la chute de la République de Weimar.

Il faut rajouter que le KPD dépendait financièrement de l'Internationale communiste pour son activité légale et illégale. L'historien Hermann Weber a évalué ces subventions à 150 000 marks par mois (c'est-à-dire 37 000 dollars)⁴⁷ pour l'ensemble des régions. En 1927, le Comintern versa selon ces mêmes sources 690 000 dollars (ou 2,8 millions de marks) à l'ensemble de ses sections internationales. Le KPD en tant que section la plus importante recevait les subventions les plus conséquentes et ce sont

⁴⁶ BROUE (Pierre), *op. cit.*, p. 489-490.

⁴⁷ WEBER (Hermann), *op. cit.*, p. 308-309. Cette somme équivaut à 37 000 dollars de l'époque ou 300 000 roubles-or.

ces subsides (1/3 environ du budget du KPD) qui lui permirent en grande partie de fonctionner (particulièrement l'appareil secret : le service de courriers, l'appareil militaire, de destruction...). Cette dépendance matérielle contribue à forger un lien idéologique entre l'organisation soviétique et le parti allemand.

Le KPD dans la troisième période⁴⁸ : 1929-1933

L'Allemagne traverse à partir de 1929, une crise économique qui provoque une grave crise sociale et une radicalisation politique. A partir de 1930, le parti national-socialiste d'Adolf Hitler progresse de manière spectaculaire⁴⁹ tout comme le KPD⁵⁰. La troisième période caractérise une orientation précise et nouvelle de l'Internationale communiste contre les partis socialistes « réformistes » puisque la social-démocratie est désignée

⁴⁸ Les historiens divisent l'histoire du KPD en trois périodes : la période qui va de 1919 à 1923 correspond à un moment d'offensives révolutionnaires ; celle qui va de 1924 à 1929 marque une accalmie politique. Mais le cours change entre 1929 et 1933, date qui clôt une partie de l'histoire du KPD. Sur cette question, voir particulièrement WEBER (Hermann), *Hauptfeind Sozialdemokratie; Strategie und Taktik der KPD 1929-1933*, Berlin, Drost, 131 p. ; WEINGARTNER (Thomas), *Stalin und der Austieg Hitlers. Die Deutschlandpolitik der Sowjetunion und der Kommunistischen Internationale 1929-1934*, Berlin, 1970 ; WIESZT (Jozsef), *KPD politik in der Krise: 1928- 1932*, Berlin, Materialismus Verlag, 744 p. ; voir également la thèse en cours d'un jeune chercheur berlinois : HOPPE (Bert), *In Stalins Gefolgschaft. Die KPD und Moskau 1928-1933. Zur politischen Kultur des Stalinismus in Deutschland und der Sowjetunion*. Humboldt Universität, Berlin [Sur les pas de Staline. Le KPD et Moscou 1928-1933. Culture politique du stalinisme en Allemagne et en URSS].

⁴⁹ BADIA (Gilbert), *Histoire de l'Allemagne contemporaine, Weimar – Troisième Reich*, Messidor / Éditions sociales, 1987, 574 p.

⁵⁰ Lors des élections pour le Reichstag, le KPD obtient en 1928 : 3,3 millions de voix ; en 1930 : 4,6 millions ; en juillet 1932 : 5,3 millions et en novembre 1932 : 6 millions c'est-à-dire que le parti double son score électoral entre 1928 et 1932 Voir WEBER (Hermann), *Kommunismus in Deutschland : 1918-1945*, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, p. 122.

comme « l'aile modérée du fascisme » par Staline. Cette nouvelle orientation politique va de paire avec le rejet des syndicats réformistes et la nécessité de créer de nouveaux syndicats⁵¹. Ce renouvellement politique entraîne une relève générationnelle de militants⁵². Ce sont ces hommes politiques nouveaux qui dirigent le parti communiste allemand durant ces années cruciales.

Le KPD suivant l'inflexion de Staline ne lutte que peu contre les nazis puisque l'ennemi principal demeure la social-démocratie⁵³. Entre 1929 et 1933, les tactiques alternent entre des attaques contre les membres du parti social-démocrate et les nazis, sans que jamais les deux partis

⁵¹ Sur ce sujet voir MÜLLER (Werner), *Lohnkampf, Massenstreik, Sowjetmacht; Ziele und Grenzen der "Revolutionären Gewerkschafts-Opposition" (RGO) in Deutschland 1928 bis 1933*, Bund-Verlag, Cologne, 1988, 433 p.

⁵² NARINSKI (Mikhaïl), ROJAHN (Jürgen) (édité par), *Centre and Periphery. The History of the Comintern in the Light of New Documents*, International Institute of social History, Amsterdam, 1996, p. 166-167 : « Un peu partout en Europe occidentale, au tournant des années trente, on assiste (...) à la relève de la première génération dirigeante par les directions des Jeunesses communistes. Or, l'exemple de la Belgique, indique que ces jeunes sont le produit d'une génération qui n'a pu s'insérer dans le monde d'après guerre, que leur période de chômage, donc d'isolement social excède leur expérience de travail. Le sentiment d'exclusion tient lieu de conscience de classe et ils sont fort éloignés des pratiques vécues du monde ouvrier. Ils ont grandi dans un monde de misère réelle (...). Pour ces jeunes, l'alignement sur le pays du socialisme, l'obéissance à l'État-major de la révolution ne sont pas subis mais revendiqués. Ils leur tiennent lieu d'identité ». Voir aussi BROUE (Pierre), *op. cit.*, p. 495 : bien loin de l'idéalisme révolutionnaire, ce nouveau militant est « un homme qui n'a jamais eu (...) une profession, qui n'a pas fait d'études et dévore avec passion ou zèle tout ce que le parti lui apporte comme nourriture intellectuelle, et enfin un homme qui, sentimentalement, intellectuellement, matériellement, dépend entièrement de lui ». Pour une analyse socio-historique du parti communiste allemand, voir plus particulièrement : MALLMANN (Klaus-Michael), *Kommunisten in der Weimarer Republik; Sozialgeschichte einer revolutionären Bewegung*, Darmstadt/Allemagne, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1996, 552 p.

⁵³ L'historien Hermann Weber a montré dans une étude qu'entre octobre 1932 et le début 1933, le KPD durcit sa politique envers le SPD comme jamais encore : WEBER (Hermann), *Die Generallinie. Rundschreiben des ZK der KPD an die Bezirke 1929-1933*, Düsseldorf, 1982.

ouvriers ne se rejoignent. La politique menée par les sociaux-démocrates, même différente, n'aurait rien changé et les associations de nazis et de communistes lors de la grève de novembre 1932 dans les transports berlinois par exemple⁵⁴ sont la conséquence directe de l'instrumentalisation du KPD comme section du Comintern. Ainsi lors de la conférence du KPD, les 15-18 octobre 1932, Thälmann insiste sur la véracité des dires de Staline quant à la gémellité des sociaux-démocrates et des nazis. De fait, toute démocratisation à l'intérieur du parti communiste allemand avait disparu et son fonctionnement se résumait à une immense dictature bureaucratique.

Comment expliquer cette politique du KPD menée par Thälmann plus anti-démocrate que jamais et son mentor Heinz Neumann ? En fait, l'URSS ne se souciait pas de l'arrivée des nazis au pouvoir dont elle pensait qu'ils continueraient la politique d'alliance avec elle contre Versailles et l'Occident⁵⁵. Cette tactique correspond à la politique extérieure de Staline qui veut éviter à tout prix une guerre. La révolution demeure loin de ses préoccupations et le KPD ne devait servir qu'à protéger l'URSS menacée par l'Ouest. Ensuite, de nombreux communistes pensaient que la victoire du nazisme ne pouvait être de longue durée et qu'elle provoquerait la disparition de la social-démocratie allemande. Les communistes affirmaient : « Après Hitler, ce sera notre tour ! ». A Moscou, le 12^e Plenum de l'Exécutif qui a lieu entre le 27 août et le 15 septembre 1932 est le dernier avant la catastrophe en Allemagne. Le cours politique du KPD ne change pas après les interventions de Thälmann ou Kuusinen⁵⁶ alors qu'une partie de l'histoire du KPD approche de sa fin.

⁵⁴ RÖHL (Klaus Rainer), *Nähe zum Gegner, Kommunisten und National-sozialisten im Berliner BVG-Streik von 1932*, Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1994, 267 p.

⁵⁵ WEINGARTNER (Thomas), *Stalin und der Aufstieg Hitlers. Die Deutschlandpolitik der Sowjetunion und der Kommunistischen Internationale 1929-1934*, Berlin, 1970.

⁵⁶ KUUSINEN Otto (1881-1964).

Le gouvernement von Schleicher autorise une manifestation nazie sur la Bülowplatz et la *Karl Liebknecht Haus* le 22 janvier, le quartier général communiste au centre de Berlin. Un télégramme de Moscou indique aux militants communistes de ne provoquer aucun heurt et de laisser les nazis défilier devant ce centre prolétarien symbolique. Le 25 janvier, les communistes défilent et le 28 janvier, c'est au tour des sociaux-démocrates. Mais les jeux sont faits : Hitler est nommé chancelier le 30 janvier 1933. Le 2 février, le drapeau à la croix gammée flottait sur la *Karl Liebknecht Haus*. Le 27 janvier, le Reichstag brûle. C'est le début d'une répression massive contre les communistes. Mais l'Internationale communiste ne reconnaît pas sa défaite et affirme le 1^{er} avril lors du présidium de l'exécutif international par l'intermédiaire de Fritz Heckert⁵⁷ que sa politique a toujours été juste et que tout est à imputer aux sociaux-démocrates. La bolchevisation du KPD qui prend le nom de stalinisation (à partir de l'élimination de Zinoviev en 1926)⁵⁸, provoque la défaite du mouvement ouvrier allemand dont elle était pourtant en partie l'héritière. Cette défaite signifiait à terme la faillite de l'Internationale communiste qui en 1933, n'était plus qu'un instrument au service de la politique extérieure soviétique.

⁵⁷ HECKERT Fritz (1884-1936).

⁵⁸ WEBER (Hermann), *op. cit.*, p. 351: „Die KPD war in der Tradition der deutschen Arbeiterbewegung verwurzelt, wengleich sie sich ihr durch die Bolschewisierung mehr und mehr entfremdet. Natürlich wurde die Partei von der Sowjetunion unterstützt – ideell und auch materiell – aber ihre Stärke beruhte von allem auf der Tatsache, dass sie Einfluss auf mehr oder weniger grosse Teile der deutschen Arbeiterschaft ausüben konnte, dass sie ein Teil der deutschen Arbeiterbewegung war. Die Stalinisierung der KPD war daher ein politisches Verhängnis die gesamte deutsche Arbeiterbewegung“. La stalinisation du KPD est postérieure à la bolchévisation du parti et correspond à une intense bureaucratisation de l'appareil politique du KPD au profit de la politique soviétique.

L'influence du lobby juif sur la politique étrangère américaine – perception et réalité

L'exemple de l'adoption de l'amendement Jackson-Vanik
(1972-1974)

PAULINE PERETZ¹

Au lendemain de la guerre du Viêt-nam, les groupes ethniques américains se mirent à exercer une influence croissante sur la politique étrangère des États-Unis. L'amendement Jackson-Vanik au *Trade Reform Act*, adopté en décembre 1974 après une bataille législative de deux ans, est un des meilleurs exemples de ce phénomène. Cet amendement liait l'octroi à une économie centralisée du statut de la clause de la nation la plus favorisée² et de crédits, à la libéralisation de sa politique migratoire à l'égard de ses minorités. En dépit de sa grande popularité au Congrès, il rencontra l'opposition des défenseurs de la détente et des partisans du libre-échange, milieu d'affaires en tête. La Maison Blanche fut son plus grand adversaire, puisque Nixon et Kissinger considéraient le *linkage*³ entre droits de l'homme et commerce comme une menace pour le rapprochement soviéto-américain et plus précisément pour l'accord

¹ ATER à l'université de Paris I, Pauline Peretz a soutenu en décembre 2004 sa thèse intitulée « L'émigration des juifs soviétiques : le rôle des États-Unis, de 1953 à la fin des années 1980 », sous la direction d'André Kaspi.

² Lorsqu'un État concède à un autre la clause de la nation la plus favorisée, il octroie à tous les produits et services de ce pays un traitement similaire – c'est-à-dire ni plus favorable ni discriminatoire – à celui qu'il applique aux pays auxquels il a déjà accordé la même clause.

³ Littéralement, le lien. Ce concept désigne le conditionnement d'avancées politiques dans un domaine à des avancées dans un autre domaine (généralement le fait d'un autre pays). Kissinger fut incontestablement un maître dans l'utilisation de cet instrument, mais il se contenta de lier entre elles des mesures relevant de la politique étrangère (commerce, limitation de l'armement, ou encore échanges culturels). L'originalité du *linkage* entre droits de l'homme et commerce fut de mettre en relation politique étrangère et politique intérieure.

commercial signé entre les deux pays le 18 octobre 1972⁴. La coalition en faveur de l'amendement réunissait davantage d'acteurs : des anticommunistes, des défenseurs des droits de l'homme, des progressistes, des leaders syndicaux et des dirigeants des organisations juives, puisque l'amendement avait été conçu pour venir en aide aux Juifs soviétiques.

La communauté juive américaine doit une large partie de son poids politique à son art confirmé du lobbying. L'influence de ce lobby, démesurée par rapport à sa dimension réelle, tient beaucoup à un environnement idéologico-culturel favorable aux causes qu'il défend⁵. Mais cette influence, il la doit aussi à l'efficacité incomparable de ses organisations, principalement l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), créé en 1954, qui œuvre au Congrès pour la défense des intérêts d'Israël, et la *Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations* (CPMAJO) qui défend, elle, plus largement les intérêts de la communauté au niveau de l'Exécutif. Par leurs contacts et leurs réseaux, les autres organisations communautaires peuvent aussi peser sur les hommes du Congrès. Il n'existe jusqu'à présent aucun consensus sur le rôle joué par ces organisations dans l'adoption de l'amendement Jackson-Vanik. La question est pourtant simple : le lobby juif est-il responsable, oui ou non, de cette adoption ? Pour le journaliste J.J. Goldberg, cette mobilisation juive américaine constitue un moment décisif de l'affirmation du pouvoir de la communauté juive sur la scène politique⁶. Paula Stern, à l'inverse, montre dans son étude détaillée de la bataille législative que le

⁴ Cet accord visait à un accroissement du commerce américano-soviétique et prévoyait, en contrepartie du règlement des dettes soviétiques contractées lors du prêt-bail, l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée.

⁵ MANSOUR (Camille), *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Paris, Armand Colin, 1995, pp. 250-251.

⁶ GOLDBERG (J.J.), *Jewish Power. Inside the American Jewish Establishment*, Addison-Wesley Publishing Company, Inc., 1996, p. 165.

rôle du lobby juif a été grandement exagéré⁷. Des documents trouvés dans les archives communautaires juives et dans le fonds Jackson prouvent que ces deux analyses sont insatisfaisantes, parce qu'elles surestiment et sous-estiment respectivement le rôle des organisations juives. Ces deux analyses révèlent la mauvaise perception de l'influence juive par les acteurs politiques – assistants parlementaires, hommes du Congrès, mais aussi administration. Dans *Perception and Misperception in International Politics*, Robert Jervis montre que, dans le domaine de la politique étrangère, les perceptions des décideurs politiques sont souvent erronées en raison de leur surestimation de l'unité des acteurs, et d'attentes quant au niveau de mobilisation formées à partir d'expériences passées⁸. Depuis la fin des années 1950, le lobby juif s'était toujours montré très uni et très décidé lorsqu'il s'agissait de défendre Israël, comme l'avait montré par exemple la très forte mobilisation communautaire contre le plan Rogers en 1970⁹. Or la bataille pour l'adoption de Jackson-Vanik était profondément différente : elle avait pour ambition de venir en aide aux Juifs de la diaspora, et non à Israël, et n'impliquait pas la participation directe d'AIPAC ou de la CPMAJO, mais celle d'organisations juives nouvelles sur le Capitole.

⁷ STERN (Paula), *Water's Edge : Domestic Politics and the Making of American Foreign Policy*, Westwood, Connecticut, Greenwood Press, 1979.

⁸ JERVIS (Robert), *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1976.

⁹ En décembre 1969, le secrétaire d'État avait rendu public un plan de règlement du conflit israélo-palestinien, exigeant le retrait quasi complet des territoires occupés. Le 26 janvier 1970, la Conférence des Présidents réunit à Washington un millier de leaders juifs pour en obtenir le retrait. Conseillé par Kissinger, alors conseiller national à la sécurité, Nixon décida de retirer ce plan.

Un rôle décisif dans la mise sur agenda

En 1964, une campagne d'aide aux Juifs soviétiques avait été lancée par les organisations juives américaines, en partie sous l'influence d'un bureau secret israélien appelé *Nativ*, qui s'était fixé pour objectif de sensibiliser l'opinion publique internationale à leur sort et à la nécessité de leur émigration¹⁰. Il parvint à convaincre l'*establishment*¹¹ juif américain de créer une organisation pour coordonner cette campagne aux États-Unis, l'*American Jewish Conference on Soviet Jewry*, rebaptisé en 1971 la *National Conference on Soviet Jewry* (NCSJ). Son but était d'obtenir du Kremlin le respect des droits culturels et religieux des Juifs soviétiques, puis, à partir de la guerre des Six Jours, de leur droit à émigrer. Cette campagne qui à bien des égards fut un véritable mouvement social avait pour cibles non seulement la communauté juive américaine dans son ensemble, mais aussi des intellectuels progressistes de renom, et des élus qui avaient été préalablement démarchés par *Nativ*. Depuis le début de la campagne, des hommes du Congrès – juifs, élus de circonscriptions majoritairement juives, ou amis d'Israël – s'étaient révélés de véritables alliés. Certains avaient participé aux manifestations organisées par l'AJCSJ/NCSJ, d'autres avaient même introduit des résolutions visant à faire pression sur Moscou. Le pouvoir de la NCSJ et sa proximité avec le Bureau israélien étaient contestés par des organisations *grass-roots*¹² totalement indépendantes de la communauté organisée, créées dès 1963 pour venir en aide aux Juifs soviétiques dans un style plus musclé et moins porté aux compromissions. En 1971, ces organisations se fédérèrent au

¹⁰ Pour un aperçu partiel de l'action du Bureau israélien, LEVANON (Nechemia), *Ha-Kod Nativ*, Tel-Aviv : Am Oved Publishers Ltd, 1995.

¹¹ Groupe élitiste de leaders traditionnellement issus de familles juives riches et influentes se perpétuant d'une génération à une autre à la tête de la communauté.

¹² Littéralement, organisations de la base. Elles se distinguent en effet des groupes d'intérêt par un personnel de direction proche des militants et des activistes, ainsi que par un accent mis sur l'action et la sensibilisation au niveau local.

sein de l'*Union of Councils for Soviet Jews* (UCSJ), très active au niveau local, démarchant les élus, organisant des boycotts contre les entreprises faisant commerce avec l'Union soviétique, et lançant de nombreuses manifestations¹³. La NCSJ et l'UCSJ jouèrent donc un rôle décisif dans la mise sur l'agenda de politique étrangère américaine de la question juive soviétique. Lorsqu'en août 1972, les Soviétiques imposèrent une taxe sur l'éducation¹⁴, l'opinion publique américaine était suffisamment mûre pour se mobiliser.

La bibliographie n'emploie habituellement que les termes de « pouvoir juif » ou d'« organisations juives ». Nous avons pourtant déjà rencontré deux types d'acteurs : l'*establishment* juif et les organisations *grass-roots*. En comparaison avec les organisations juives existant de longue date, la NCSJ et l'UCSJ semblent bien modestes. En 1972, le budget de la NCSJ s'élevait à 250 000 dollars, tandis que celui du très respectable *American Jewish Committee* atteignait 7,3 millions de dollars. Les capacités de lobbying de la NCSJ étaient elles aussi réduites : ce n'est qu'en 1972 qu'elle ouvrit un bureau à Washington employant un représentant et un consultant pour les questions légales. La NCSJ pouvait pourtant compter sur les membres et les ressources des organisations qui l'avaient créée, et réutiliser leurs contacts sur le Capitole. L'UCSJ était moins chanceuse. Elle avait ouvert peu avant la NCSJ un bureau à Washington auquel elle avait affecté un budget de 10 000 dollars annuels – soit la moitié de son budget – et avait recruté une lobbyiste très talentueuse. La force de l'UCSJ résidait dans une base très réactive à travers tous les États-Unis. Il peut paraître étonnant qu'AIPAC n'ait pas encore été mentionné. Ne faisant officiellement du lobbying que pour Israël, il ne fut pas impliqué au même

¹³ Sur ce mouvement, voir ORBACH (William W.), *The American Movement to Aid Soviet Jews*, Amherst, University of Massachusetts Press, 1979.

¹⁴ Les Soviétiques imposèrent une taxe à l'émigration, comprise entre 5 000 et 27 000 dollars selon le degré d'avancement des études du candidat à l'émigration, prétendument pour obtenir un remboursement des frais de scolarité engagés par l'État.

titre que les organisations juives qui avaient été spécifiquement créées pour cette campagne. Les principaux acteurs de cette bataille législative furent donc les dirigeants de la NCSJ et de l'UCSJ, côté juif, et les attachés parlementaires des élus les plus actifs – les sénateurs démocrates Jackson de l'État de Washington et Ribicoff du Connecticut, ainsi que le représentant démocrate Vanik de l'Ohio –, côté législatif.

Selon ces attachés parlementaires, l'idée du *linkage* entre avantages économiques et émigration serait née au Congrès, et les organisations juives se seraient contentées de prendre le train en marche. Les archives des organisations *grass-roots* montrent pourtant que cette idée est apparue dès 1965 sous la plume de leaders communautaires locaux¹⁵. Six ans plus tard, dans un contexte de véritable rapprochement économique entre les États-Unis et l'URSS, une autre organisation *grass-roots*, le *Cleveland Council on Soviet Anti-Semitism*, membre de l'UCSJ, ressuscita l'idée d'un *linkage*. Louis Rosenblum, son président, fut mis en contact avec un juriste et un politologue qui lui proposèrent un texte législatif liant commerce et émigration. Cette proposition séduisit d'abord le représentant démocrate de Los Angeles, Thomas Rees, la Californie étant un des hauts lieux de l'activisme en faveur des Juifs soviétiques. Après un échec législatif douloureux en juin 1972 et l'adoption de la taxe sur l'éducation par les Soviétiques, le projet fut repris par Richard Perle, alors assistant du sénateur Henry Jackson¹⁶. Ce *linkage* présentait de nombreux avantages pour ce candidat à l'investiture démocrate en vue des présidentielles de novembre 1972 : l'amendement serait un nouveau coup à la détente de Nixon – un sérieux atout pour le « Cold War liberal » qui avait déjà introduit un amendement restrictif à la loi de ratification de l'accord SALT –, il pouvait lui apporter le soutien de la minorité juive et lui permettrait de se

¹⁵ « Letter to the President », « Correspondence 1965 », SSSJ, Yeshiva University Archives.

¹⁶ Interview de Louis Rosenblum à Cleveland le 18 juin 2003, et « Rees Bill », folder 245, CCSA collection, Western Reserve Historical Society.

rallier les défenseurs des droits de l'homme¹⁷. Il ne faudrait pourtant pas croire que le choix de Jackson ne fut que pur opportunisme. En 1972, il avait déjà beaucoup fait pour les Juifs soviétiques : depuis 1964, il avait soutenu toutes les résolutions qui avaient pour but d'améliorer leur sort, en 1971, il avait été co-sponsor d'une résolution qui appelait Nixon à soulever la question des Juifs soviétiques avec ses homologues soviétiques et, en février 1972, en avait introduit une autre pour débloquer une aide financière à tous les Juifs soviétiques qui parviendraient à quitter l'Union soviétique. En septembre, le *linkage* était donc devenu la chose de Jackson, mais l'idée en était assurément venue des *grass-roots*.

Le rôle de ces derniers a tendance à être occulté au vu des événements ultérieurs. Le 25 septembre 1972, Jackson s'invita à une conférence organisée par la NCSJ pour répondre à l'imposition de la taxe sur l'éducation par les Soviétiques. Il saisit cette occasion pour présenter l'amendement à l'*East-West Trade Reform Act* reprenant le *linkage* entre émigration des minorités soviétiques et avantages économiques, et demander leur soutien aux organisations juives, un soutien qu'il reçut sans la moindre difficulté¹⁸. Pour Stern, « c'était clairement un renversement de l'image commune du lobby juif tordant le bras d'un sénateur »¹⁹. Une telle affirmation sous-estime le rôle des *grass-roots* durant cette première phase. En effet, une partie de la communauté juive, même si elle n'était certainement pas la plus puissante ni la plus visible, s'était déjà engagée dans la bataille politique depuis quelques mois et était prête à suivre Jackson, sans même qu'on lui ait demandé. L'affirmation de Stern est aussi symptomatique d'une tendance collective à ignorer que l'*establishment* n'était pas le seul acteur juif impliqué dans cette bataille.

¹⁷ Voir KAUFMAN (Robert G.), *Henry M. Jackson. A Life in Politics*, Seattle, University of Washington Press, 2000.

¹⁸ SILBEY (Franklin R.), « Senate Demands Quid Pro Quo on Soviet Jews, Trade », *The National Jewish Monthly*, November 1972, pp. 10-12.

¹⁹ STERN, *op. cit.*, p. 33 (« clearly it was a reversal of the popular image of the Jewish lobby twisting a senator's arm »).

La NCSJ et l'UCSJ, piliers de la coalition

Dès que Jackson introduisit son amendement au *East-West Trade Reform Act* le 4 octobre 1972, la NCSJ et l'UCSJ, contrairement à la Conférence des présidents et aux autres organisations juives de l'*establishment*, devinrent des partenaires loyaux et fidèles et le demeurèrent jusqu'à son adoption. Bien que Jackson ait exprimé la crainte de perdre leur soutien à plusieurs reprises²⁰, ceci n'eut jamais lieu. La NCSJ et l'UCSJ soutinrent activement la coalition grâce à un recours permanent à l'éventail complet des techniques de lobbying. Leurs bureaux de Washington se mirent à la disposition complète du sénateur du Washington et de ses alliés, passant à l'action quand on leur demandait de le faire, et avec l'intensité qui leur était suggérée. Leur première tâche était de fournir les informations nécessaires à la formulation la plus juste possible de l'amendement. Grâce à leurs réseaux constitués depuis presque une dizaine d'années, les organisations juives étaient en effet les mieux placées pour analyser la situation soviétique – tout particulièrement les méandres des procédures tatillonnes d'émigration –, et pour donner des nouvelles des *refuzniks*²¹ avec lesquels elles étaient quotidiennement en contact. Ainsi étaient-elles en mesure de fournir aux sponsors de l'amendement une information précise et de qualité pour l'insertion dans le *Congressional Record*²².

Pour ce qui est du lobbying à proprement parler, la NCSJ et l'UCSJ faisaient en permanence appel à leur base pour que le soutien à l'amendement ne faiblît pas. Elles veillaient à ce que ses opposants

²⁰ Tape 263/54, Bay Area Council for Soviet Jewry collection, University of Colorado at Boulder.

²¹ Juifs soviétiques auxquels le droit d'émigrer a été refusé.

²² Le *Congressional record* offre une retranscription quotidienne et exhaustive des débats qui ont lieu au Congrès. Il comprend également l'ensemble des projets de loi, résolutions et motions, ainsi que des textes proposés pour insertion par les orateurs.

reçoivent des blâmes et ses partisans des encouragements. Le passage à l'action était requis chaque fois qu'un événement d'importance venait modifier le contexte international. Ainsi, en avril 1973, lorsque Moscou leva la taxe sur l'émigration, la NCSJ organisa l'envoi en masse de lettres aux sponsors de l'amendement pour qu'ils continuent de soutenir le projet de loi²³. De même, lorsqu'en octobre 1973, Kissinger demanda au speaker de la Chambre des représentants de différer le vote de l'amendement, prenant le prétexte de la situation au Proche-Orient, l'UCSJ mit en œuvre de nombreuses actions locales pour maintenir la pression sur les représentants²⁴. La mobilisation avait également lieu lorsque le projet de loi passait devant une des commissions de la Chambre. Quand, en septembre, la Commission des voies et des moyens supprima la mention des crédits qui étaient initialement incluse dans l'amendement, l'UCSJ comme la NCSJ envoyèrent en masse des lettres à tous les membres de la Commission favorables à cette suppression, exigeant que les restrictions de crédits soient restaurées²⁵. Lorsque, sensiblement au même moment²⁶, le représentant républicain Barber Conable de New York introduisit un amendement pour suspendre le Titre IV de la loi de commerce qui contenait l'amendement Vanik, la NCSJ demanda à ses membres d'exiger de leurs représentants qu'ils votent contre l'amendement²⁶. Le passage à l'action était enfin requis lorsque le projet de loi fut sur le point d'être voté à la Chambre fin 1973, puis l'année suivante au Sénat²⁷. Pendant les deux années que dura la bataille législative, la NCSJ et l'UCSJ organisèrent donc de façon quasi permanente ce que les Américains appellent des *write-ins*, ateliers d'écriture collectifs au cours desquels les participants

²³ Box 3, NCSJ archives, American Jewish Historical Society.

²⁴ II/143/6, Bay Area Council for Soviet Jewry collection, University of Colorado at Boulder.

²⁵ I/3/5 et II/143/6, Bay Area Council for Soviet Jewry collection, University of Colorado at Boulder.

²⁶ Box 3, NCSJ archives, American Jewish Historical Society.

²⁷ II/143/6, Bay Area Council for Soviet Jewry collection, University of Colorado at Boulder.

devaient écrire la lettre la plus convaincante possible à leurs représentants. Les organisations juives jouèrent donc un rôle particulièrement important dans la construction d'un soutien public à l'amendement Jackson-Vanik, en ayant recours à ce que V.O. Key appelle la « *shotgun approach* ».

Quant à la « *rifle approach* »²⁸, qui consiste à obtenir l'aide de personnes particulièrement influentes pour faire pression sur les hommes du Congrès, elle ne fut utilisée que par la NCSJ, seule à pouvoir compter sur une très large base – celle des organisations qui la constituaient –, et sur l'aide de Kenen. Le dirigeant de l'AIPAC avait en effet accepté de faire bénéficier ses amis de la NCSJ de certains de ses contacts, même si son organisation n'était pas directement impliquée dans la bataille législative. Les cibles principales de cette seconde approche étaient les membres les plus puissants des Commissions législatives, la NCSJ n'ayant ni l'argent ni le temps de faire du lobbying auprès des opposants. L'action idéale consistait à obtenir d'un électeur, de préférence riche, bénéficiant de larges réseaux et jouissant d'une crédibilité certaine, qu'il envoie une lettre à son représentant ou en obtienne un rendez-vous. Comme Morris Amitay, l'ancien assistant parlementaire du sénateur Ribicoff, le confiait en 1974 au journaliste Stephen Isaacs, trouver une telle personnalité juive était loin d'être un problème :

*« ce qu'on trouve dans ce pays, c'est un formidable réservoir inexploité de Juifs qui sont dans des situations de pouvoir, auxquels on n'a jamais demandé d'aide. Il ne s'agit que de les trouver et de leur demander de l'aide »*²⁹.

Le président de la Commission des voies et des moyens, le très influent Wilbur Mills, fut le premier à être ainsi gagné à la cause. En février 1973,

²⁸ KEY (V.O.), *Politics, Parties and Pressure Groups*, New York, Crowell, 5^e édition, 1964, p. 166. *Shotgun* peut être traduit par « fusil de chasse » et *rifle* par « carabine ».

²⁹ ISAACS (Stephen D.), *Jews and American Politics*, Garden City, New York, Double Day, 1974, p. 256 (« what you have in this country is a fantastic, untapped reservoir of Jews who are in influential positions, who were never asked to help. And now it is just a matter of finding them and asking them to help »).

Kenen obtint d'un ami juif de Mills qu'il le convainque de soutenir l'amendement³⁰. La famille Stone, qui résidait dans l'État de Vanik et possédait une usine employant des milliers d'ouvriers en Arkansas – l'État de Mills – joua également un rôle important dans la conversion du président de la Commission à la cause des Juifs soviétiques³¹. Mais lorsque Moscou suspendit la taxe sur l'éducation, la détermination de Mills vacilla et, une nouvelle fois, une collaboration entre assistants parlementaires et leaders juifs fut nécessaire pour que Mills rejoignît la coalition³². La « *rifle approach* » fut également utilisée par les organisations juives dans le cas de défections. Lorsque le sénateur républicain de New York, Jacob Javits, céda à la pression de la Maison Blanche en juin 1974, Malcolm Hoenlein, le président de la *New York Conference on Soviet Jewry*, organisa une rencontre entre le sénateur et de nombreux leaders juifs locaux. Au même moment, un quotidien local de la presse communautaire publia un violent éditorial critiquant Javits. La pression des dirigeants fut confortée par une pression de la base : au premier rassemblement de solidarité avec les Juifs soviétiques qui eut lieu à l'automne, le nom de Javits fut hué. Celui-ci préféra ne pas risquer de s'aliéner des voix juives à quelques semaines des élections et retrouva vite les rangs de la coalition³³. Cette approche ne pouvait rencontrer le succès que parce que les Juifs, *establishment* comme *grass-roots*, étaient capables à la fois d'attribuer des récompenses et d'infliger des sanctions politiques. Les organisations juives avaient donc orchestré un effort de lobbying particulièrement important, tant au sein du Congrès qu'en dehors, tant au niveau national qu'au niveau local. Si elles furent si actives, d'où vient donc la légende née dans les bureaux du Congrès selon laquelle elles auraient été des alliés défaillants ?

³⁰ STERN, *op. cit.*, p. 57.

³¹ Interview de Morris Amitay, 17 avril 2002, Washington D.C.

³² STERN, *op. cit.*, pp. 71-72.

³³ *ibid*, p. 128-129.

Une perception erronée largement due au contre-lobbying de Nixon

L'amendement Jackson-Vanik fut considéré par Nixon comme un véritable coup imposé à la détente et comme un obstacle de taille sur la voie qui devait conduire à la finalisation de nombreux accords avec les Soviétiques. C'est pourquoi, entre l'introduction de l'amendement et les élections présidentielles de novembre 1972, la Maison Blanche fit tout son possible pour éviter que la question des Juifs soviétiques occupe le devant de la scène politique³⁴. L'idée de Leonard Garment, l'homme de liaison entre Nixon et la communauté juive américaine, était de différer toute action pour éviter d'avoir à faire un choix entre les éventuels électeurs juifs et les partisans de la détente. Mais, une fois Nixon réélu, la Maison Blanche conçut une double stratégie : faire pression sur les commissions parlementaires pour qu'elles suppriment l'amendement, et sur les leaders juifs pour qu'ils lui retirent leur soutien. La grande difficulté était d'arrêter cette législation d'inspiration humanitaire sans détruire la loi de commerce à laquelle il était amendé, dont Nixon souhaitait absolument l'adoption. Pour se débarrasser de l'amendement, l'équipe du président imagina un certain nombre de solutions : elle essaya de séparer la clause de la nation la plus favorisée des crédits, et de reformuler l'amendement en y introduisant la notion de « progrès raisonnable », qui aurait été régulièrement évalué par le Congrès. Elle tenta également de convaincre le représentant Ullman de différer le vote du Titre IV par le Congrès au moment de la guerre de Kippour. Enfin, l'administration pensa un moment obtenir une règle de vote excluant tout amendement et songea même à supprimer le Titre IV de la loi, c'est dire à quel point l'amendement gênait

³⁴ Lettre de Kissinger à Javits, août 1972, « Senator Javits », box 819, Name files, National Security Council, Nixon papers, NARA.

Nixon et Kissinger³⁵. Aucune de ces solutions ne rencontra le succès escompté. Nixon se tourna donc du côté des leaders juifs.

Il apparaît évident que le président imagina pouvoir compter sur la gratitude des Juifs pour sa politique israélienne afin d'en obtenir des concessions – n'avait-il pas en effet rejeté le Plan Rogers et débloqué une aide financière et militaire jusque-là inégalée pour Israël ? Il compta aussi très certainement sur l'influence de son ami Max Fisher, un des fondateurs du *Committee to Reelect the President*, mais aussi magnat du pétrole et président du *Council of Jewish Federations and Welfare Funds*. Il semble rétrospectivement naïf de la part de Nixon d'avoir pensé qu'il pouvait capitaliser sur ces seuls avantages à l'égard de la communauté juive américaine pour neutraliser l'amendement, alors même que la coalition était loin de se réduire aux seuls Juifs. La détermination de la Maison blanche à convaincre l'*establishment* juif d'abandonner son soutien et son absence de contre-lobbying à l'égard des autres membres de la coalition démontrent sa conviction, peut-être teintée d'antisémitisme, que les organisations juives étaient ses protagonistes les plus influents³⁶. Nixon s'attendait sans doute à ce que les organisations juives soient aussi fortes et déterminées qu'elles l'avaient été préalablement à l'occasion des combats engageant les intérêts d'Israël, et a dû imaginer que s'il parvenait à convaincre les dirigeants juifs de retirer leur soutien à l'amendement, la coalition s'effondrerait d'elle-même. Cette surestimation par le président du pouvoir de l'*establishment* affecta la perception qu'en eurent les autres acteurs : elle donna l'impression que les dirigeants juifs étaient omnipotents aux opposants de l'amendement, et au contraire, qu'ils pouvaient céder à toute pression à ses partisans.

³⁵ « Memo for Honorable Kissinger and Schultz from William Pearce », September 16, 1973, box 25, White House files, Garment Papers, Library of Congress.

³⁶ Barber Conable : « [le président et Kissinger] n'ont pas compris que la clause de la nation la plus favorisée n'était pas seulement contestée par la communauté juive, mais par une coalition impressionnante », *National Journal*, 24 novembre 1973.

À chaque fois qu'un événement international de taille eut lieu en 1973, Nixon invita les leaders juifs à la Maison Blanche pour les persuader de quitter la coalition. Ceux qui étaient conviés étaient prioritairement ceux qui en étaient les plus proches et qui n'avaient jamais participé directement à la campagne de soutien aux Juif soviétiques. La délégation juive était donc habituellement composée des leaders les plus influents – Fisher, Jack Stein, le président de la CPMAJO, et un ou plusieurs dirigeants des organisations de l'*establishment* –, auxquels venait quelquefois se joindre un représentant de la NCSJ. Comprenant que cette dernière était relativement faible, l'équipe de Nixon pensait qu'il serait plus efficace de s'entretenir avec ses interlocuteurs habituels, qui se chargeraient ensuite de rétablir l'ordre dans leurs rangs. Ils sous-estimèrent ainsi le dévouement des membres de la NCSJ et des *grass-roots* à leur cause, et le pouvoir que ceux-ci détenaient sur leur direction. Sous la pression de la Maison Blanche, certains leaders juifs furent près de retirer leur soutien, mais, contrairement à la légende parlementaire, ils ne purent jamais se désolidariser complètement de Jackson.

Une première rencontre eut lieu à la Maison Blanche le 19 avril 1973 entre Nixon et 14 dirigeants de la communauté³⁷. Le président les assura à cette occasion que la taxe soviétique avait été suspendue et essaya de les convaincre que l'amendement devait être retiré. Après cette rencontre très médiatisée, trois d'entre eux rendirent public un communiqué où la mention de l'amendement avait été délibérément omise. Les organisations *grass-roots*, pensant que les leaders juifs avaient cédé à la pression présidentielle, passèrent le week-end de Pessah qui suivit à harceler par téléphone les dirigeants communautaires et à publier des articles dans la presse communautaire condamnant cette rencontre. La NCSJ n'eut d'autre choix que de prendre ses distances à l'égard de Fisher et de ses acolytes, et d'exprimer son soutien renouvelé à l'amendement³⁸. Ce cafouillage des autorités de la communauté fut particulièrement nuisible à leur image. Une

³⁷ Cassette n°123-1, Nixon archival project, National Archives.

³⁸ Box 3, NCSJ archives, American Jewish Historical Society.

séquence très similaire eut lieu lorsque le président invita Fisher et Stein à un dîner en l'honneur de Brejnev à la Maison Blanche en juin 1973. Tous deux acceptèrent en effet l'invitation, prétendant qu'ils saisiraient l'occasion pour soulever la question du sort des Juifs soviétiques. Une nouvelle fois, les *grass-roots*, soutenus par la NCSJ, descendirent dans la rue. Sous la pression, les leaders de l'*establishment* furent conduits à renouveler malgré eux leur soutien à l'amendement. Mais ce n'est qu'à l'occasion de la guerre de Kippour que la tension entre leaders juifs proches du pouvoir et organisations pleinement consacrées à la cause des Juifs soviétiques atteignit son apogée. L'*establishment* crut alors que s'il persistait à s'opposer à la détente, Nixon les menacerait de différer ou de suspendre l'aide militaire et économique dont l'État hébreu avait alors tant besoin. La Maison Blanche joua sur cette peur et eut recours à un véritable chantage politique. Kissinger exigea même de Golda Meir, alors Premier ministre, qu'elle obtienne de l'*establishment* qu'il cesse de soutenir l'amendement, ce que ni elle ni son ambassadeur, Yitzhak Rabin, ne consentirent à faire³⁹. Le 2 novembre 1973, Leonard Garment demanda encore une fois à Fisher et Stein de convaincre Jackson de retirer son amendement. Tous deux, ainsi que deux autres leaders, accédèrent à cette demande, prétendant que les intérêts vitaux d'Israël étaient en jeu. Le nouveau président de la NCSJ, Stanley Lowell, lui, refusa de céder au chantage⁴⁰. Une fois encore, la pression de la Maison-Blanche avait échoué.

À trois reprises, comptant sur la sensibilité juive américaine à l'égard d'Israël, Nixon essaya de jouer sur les maillons les plus faibles de la communauté juive, qui étaient aussi ses alliés les plus proches dans une communauté très majoritairement démocrate. Mais, à trois reprises, ce lobby inversé connut l'échec en raison de la détermination d'organisations intégralement consacrées à la cause des Juifs soviétiques. La mauvaise perception du pouvoir de la communauté juive par la Maison Blanche tenait

³⁹ RABIN (Yitzhak), *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown and Co., 1979, p. 230, et interview de Nechemiah Levanon, 24 octobre 2002, Kfar Blum.

⁴⁰ Box 3, NCSJ archives, American Jewish Historical Society.

donc également largement à une surévaluation de son centralisme. L'équipe de Nixon avait sous-estimé les divisions internes de la communauté qui rendaient très difficile à des dirigeants soumis à la discipline exécutive de faire accepter leur décision aux échelons inférieurs. En 1974, la seule option qui restait à un président englué dans le scandale du Watergate et à son successeur était de négocier directement avec Jackson la nature des assurances qu'il souhaitait recevoir des Soviétiques pour neutraliser son amendement. Une option qui se termina elle aussi par un échec pour l'administration comme de nombreux mémoires et études le montrèrent ultérieurement⁴¹.

Il est indéniable que le rôle qu'a joué le lobby juif dans l'adoption de l'amendement Jackson-Vanik est moins spectaculaire que sa réputation n'aurait pu le laisser croire. Ce rôle fut cependant loin d'être négligeable. La difficulté que rencontre l'historien dans son évaluation de cette influence tient à la dimension purement diasporique de cette mobilisation juive américaine, ainsi qu'à la participation de nouveaux acteurs nés au tout début de la campagne d'aide aux Juifs soviétiques. Si l'on cesse de considérer la communauté juive comme un tout unifié, une analyse plus fidèle à la réalité peut être proposée. Trois types d'acteurs doivent être alors distingués pour leur rôle et leur détermination respectifs dans la bataille législative. Tout d'abord, les organisations *grass-roots* : leur action fut décisive durant la phase de formulation du *linkage*, ce qui a été totalement négligé jusqu'à présent, et leur soutien à Jackson fut exemplaire. Nouvelles venues à Washington, elles eurent cependant tendance à être reléguées au second rang à partir de 1973. Le second acteur est bien évidemment la NCSJ dont la direction a elle aussi soutenu l'amendement durant toute la durée de la bataille et a effectué un lobbying notable tant au sein du Congrès qu'à l'extérieur. Mais sa dépendance à

⁴¹ Voir STERN, mais aussi NIXON (Richard), *Mémoires*, Paris, Stanké, 1978, et KISSINGER (Henry), *Les années orangeuses*, Paris, Fayard, 1982, p. 1196-1208.

l'égard des organisations membres qui la constituaient laissa penser qu'elle était indécise et soumise au bon vouloir des leaders les plus en vue de l'*establishment*. Ceux-ci représentent le troisième groupe juif, rassemblant les sympathisants de Nixon et ses alliés de l'*establishment* qui ont refusé de sacrifier leur accès à la Maison Blanche et de mettre en danger l'aide américaine à Israël en soutenant Jackson-Vanik. La très large couverture médiatique de leurs hésitations donna l'impression que leur attitude était représentative de toute la communauté, bien que cela fût loin d'être le cas. Les organisations juives, conduites par les plus innovantes d'entre elles, jouèrent donc un rôle notable, aux côtés d'assistants parlementaires audacieux, dans l'adoption de cet amendement qui allait très vite condamner la détente.

Students for a Democratic Society

ou le centre du réseau de la
Nouvelle Gauche américaine
dans les années 1960

CAROLINE ROLLAND-DIAMOND¹

Vaste mouvement d'opposition au système politique et social américain apparu entre le milieu des années 1960 et le début des années 1970, la Nouvelle Gauche se présentait comme un réseau d'organisations contestataires variées, une mouvance regroupant des jeunes issus des classes moyennes, souvent étudiants, autour de la critique de la politique des administrations Johnson et Nixon et de l'ambition de créer une contre-société sur le plan social, culturel et politique. Au-delà de cette communauté de valeurs, la Nouvelle Gauche se caractérisait par sa souplesse organisationnelle et sa fluidité programmatique et idéologique, reflétée dans l'appellation « Mouvement » dont se réclamaient les jeunes contestataires de l'époque. Né de l'activisme d'une poignée de groupes étudiants aux effectifs limités, ce mouvement de contestation se développa rapidement pour mener le pays, en l'espace de quelques années, aux portes de l'affrontement violent entre deux camps opposés, l'un parlant le langage de la révolution, l'autre celui de la défense de l'ordre établi. Peinant à trouver une parade à la progression numérique et à la radicalisation de ce phénomène contestataire d'un nouvel ordre, le gouvernement américain décida de concentrer ses efforts sur les *Students for a Democratic Society*, principale organisation étudiante blanche de l'époque et maillon essentiel du réseau de la Nouvelle Gauche, en raison

¹ Professeur agrégée d'histoire et ATER à l'Université de Lille 3, l'auteur termine actuellement un doctorat d'histoire sur le Mouvement étudiant à Chicago à l'époque de la guerre du Vietnam (1965-1973), sous la direction d'André Kaspi, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

de son importance numérique et géographique, de son influence idéologique et de sa capacité mobilisatrice. Dès 1969, l'organisation étudiante SDS faisait l'objet d'une enquête de la commission sur la sécurité intérieure de la Chambre des Représentants, tandis que les activités de ses membres étaient devenues depuis déjà quelques années la cible d'une répression ouverte et secrète².

Confronté aux mêmes difficultés que les autorités de l'époque pour appréhender la Nouvelle Gauche dans toute sa diversité et sa complexité, cet article suivra la même logique pour étudier comment le SDS³, petit groupe étudiant du Middle West de quelques dizaines de membres, est devenu le centre d'un vaste réseau contestataire aux ramifications nationales, capable de mobiliser des centaines de milliers de personnes contre le pouvoir. De fait, l'éclatement de l'organisation en 1969 marqua le début du déclin du Mouvement qui se solda, quelques années plus tard, par l'épuisement de la contestation et le retour au calme sur les campus.

L'organisation *Students for a Democratic Society* (SDS) fit son apparition sur les campus du Middle West et de la côte nord-est en janvier 1960 lorsque la branche estudiantine de l'ancienne ligue social-démocrate *League for Industrial Democracy*, décida de changer de nom pour attirer un nouveau vivier d'étudiants, dynamiques et actifs, autour de la lutte contre la pauvreté, le chômage, le racisme, la défense des droits civiques et la dénonciation de la politique étrangère américaine. Quatre mois plus tard, le SDS convoquait une conférence sur les droits civiques dans le Nord qui

2 Sur la répression de la Nouvelle Gauche, voir principalement les ouvrages de GOLDSTEIN (Robert), *Political Repression in Modern America: 1870 to the Present*, New York, Schenkman Publishing Company, 1978 ; DONNER (Frank), *Protectors of Privilege: Red Squads and Police Repression in Urban America*, Berkeley, University of California Press, 1990.

³ La principale source sur le SDS, les *SDS Papers* ou documents officiels de l'organisation, se trouve à la *Wisconsin State Historical Society*, Madison, Wisconsin, États-Unis. La référence obligée pour toute étude sur l'organisation est l'étude monumentale de SALE (Kirkpatrick), *SDS*, New York, Random House, 1974.

connut un certain succès à la faveur du fort intérêt suscité par le renouveau du mouvement des droits civiques du Sud.

Déterminée à être présente sur tous les fronts de l'activisme étudiant renaissant de ce début des années soixante⁴, l'organisation participa à des manifestations de protestation contre la reprise des essais nucléaires et lança un projet de recherche et d'éducation sur les problèmes de la paix (*Peace Research and Action Project*)⁵. Ses efforts pacifistes ne connurent cependant qu'un succès mitigé, et l'organisation préféra se concentrer sur la défense des droits civiques. Le SDS se dépensa ainsi sans compter, au niveau local, pour organiser des actions antiségrégationnistes et recueillir des fonds en soutien aux activités du *Student Non-Violent Coordinating Committee*, la jeune organisation militante des droits civiques née en 1960. Le SDS fut l'une des premières organisations à dénoncer l'intervention américaine au Vietnam en manifestant, aux côtés de la *Student Peace Union*, dès octobre 1963, lors de la visite à New York de la belle-sœur du président sud-vietnamien, Ngo Dinh Diem. Malgré quelques autres petites manifestations, les instances dirigeantes du SDS ne s'intéressaient encore que peu au Vietnam et privilégiaient l'action au profit des populations défavorisées du pays, en particulier des habitants des ghettos des grandes villes. Ainsi dès septembre 1963, le SDS lança le projet *Economic Research and Action Project*, visant à envoyer une centaine d'étudiants et de jeunes volontaires organiser les ghettos de dix grandes villes⁶. Les jeunes activistes partirent habiter parmi les populations noires pour les aider à trouver un emploi, un logement décent ou encore à scolariser leurs enfants. Devant les difficultés rencontrées, le projet fut contraint de limiter

⁴ Sur la renaissance de l'activisme étudiant au début des années soixante, voir notamment ANDERSON (Terry H.), *The Movement*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 43-86 ; TEODORI (Massimo) ed., *The New Left: A Documentary History*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, 1969, p. 15-53.

⁵ GRANJON (Marie-Christine), *L'Amérique de la Contestation : les Années soixante aux États-Unis*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985, p. 186.

⁶ Sur L'ERAP, voir *SDS Papers*, microfilm 2a et SALE (K.), *op.cit.*, p. 117-150.

ses ambitions et de se recentrer sur une poignée de villes, mais il réussit à perdurer toute l'année 1964 grâce notamment aux encouragements d'intellectuels de renom tels A.J. Muste ou I.F. Stone, qui contribuèrent à accroître la notoriété de la jeune organisation.

Dès ses premières actions sur le terrain, l'organisation commença à attirer un nombre croissant d'étudiants. De 200 membres à la fin de l'année 1960, l'effectif atteignit 575 l'année suivante, répartis entre vingt campus, et quelque 1 365 membres cotisants sur 41 chapitres à la fin de l'année 1964⁷. Les nouveaux membres étaient attirés par l'activisme militant de ce nouveau groupe, qui rompait avec l'apathie politique caractéristique de la quasi-totalité des campus dans les années 1950, dont ils avaient entendu parler par des amis ou dans les pages des journaux étudiants de leurs campus. L'influence de l'organisation ne se limitait cependant pas à cette croissance substantielle de son effectif : sans pour autant officiellement y adhérer, nombre d'étudiants et de groupes activistes prirent à cette époque l'habitude de répondre aux appels à la mobilisation du SDS et surtout de se tourner vers l'organisation pour trouver un support théorique cohérent et une analyse critique de la société américaine.

Stimulé par son activisme multiforme, le SDS entreprit de se doter d'un manifeste qui résumerait ses convictions. La Déclaration de Port Huron (*Port Huron Statement*), adoptée lors de la convention de l'organisation en juin 1962 à Port Huron (Michigan), devint rapidement le document de référence de la Nouvelle Gauche. La première édition du document publié à 20 000 exemplaires fut épuisée en deux ans. Rééditée à 20 000 exemplaires à la fin de l'année 1964, elle fut de nouveau épuisée au bout de deux ans⁸. Affichant d'emblée sa différence par rapport à la gauche traditionnelle marxiste et libérale, cette profession de foi reposait sur des valeurs humanistes et sur le thème clé de la « démocratie de

⁷ *Ibid.*, p. 29 et p. 35.

⁸ GRANJON, *op. cit.*, p. 188.

participation » (*participatory democracy*) pour revendiquer une société plus juste, plus fraternelle, plus égalitaire, plus morale⁹.

Plaçant l'homme au cœur de son projet réformiste, le SDS se voulait ouvert à tous ceux qui partageaient ses idéaux. Aussi refusa-t-il d'exclure de ses rangs les sympathisants communistes désireux de participer à ses activités, provoquant une crise avec son organisation mère¹⁰ et les premières suspicions des autorités quant à la nature subversive de l'organisation. Loin d'avoir des visées hégémoniques sur la Nouvelle Gauche étudiante naissante, le SDS préférait les actions menées en collaboration avec d'autres groupes, dans le respect de la différence et de l'indépendance de chacun. N'ayant pas l'ambition d'être présent sur tous les terrains, son action se limitait souvent à soutenir l'activisme d'autres organisations¹¹, en leur fournissant des analyses et des informations par le biais de ses bulletins, ainsi qu'un forum de discussion et de rencontre dans ses colloques et conventions. Cette ouverture aux influences extérieures était inscrite dans la structure même de l'organisation, puisque des sièges étaient réservés, avec voix consultative, aux principaux groupes au sein du Conseil national, principale instance dirigeante du SDS chargée de définir son programme et sa stratégie¹². Cette attitude contribua à renforcer la popularité de l'organisation auprès des jeunes activistes et à faire du SDS, à l'approche de l'année 1965, l'un des principaux porte-parole de la Nouvelle Gauche étudiante.

⁹ Ce texte fut complété l'année suivante par *America and the New Era*, plus critique à l'égard de l'Administration Kennedy accusée de trahir les idéaux fondateurs de la démocratie américaine.

¹⁰ Après des mois de tensions, le SDS finit par rompre avec la *League for Industrial Democracy*, qui regroupait des intellectuels libéraux très anticommunistes, et à devenir totalement autonome à l'été 1965.

¹¹ À l'automne 1964, le SDS envoya ainsi un télégramme de soutien au *Free Speech Movement* de Berkeley qu'il contribua à faire connaître dans tout le pays grâce aux nombreux articles qu'il lui consacra dans son *Bulletin*. SALE (K.), *op.cit.*, p. 168-169.

¹² Constitution du SDS, Article IV, Section 6.

L'annonce, le 7 février 1965, du début des bombardements américains sur le Vietnam du Nord, conféra à la lutte contre la guerre du Vietnam une importance accrue. Professeurs, pacifistes radicaux et étudiants multiplièrent les actions de protestation (*teach-ins*, destruction par le feu de livrets militaires, manifestations) contre la politique américaine. Dans ce contexte, le SDS, initiateur des actions de protestation les plus ambitieuses, faisait de plus en plus figure d'avant-garde et de centre de la contestation, un rôle désormais reconnu par les médias nationaux : le 15 mars 1965, à la veille de la première manifestation nationale contre la guerre du Vietnam à Washington D.C., organisée à l'instigation du SDS¹³, le *New York Times* consacra son premier article au groupe étudiant qu'il présentait comme « la principale organisation de la Nouvelle Gauche ». A partir de cette date, le SDS ne cessa de faire l'honneur des médias¹⁴ jusqu'à son éclatement en 1969. Forte de cette notoriété croissante et de son activisme grandissant, l'organisation continua d'attirer des étudiants toujours plus nombreux, désireux de lutter contre la guerre du Vietnam. Cet afflux de nouveaux membres s'accéléra après l'appel à une deuxième marche sur Washington en novembre 1965, encore plus suivi que le premier¹⁵, ainsi qu'à partir de l'année 1966, avec l'organisation de manifestations contre le *Selective Service System*, le service de

¹³ La manifestation du 17 mars 1965 réunit entre 20 000 et 30 000 personnes de toutes tendances. Voir CHATFIELD (Charles), *The American Peace Movement: Ideals and Activism*, New York, Twayne Publishers, 1992, p. 124.

¹⁴ Sur les relations entre le SDS et les médias, voir GITLIN (Todd), *The Whole World Is Watching: The Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press, 1980.

¹⁵ Le 27 novembre 1965, quarante mille personnes répondirent à l'appel du SDS. Estimations du *Guardian* citées dans SALE (K.), *op.cit.*, p. 242.

recrutement de l'armée¹⁶, et d'actions contre la complicité des universités avec le complexe militaro-industriel, en particulier le recrutement direct sur les campus des différents corps de l'armée américaine et de la CIA et d'entreprises comme Dow Chemical, fabricant du napalm. L'organisation passa de 4 300 membres répartis en 124 chapitres en décembre 1965¹⁷ à quelque 7 000 membres cotisants présents sur 350 campus, auxquels il convient d'ajouter entre 80 et 100 000 sympathisants¹⁸.

L'importance du SDS ne se résumait cependant pas au nombre de ses adhérents ou sympathisants : poursuivant ses efforts de théorisation et d'analyse du système américain, le SDS lança en 1966 le *Radical Education Project* visant à permettre une discussion au sein du mouvement et à définir une idéologie et une stratégie à suivre. Ce projet servit de tribune aux différents courants existant au sein de l'organisation et de moyen de diffusion des analyses du SDS dans le reste de la Nouvelle Gauche. Dans la même optique, le groupe créa une publication à la parution irrégulière, le plus souvent bimensuelle, *New Left Notes*, qui vint compléter le travail d'information des *Bulletins* par une contribution plus théorique. Ces publications étaient loin d'être seules dans la pléthore de lettres d'information, de bulletins, de prospectus ou de brochures qui apparut progressivement à mesure que les jeunes activistes de la Nouvelle Gauche se rendirent compte qu'ils ne pouvaient compter sur les médias nationaux ou locaux établis pour diffuser leur message et faire connaître leurs actions et qu'ils devaient créer leurs propres moyens de transmission des informations, mais elles s'en distinguaient par leur audience et leur influence : destinées avant tout à faciliter le fonctionnement du SDS au niveau national en favorisant la cohérence des actions locales et en

¹⁶ Le SSS voulait imposer aux étudiants un examen national destiné à tester leurs connaissances et à les classer en fonction de leur niveau, les étudiants les plus faibles étant appelés à partir se battre au Vietnam. Devant l'ampleur des protestations, le SSS renonça à ce système dès l'année suivante.

¹⁷ SALE (K.), *op.cit.*, p. 246.

¹⁸ *Ibid.*, p. 479.

donnant aux membres isolés sur leur campus le sentiment d'appartenir à une organisation nationale puissante, elles permirent également aux jeunes activistes membres d'autres organisations ou affiliés à aucun groupe particulier de se tenir au courant des actions organisées dans le reste du pays et de trouver des réponses à leurs questions sur l'analyse du système américain, la stratégie et la tactique à suivre ou les alternatives possibles au système.

L'audience de l'organisation se développa également en cette deuxième moitié des années 1960 en raison du refus du SDS de se consacrer uniquement au Vietnam et de renoncer aux autres terrains de contestation. Ce refus du *single-issueism* correspondait à une longue tradition remontant aux premières années de l'organisation, issue du débat opposant le camp de l'activisme universitaire (*campus organizing*) aux tenants de l'action dans les ghettos (*community organizing*), ainsi qu'à une radicalisation des analyses et des stratégies et tactiques. Désormais convaincu de la corruption du système entier et de la nécessité d'un changement radical global, le SDS ne pouvait logiquement envisager de concentrer ses activités sur un seul domaine. Alors qu'il faisait figure de centre de la contestation contre la politique américaine au Vietnam, le SDS refusa donc à la fin 1965 de se transformer en groupe pacifiste : il poursuivit ses actions contre la guerre, notamment en créant des syndicats de résistance à la conscription (*draft resistance unions*), mais décida surtout de recentrer son action sur les campus pour y défendre les droits des étudiants (*student power*), sans pour autant renoncer au soutien à la cause des minorités ethniques et raciales, tant dans les universités que dans les autres sphères de la société.

Cette attitude eut pour double effet d'ancrer le SDS au cœur du réseau de la Nouvelle Gauche, dont il reflétait bien la diversité, et d'accentuer ses tensions internes et ses problèmes organisationnels. De 1965 à l'automne 1967, le SDS s'imposa progressivement comme la référence obligée de toutes les actions de contestation : ses militants étaient en effet présents

quasiment sur chaque terrain de la contestation dans l'ensemble du pays¹⁹ et l'organisation jouait un rôle crucial et non égalé dans la diffusion des informations et des analyses et dans la coordination des actions menées sur le terrain, contribuant à donner aux membres et sympathisants de la Nouvelle Gauche le sentiment d'appartenir à un Mouvement, vaste et diversifié, doté d'une véritable puissance de mobilisation. À la même période, la faiblesse des résultats obtenus contribua à faire évoluer le SDS vers une position plus radicale de résistance active au système, tournant définitivement le dos au réformisme des premières années : le refus de l'Administration Johnson de mettre un terme au conflit, les révélations des intérêts financiers liant les universités les plus prestigieuses au complexe militaro-industriel, la persistance du racisme dans la société américaine et notamment dans les universités finirent de convaincre la majorité des membres de l'organisation de la corruption de l'ensemble du système sociopolitique et économique et de la nécessité d'une révolution. Cette évolution théorique consacra l'évolution du SDS vers les idéologies marxistes traditionnelles : dans le contexte de la popularité croissante du président Mao et de son *Petit Livre Rouge*, de Lénine, Che Guevara et des mouvements tiers-mondistes, l'organisation, faute d'avoir véritablement réussi à développer sa propre idéologie pour étayer sa conception des étudiants comme nouvelle classe ouvrière, moteur de la révolution sociale, vit se développer en son sein un clivage entre un courant tiers-mondiste, favorable à un soutien à Ho Chi Minh et un courant maoïste défendant le rôle de la classe ouvrière et centré autour des membres du *Progressive*

¹⁹ Initialement composée d'étudiants des grandes villes de la côte est et du Middle West, l'organisation vit arriver en son sein, à partir de la fin 1965, une nouvelle vague d'adhérents du sud et de l'ouest du pays. Rapidement majoritaires, ces nouveaux membres contribuèrent à imposer le « *Prairie Power* » (ou pouvoir de la prairie, en référence aux origines plus rurales des étudiants) dans l'organisation, une approche moins conceptuelle et davantage basée sur l'action directe, plus ouverte aux influences de la contre-culture.

Labor Party (PLP)²⁰. Cette opposition idéologique, apparue avec la radicalisation des analyses et des stratégies du SDS et exacerbée par des conflits de personnalités, se renforça à partir de l'été 1968 alors que la multiplication des foyers de la contestation laissait entrevoir la possibilité du bouleversement social et politique tant attendu des jeunes activistes du SDS et du reste du Mouvement.

L'identification du SDS avec la Nouvelle Gauche atteignit son apogée au moment des événements de l'université Columbia : présent sur ce campus depuis 1966, le SDS prit, en avril 1968, la tête des manifestations de protestation contre la complicité de l'université avec la machine de guerre américaine²¹ et contre le projet d'expansion (construction d'un gymnase) de l'université dans le quartier noir environnant de Morningside Heights. Sous la direction de Mark Rudd, président de la section locale du SDS sur le campus, les étudiants radicaux tentèrent de mettre en application la guérilla révolutionnaire universitaire : ils s'emparèrent de plusieurs bâtiments, séquestrèrent un doyen et proclamèrent leurs demandes. Refusant de céder à la pression, le président de l'université, Grayson Kirk, fit appel à la police pour déloger les occupants, un geste qui provoqua la radicalisation des étudiants (activistes ou non) et du corps enseignant, ainsi qu'une grève des cours de deux mois, à l'issue de laquelle le président démissionna de ses fonctions et son remplaçant accéda aux demandes des étudiants.

Les événements de Columbia accrurent encore davantage la notoriété du SDS qui y joua le rôle le plus actif : chaque décision, chaque parole, chaque geste des jeunes activistes étaient scrutés par la centaine de journalistes présents sur le campus pour couvrir l'affrontement entre

²⁰ L'organisation maoïste à l'audience très limitée (à peine un millier de membres en 1966) décida que ses membres devaient adhérer au SDS et se servir de l'organisation comme tribune pour promouvoir leurs thèses parmi la jeunesse.

²¹ Le SDS critiquait la participation de l'université à l'*Institute for Defense Analysis* et son rôle dans la recherche militaire réalisée pour le compte du Pentagone. Sur les événements de Columbia, voir ANDERSON (T.), *op.cit.*, p. 194-203.

l'organisation révolutionnaire et l'administration de la célèbre institution de l'Ivy League. L'effet de cette couverture médiatique intense ne se fit guère attendre. Dès le mois de mai, les nouveaux adhérents affluèrent dans l'organisation qui passa alors de 40 000 membres au printemps 1968 à près de 100 000 à l'automne²². La position centrale du SDS au sein du Mouvement se renforça également pendant ces événements en raison de l'alliance entre ses membres et les étudiants noirs de Columbia, regroupés au sein de la *Student Afro-American Society* (SAS). Au-delà de leur union autour de revendications immédiates communes (renoncement au projet de gymnase, retrait de l'université de l'IDA), les deux groupes partageaient la même vision : à travers l'université de l'Ivy League, les étudiants s'attaquaient à l'un des piliers du système responsable à la fois de la ghettoïsation des habitants de Harlem et de la mort de milliers de personnes au Vietnam. Symbole d'un combat plus vaste, Columbia était considérée comme le point de départ d'un assaut concerté contre le système établi, prélude à la révolution. Cette alliance *ad hoc* entre groupes d'étudiants blancs et noirs à Columbia est instructive à deux égards : de courte durée²³, elle témoigne des tensions croissantes entre les deux branches du Mouvement depuis la radicalisation des groupes d'activistes noirs à la fin de l'année 1966, mais elle démontre également le statut particulier du SDS au sein de la Nouvelle Gauche, seule organisation blanche capable et désireuse de collaborer avec le mouvement noir. Depuis qu'à l'été 1966, le SNCC, sous l'influence de son nouveau président, Stokely Carmichael, avait renoncé à la voie modérée et non-violente pour appeler de ses vœux l'avènement d'un Pouvoir noir, les groupes afro-américains s'étaient engagés dans la voie du nationalisme et du séparatisme et refusaient de collaborer avec les groupes d'étudiants

²² ROBERT (Frédéric), *La Nouvelle Gauche Américaine : Faits et Analyses*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 120.

²³ Très vite, la SAS, soucieuse de ne pas perdre son indépendance dans la confrontation avec l'université, demanda aux étudiants du SDS de quitter le bâtiment que les deux groupes occupaient ensemble pour prendre le contrôle d'un autre, ce que fit le SDS local.

blancs, considérés eux aussi comme les représentants d'un système oppresseur et raciste. Cependant, au-delà de la rhétorique des leaders des organisations noires au niveau national, sur le terrain, une collaboration resta possible, en particulier avec le SDS, autour d'actions communes ponctuelles, comme dans l'exemple de Columbia. Depuis sa création, le SDS avait toujours considéré le SNCC comme son modèle dont il avait adopté certaines caractéristiques – démocratie de participation, personnalisme politique, action directe – et de nombreux membres du SDS avaient fait leur apprentissage de l'engagement militant dans les rangs du SNCC dans le Sud. Ces relations privilégiées entre les deux organisations avaient perduré au fil des années, sous l'effet conjugué du refus du SDS de se consacrer uniquement à la lutte contre le Vietnam et de la radicalisation des deux mouvements, et s'étaient étendues à l'organisation nationaliste révolutionnaire du *Black Panther Party*. Dans ce contexte, le SDS était, au moment des événements de Columbia, la seule organisation encore capable de développer une alliance avec les radicaux noirs et, à ce titre, elle cristallisa d'une part les espoirs de bon nombre d'activistes de l'époque et, d'autre part, les craintes et l'hostilité du pouvoir à tous les niveaux.

Déjà sous étroite surveillance depuis les premières manifestations contre la guerre du Vietnam, le SDS devint à partir de l'occupation de Columbia la cible privilégiée de la répression multiforme qui s'abattit alors sur le Mouvement²⁴. La révolte des étudiants new-yorkais et leur capacité à s'attaquer à un symbole de l'*establishment* finirent de convaincre les autorités de la dangerosité de la Nouvelle Gauche et en particulier du SDS, mais leur firent également prendre conscience de leur ignorance face à cette contestation grandissante. Pour remédier à cette situation, le *Federal*

²⁴ Sur la répression du SDS et des autres groupes du Mouvement, voir principalement CHURCHILL (Ward) and VANDER WALL (Jim), *The Cointelpro Papers*, South End Press, 1990 ; GOLDSTEIN (Robert), *Political Repression in Modern America: 1870 to the Present*, New York, Schenkman Publishing Company, 1978 et DONNER (Frank), *Protectors of Privilege: Red Squads and Police Repression in Urban America*, Berkeley, University of California Press, 1990.

Bureau of Investigation créa une nouvelle branche du *Counter-Intelligence Program* (COINTELPRO), son programme de surveillance et de renseignements, visant spécifiquement à neutraliser la Nouvelle Gauche et ses principaux activistes²⁵. Ce programme vint compléter les dispositifs de surveillance existants, principalement au niveau local, dans les grandes villes du pays les plus touchées par la contestation, notamment Los Angeles, San Francisco, New York ou encore Chicago. L'arsenal répressif se renforça encore davantage l'année suivante avec le lancement d'une enquête parlementaire sur le SDS par le Comité sur la sécurité intérieure de la Chambre des Représentants²⁶, prélude à d'éventuelles comparutions de certains de ses membres. Après les événements de Columbia, les autorités fédérales et locales étaient particulièrement inquiètes par la perspective d'une alliance entre le SDS et le mouvement nationaliste noir, dans le contexte de la série des émeutes raciales qui enflammèrent les ghettos de plusieurs villes américaines après l'assassinat de Martin Luther King, Jr. le 4 avril 1968. Source d'inquiétude pour le pouvoir américain, le rapprochement idéologique entre les étudiants du SDS et les activistes noirs autour d'aspirations à une révolution où les activistes noirs joueraient le rôle d'avant-garde, n'allait cependant pas sans susciter de tension au sein des organisations concernées et en particulier du SDS.

Les membres du SDS étaient nombreux à considérer que, loin de résider entre les mains des jeunes noirs des ghettos des grandes villes, l'avenir et le succès de la révolution passaient par le soutien de la classe ouvrière américaine. Pour les tenants de l'orthodoxie marxiste, le SDS devait cesser de considérer le *Black Panther Party* comme son modèle et ne plus l'assister dans ses actions. Ce clivage majeur au sein de l'organisation était

²⁵ Mémoire du 14 mai 1968 du directeur du FBI ordonnant la création du *Cointelpro - New Left*. Reproduit dans CHURCHILL (Ward) and VANDER WALL (Jim), *op.cit.*

²⁶ *United States Congress, House of Representatives, Committee on Internal Security, Investigation of Students for a Democratic Society, Hearings, Ninety-first Congress, first session, June 3, 1969.*

redoublé par l'opposition entre les tenants de l'action violente et les défenseurs d'une approche plus modérée de la protestation. Ces derniers furent particulièrement effrayés par le nouveau visage du SDS qui se révéla lors des affrontements avec les forces de police de Chicago en marge des débats de la Convention nationale démocrate d'août 1968. Bien qu'il soit maintenant clair que la responsabilité de la violence perpétrée dans les rues de la ville à ce moment-là incombe en majeure partie à la police elle-même²⁷, il n'en reste pas moins que les activistes du SDS se distinguèrent par leur combativité et leur détermination à passer à l'attaque délibérée contre les symboles du système en place. Nombreux furent les étudiants qui commencèrent à prendre leurs distances vis-à-vis du principal groupe de la Nouvelle Gauche à partir de l'été 1968. L'effritement de sa base fut renforcé par le développement en son sein de tendances centrifuges minant l'intégrité de l'organisation : à partir de la mi 1968, les femmes actives au sein du SDS protestèrent ouvertement contre le rôle subalterne, souvent administratif, auquel les préjugés machistes des hommes les reléguaient : exaspérées de ne pas se voir confier de responsabilités plus élevées que celles de faire le café, taper ou envoyer le courrier, elles suscitèrent un débat animé qui conduisit à l'autocritique des hommes membres de l'organisation. Trop tardives, ces discussions ne parvinrent cependant pas à enrayer l'évolution du SDS vers l'éclatement : une majorité de femmes quitta l'organisation pour aller fonder leurs propres groupes féministes²⁸. Dans le même temps, les querelles idéologiques s'envenimèrent en un affrontement cristallisé en deux camps, celui des défenseurs de la rhétorique tiers-mondiste du *Revolutionary Youth Movement* (RYM) et celui des sympathisants de l'organisation maoïste du

²⁷ Voir Rapport de la commission nationale sur les causes et la prévention de la violence, *Rights in Conflict*, 1968.

²⁸ La principale organisation féministe fondée dans ce contexte fut la *National Organization of Women* (NOW). Sur le développement des organisations féministes, voir principalement EVANS (Sara), *Personal Politics: The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement and the New Left*, New York, Knopf, 1979.

Progressive Labor Party (PLP), qui conduisit, lors de la convention nationale de 1969 à l'éclatement de l'organisation. Les tendances issues de la scission perdurèrent encore quelque temps, mais malgré la notoriété de la plus connue d'entre elles, les *Weatherman*, elles n'atteignirent jamais l'influence du SDS du printemps 1968.

En quelques années, le SDS avait réussi à se hisser au rang de centre du réseau de la Nouvelle Gauche. Aussi son éclatement, en 1969, contribua-t-il à déstabiliser l'ensemble du Mouvement. Certes les protestations continuèrent, en particulier contre la guerre du Vietnam et son extension au Cambodge : la tragédie de Kent State suscita une mobilisation d'une ampleur sans précédent qui se prolongea tout au long de l'année universitaire 1970-1971. Cependant, en l'absence d'une organisation capable de remplacer le SDS comme centre névralgique et référence théorique de la Nouvelle Gauche, cette vague de protestation ne parvint pas à perdurer au-delà de l'émotion initiale causée par la mort des quatre étudiants. À partir de la disparition du SDS, le Mouvement se divisa en groupes identitaires (femmes, Noirs, Latinos, gays, défenseurs de l'environnement...), repliés sur la défense de leurs propres intérêts. Au début des années 1970, la vietnamisation du conflit, la visite de Nixon en Chine en février 1972, ainsi que la désintégration des *Black Panthers* sous le double effet de la répression et des querelles intestines finirent de fragmenter la Nouvelle Gauche et de détourner son attention vers d'autres centres d'intérêt. Enfin la récession économique des années 1969-1972 vint rappeler aux étudiants les vertus des études pour s'assurer un avenir prometteur, tandis que la victoire écrasante de Nixon face à McGovern aux élections présidentielles de novembre 1972 acheva de les convaincre de leur impuissance au niveau national et international et à détourner une grande majorité d'entre eux de la politique.

Les enjeux de l'implantation des congrégations françaises enseignantes au Mexique (1850-1950)

CAMILLE FOULARD¹

La Révolution française marque un coup d'arrêt à l'essor des Ordres monastiques mais non à celui des congrégations religieuses. Celles-ci revendiquent explicitement, en effet, une finalité sociale que leur permet leur statut : elles sont à la croisée institutionnelle de l'État, de l'Église et de la société². Le développement exponentiel des congrégations missionnaires françaises au XIX^e siècle répond à une nécessité double : apporter l'évangélisation dans les territoires non encore véritablement conquis par le christianisme tout en assurant l'encadrement social de la colonie. En France, après la séparation de l'Église et de l'État de 1905, les départs missionnaires deviennent massifs pour le Mexique d'autant que le Porfiriato intervient très peu dans l'organisation des activités des congrégations françaises. Toutefois, à partir de 1910, les effets de la révolution anticléricale rendent beaucoup plus difficile l'action congréganiste sur le territoire mexicain. Désormais, les religieux doivent faire face à une multiplicité d'acteurs politiques aux intérêts souvent contradictoires, avec au premier plan la France, qui considère les congrégations enseignantes comme un moyen efficace et peu onéreux pour la promotion de sa politique culturelle à l'étranger. Les religieux doivent également faire face ensuite au gouvernement mexicain qui voit dans l'implantation congréganiste française à la fois une ingérence

¹ Doctorante à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, boursière au CEMCA, prépare une thèse, sous la direction d'Annick Lempérière, sur les congrégations enseignantes françaises au Mexique au XIX^e–XX^e siècles.

² LANFREY (André), *Marcellin Campagnat et les frères maristes, instituteurs congréganistes au XIX^e siècle*, Paris, Don Bosco, 1999, p. 72.

étrangère et un frein à la mise en place de son propre réseau d'écoles. Enfin, à l'échelle internationale, une concurrence diffuse voit le jour entre la France, les États-Unis et plus marginalement l'Allemagne pour le partage du Mexique en zones d'influences culturelles³. À la fin des années 1930, il semble que les congrégations religieuses enseignantes françaises implantées au Mexique soient bien le lieu d'enjeux politiques qui dépassent de loin leur seule vocation spirituelle. Ce sont ces enjeux qu'il convient d'étudier afin de mieux appréhender, d'une part, le rôle des congrégations dans le contexte de l'histoire culturelle des relations internationales et, d'autre part, la relation *a priori* paradoxale que celles-ci entretiennent avec le gouvernement français dans le contexte de la séparation de l'Église et de l'État. Cette contradiction nous permet par ailleurs d'envisager à quel point les événements de 1905 relèvent d'un processus et non d'une rupture.

Installation des congrégations au Mexique

Les congrégations ont très tôt manifesté une propension marquée pour un apostolat missionnaire contribuant à la mise en œuvre d'une société chrétienne universelle. Toutefois, l'action menée par le gouvernement français en faveur de la sécularisation systématique des institutions éducatives et l'offensive contre les congrégations enseignantes au moment de la mise en application des lois Jules Ferry contraignent de nombreux congréganistes à partir définitivement. Certaines congrégations qui n'étaient pas missionnaires jusque-là, décident de s'internationaliser, accompagnant par ailleurs l'expansion colonisatrice de l'Europe⁴. Pendant

³ MARÈS (Antoine), « Puissance et présence culturelle de la France. L'exemple du service des Œuvres à l'Étranger dans les années trente », *Relations internationales*, 33, printemps 1983, p. 82.

⁴ Pour le Mexique, il s'agit surtout des Frères des Écoles Chrétiennes, des Pères Maristes, des Frères Maristes et des Sœurs Saint-Joseph de Lyon.

cette période, l'importance numérique des recrutements est d'abord soutenue par l'influence de la presse missionnaire qui diffuse sans discontinuer des exemples de fondateurs, créateurs d'images pour toute une génération de jeunes religieux et religieuses aspirant à une émancipation que la société civile ne leur offre pas⁵. L'internationalisation est aussi motivée par les contraintes engendrées par les nouvelles dispositions de la loi militaire du 15 juillet 1889. Celle-ci impose le service militaire universel mais prévoit que les jeunes gens établis à l'étranger hors d'Europe avant 19 ans puissent en être exemptés. Par ailleurs, s'ils rentrent en France après 30 ans, « ils ne seront soumis qu'aux obligations de leurs classes »⁶.

L'installation des congrégations enseignantes françaises dans le Mexique de Porfirio Diaz ne rencontre pas de difficultés majeures, l'Église nationale bénéficiant elle-même d'un régime de relative tolérance en dépit des Lois de réformes. L'expansion des congrégations dans les premières années qui suivent leur arrivée est d'ailleurs facilitée par la présence d'une colonie française importante sur le sol mexicain. Les congrégations ont alors un rôle d'encadrement social car elles doivent palier le manque de structures en place. L'aide matérielle et morale apportée par les congréganistes est considérée comme essentielle par le gouvernement français qui les sollicite pour améliorer les conditions de vie précaires des nouveaux migrants. Les religieuses en particulier prennent en charge les écoles, pensionnats, orphelinats, hôpitaux, hospices et asiles, secteurs pour lesquels elles sont souvent seules à avoir les compétences requises. Les missionnaires qui arrivent pour la première fois au Mexique dans les années 1900 sont tous originaires de la métropole. Fidèles aux principes fondateurs de leur apostolat, ils s'engagent à fonder au Mexique des écoles gratuites pour les enfants de toutes les catégories sociales. La finalité de l'éducation est

⁵ DUFORCQ (Élisabeth), *Les congrégations féminines hors d'Europe, de Richelieu à nos jours, histoire naturelle d'une diaspora*, tome 3, Paris, Librairie de l'Inde, 1991, p. 743.

⁶ LANFREY (André), *op. cit.*, p. 259.

d'assurer une insertion sociale jusque-là aléatoire. Sachant que les enfants pauvres peuvent rarement consacrer beaucoup d'années à leur scolarité, l'activité scolaire est conçue pour apporter les préceptes de base – à savoir la lecture, l'écriture et le calcul – et privilégie les apprentissages pratiques plutôt que la culture savante. Enfin, la formation religieuse des élèves, premier et principal soin des congréganistes, passe par l'enseignement de la prière, des commandements de Dieu et de l'Église. L'œuvre des Frères des Écoles Chrétiennes⁷ vise précisément, à terme, un plan de restauration religieuse et conçoit avant la lettre « une pastorale d'ensemble »⁸. Le recrutement des élèves se développe rapidement, surtout dans les centres urbains. Cette situation favorable s'explique par l'émergence d'une élite conservatrice ayant réussi son intégration sociale. Ainsi, au début du siècle, les Français du Mexique privilégient un enseignement religieux et humaniste au détriment de l'éducation laïque et technique qui prévalait auparavant et qui reviendra à la mode après 1920.

Le rayonnement des congrégations au Mexique

À partir de 1910, les congrégations françaises deviennent le centre d'enjeux politiques divergents et subissent de nombreuses violences rendant leur apostolat difficile. Dès le début de la Révolution, les congréganistes ne sont plus bienvenus sur le sol mexicain et la Constitution de 1917 institutionnalise l'anticléricalisme de la faction au pouvoir⁹. Ces mesures constitutionnelles ne sont pas novatrices en elles-mêmes ; elles avaient déjà été instaurées en 1857 et 1874. Cependant,

⁷ Les Frères des Écoles Chrétiennes sont l'une des congrégations françaises les plus représentées au Mexique.

⁸ POULAT (Émile), *Liberté, Laïcité, la guerre des deux France et le principe de modernité*, Paris, Éd. du Cerf, 1988, p. 410.

⁹ MEYER (Jean), *La révolution mexicaine 1910-1940*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 47.

dans la nouvelle Constitution, elles sont fortement radicalisées et appliquées systématiquement. Les religieux français sont doublement fustigés : en tant que membres de l'Église, ils deviennent une cible privilégiée des révolutionnaires qui considèrent cette dernière responsable de l'obscurantisme et du maintien des structures arriérées du pays. De plus, l'éducation que diffusent les congréganistes est perçue par le gouvernement mexicain comme une tentative d'expansion coloniale moderne de la part de la France, *via* la figure du cosmopolitisme, alors même que le pays cherche à se donner des repères culturels nationaux.

À partir des années 1920, les congrégations religieuses françaises représentent désormais un enjeu politique majeur pour le pouvoir étatique mexicain. Le gouvernement se donne pour objectif principal la modernisation du pays *via* le développement d'un nationalisme moderne sous-tendu par la centralisation de l'État et la mise en place de réformes économiques¹⁰. Pour le gouvernement, le catholique, avant tout loyal à Rome, ne peut être un bon citoyen. José Luis Vasconcelos, fondateur du ministère de l'Éducation publique en 1920, défend l'idée que l'éducation a pour fonction essentielle de valoriser l'esprit national¹¹. Vasconcelos souhaite, d'une part, réduire l'analphabétisme dans le monde rural en développant un réseau serré d'écoles primaires avec un nombre approprié de maîtres et, d'autre part, il crée des écoles d'enseignement technique afin de soutenir la réforme agraire. L'école rurale et technique a une portée globalisante : elle devient « un centre social de la communauté indigène »¹² qui doit regrouper l'enseignement mais aussi toutes sortes d'activités permettant l'intégration des Indiens à la nation par la familiarisation avec les démarches de production. Pour réaliser cette

¹⁰ MAE, Mexique (18), Affaires religieuses, télégramme de M. Lagarde, ambassadeur de France au Mexique, au ministre des Affaires étrangères le 1^{er} mars 1926.

¹¹ LEMPERIERE (Annick), *Intellectuels, État et société au Mexique au XX^e siècle, les clercs de la nation 1910-1968*, Paris, L'Harmattan, p. 48.

¹² *Ibid.*, p. 62.

entreprise d'acculturation nationale, l'enseignement en espagnol devient incontournable. En 1921, il devient obligatoire que toutes écoles soient tenues par des maîtres nationaux enseignant exclusivement les programmes mexicains. Les écoles congréganistes françaises semblent bien s'adapter dans l'ensemble aux programmes nationaux ; la plupart d'entre elles commencent à développer des enseignements techniques, aussi en vogue dans la métropole. La plus grande difficulté vient de l'obligation de dispenser les cours en espagnol car de nombreux religieux ne sont pas bilingues. Par ailleurs, cette mesure remet en cause les fondements de l'œuvre éducative des congrégations françaises.

Toutefois, les difficultés que rencontrent les religieux français ne concernent pas seulement l'offensive menée à leur encontre par le gouvernement mexicain. À la veille du premier conflit mondial, les Français de la colonie au Mexique en âge de combattre sont mobilisés au même titre que ceux de la métropole. Les religieux français présents sur le sol mexicain n'échappent pas à la mobilisation et, contre toute attente, répondent massivement à l'appel. Au sortir de la guerre, les pertes humaines sont innombrables et le personnel congréganiste n'est pas épargné. Face à l'impossibilité d'envisager un recrutement massif, les congrégations françaises adoptent une stratégie de resserrement du réseau des écoles afin de pouvoir maintenir leur enseignement. Désormais, la plupart des établissements français sont concentrés à Mexico et Guadalajara. Les religieux français, soutenus par le gouvernement, développent un enseignement d'excellence réservé à une élite fortunée. Le collège San Borja, tenu par les Frères des Écoles Chrétiennes en est l'un des exemples les plus frappants¹³.

¹³ CADN, Mexique (121), Collage San Borja, rapport de la légation concernant l'enseignement au Mexique en 1928.

Les temps difficiles

Après une période de rayonnement sans conteste, les établissements d'enseignement religieux français voient leur activité diminuer progressivement jusqu'en 1940. Force est de constater que les enjeux politiques des gouvernements français et mexicains, ainsi que ceux du Vatican, jouent un rôle non négligeable sur le développement de l'éducation congréganiste.

Pour la France, le soutien aux congrégations relève avant tout d'un défi propagandiste. L'importance croissante prise par les relations culturelles dans la vie internationale est un fait nouveau au XX^e siècle. Après la Première Guerre mondiale, le bilan est difficile pour la France : d'abord la jeunesse de métropole comme celle de la colonie mexicaine a payé un lourd tribut au conflit¹⁴. De plus, l'œuvre de reconstruction économique ajoute à l'endettement et au recul sur les marchés internationaux. Enfin, sur le plan politique, la révolution bolchevique annonce de probables turbulences et la France soupçonne le Mexique d'entretenir des liens avec elle. Les États-Unis font figure de puissance montante et leur rôle devient de plus en plus important dans le domaine diplomatique. La France veut s'adapter à la modernité nécessaire et au jeu désormais plus subtil des relations internationales en combattant de manière plus énergique la propagande ennemie¹⁵. Le soutien au développement de l'enseignement en Amérique latine devient la pierre angulaire de l'action culturelle française en raison de sa tradition et de son importance. Par ailleurs, au sortir de la guerre, toutes les analyses convergent pour reconnaître que l'immense majorité de ceux qui ont défendu la cause des Alliés avaient été

¹⁴ ROLLAND (Denis), *Vichy et la France au Mexique : guerres, cultures et propagandes pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 1990, p. 9.

¹⁵ MAE, Mexique (26), Propagande, correspondance politique et commerciale 1914-1940, missive de l'ambassadeur de France au Mexique au ministre des Affaires étrangères le 12 mai 1917.

autrefois étudiants en France ou élèves de maîtres français. Le gouvernement décide de soutenir le maintien et l'essor des écoles congréganistes dont les responsables viennent de prouver leur attachement à la nation et dont le travail efficace est très rentable économiquement puisque les religieux ne sont pas rémunérés. Toutefois, après l'offensive calliste, les écoles congréganistes françaises ont désormais besoin d'un soutien financier ainsi que d'une réforme de la loi interdisant l'ouverture des noviciats pour pouvoir poursuivre leur œuvre. La France, refusant cet effort, menace la survie des établissements religieux.

Les congréganistes français sont confrontés à un autre enjeu de taille : celui de leur relation avec le Vatican. La plupart des congrégations sont en effet gallicanes. Les différents papes qui se succèdent au début du XX^e siècle souhaitent mettre fin à cette particularité et travaillent à la centralisation romaine. En 1919, le Saint-Siège promulgue l'encyclique *Maximum Illud* condamnant officiellement la confusion de l'idéal missionnaire et du patriotisme européen¹⁶. Les congrégations françaises sont alors écartelées entre un attachement à la nation qui pourtant leur refuse la réouverture des séminaires et un respect de la hiérarchie ecclésiastique qui leur commande l'internationalisation au risque de perdre leur caractère français.

L'œuvre congréganiste française au Mexique semble être véritablement en péril à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Les difficultés financières ne peuvent à elles seules expliquer l'ampleur de ce déclin, d'autres facteurs doivent être pris en considération : en premier lieu, la lutte anticléricale acharnée qu'ont menée les révolutionnaires mexicains a définitivement remis en question la mission éducative des religieux. En second lieu, la politique du Vatican joue un rôle non négligeable pendant

¹⁶ MAYEUR (Jean-Marie) (dir.), *Histoire du christianisme*, t. 12 : *Guerres mondiales et totalitarismes : de 1914 à 1958*, Paris, Desclée, 1990.

toute la période étudiée. Désormais, l'internationalisation des congrégations, la formation de clergés indigènes ainsi que l'oubli évangélique du pays sont vivement encouragés. À partir des années 1920 surtout, la légitimité de l'action de certaines congrégations françaises au Mexique est, du point de vue spirituel, fortement remise en cause en raison de leur allégeance à la métropole. Enfin, l'attitude ambiguë de la France vis-à-vis des congrégations religieuses françaises favorise considérablement la désagrégation de leur œuvre au Mexique. Les soutiens financiers et moraux sont certes réels mais le refus d'ouvrir à nouveau des noviciats, auquel s'ajoute un phénomène spécifique de crise de vocations, anéantissent toute possibilité d'expansion à long terme. Finalement, l'infortune des congrégations missionnaires françaises semble avoir trait au caractère transitoire de leur structure – ni ordre, ni association laïque. Leur rôle aura été efficace dans une période de transition pour le Mexique comme pour la France. Venues contraintes ou de leur propre chef, elles sont rapidement devenues un maillon indispensable de l'expansion culturelle française et ont comblé un temps les lacunes du réseau éducatif encore à l'état d'ébauche. Elles ont par ailleurs accompagné l'installation et le développement de la colonie française avec laquelle elles entretiennent des liens étroits. À la fin des années 1930, l'activité congréganiste telle qu'elle a été décrite n'a plus de raison d'être et prend d'autres formes soit en se pliant aux critères de l'État mexicain soit en devenant hors-la-loi.

Les archives du CICR à Genève

CORINNE NICOLAS¹

La préparation de mon DEA sur l'accueil des émigrés russes en France, suite à leur évacuation sur Constantinople, était notamment passée par la consultation des archives militaires conservées à Vincennes, mais elle avait rendu un séjour genevois rapidement nécessaire. En effet, un axe Paris-Genève semblait s'être mis en place à l'époque : les militaires débordés par l'afflux de réfugiés russes, déjà habitués à la présence des membres de la Croix-Rouge, s'appuient sur cette collaboration². L'approfondissement de cet axe dans les solutions apportées au problème des réfugiés russes fait l'objet de ma thèse en cours de rédaction.

Comment l'œuvre de Dunant s'est-elle structurée, développée, et comment a-t-elle évolué au fil du temps, conservant intacte la volonté de se montrer utile et efficace auprès de populations confrontées à la guerre ?

Genèse du Comité international de la Croix-Rouge

Henri Dunant (1828-1910) découvre l'horreur de la guerre sur le champ de bataille de Solferino. Dans *Un souvenir de Solferino* il émet le souhait de voir apparaître des sociétés de secours autorisées à travailler sur les champs de bataille. Déjà à cette époque des voix se font entendre affirmant que ce rôle doit revenir aux États et non à des œuvres de

¹ Prépare une thèse sous la direction de Marie-Pierre Rey à l'Université Paris 1.

² NICOLAS (Corine), « Les réseaux d'entraide face au problème des réfugiés russes (1919-1929) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, automne 2002, n° 14, p. 103-118.

bienfaisance. Napoléon III, notamment, soutiendra Dunant dans son entreprise. De conférences en traités, le CICR voit le jour.

Né en 1863 d'une commission de la Société genevoise d'utilité publique, il est à l'origine de la première Convention de Genève sur les soins aux blessés dans les armées de campagne. Il coordonne les sociétés nationales de la Croix-Rouge qui sont chargées de cette tâche.

Depuis la IX^e conférence de la Croix-Rouge, qui s'est tenue à Washington en 1912, il est chargé de l'organisation des secours aux prisonniers de guerre, une tâche qu'il avait commencé à remplir dans les faits, sur une échelle beaucoup plus modeste, durant la guerre franco-allemande de 1870.

Cette association de droit suisse représentait la Croix-Rouge sur le plan international jusqu'à la mise en place de la Ligue après la Première Guerre mondiale. En 1928, de nouveaux statuts ont été adoptés à La Haye lors de la XIII^e conférence internationale. Ils déterminent précisément le rôle et les prérogatives de l'un et l'autre. La Ligue est « une association de sociétés nationales de la Croix-Rouge unies dans un but de coopération pratique en temps de paix, d'assistance mutuelle et d'activités communes ». La Croix-Rouge est une « collectivité organisée » composée du CICR, des sociétés nationales et de la Ligue.

Le CICR reste alors une institution constituée par des Suisses se recrutant par cooptation. Il demeure le gardien des principes de la Croix-Rouge, et reconnaît les sociétés nationales. Grâce à sa composition, il s'impose comme intermédiaire neutre en cas de guerre internationale, de guerre civile, ou de troubles intérieurs.

Le CICR et la Ligue doivent collaborer « dans tous les domaines qui touchent aux activités de l'un et de l'autre, notamment en ce qui concerne les œuvres d'assistance en cas de calamités nationales ou internationales ».

Depuis 1928 les grandes lignes définies à La Haye ont été globalement conservées et suivant les principes préalablement définis, le CICR a donc

couvert l'essentiel des conflits et événements marquants du siècle dernier. Après des militaires comme des civils, le CICR a poursuivi son action. Ouvrir ses archives revient à examiner la genèse des principes qui vont permettre l'élaboration du droit international et humanitaire.

Des archives récemment ouvertes

Le CICR a ouvert fort récemment ses archives. Jusqu'en 1996 prévalait un régime d'accès par dérogation mais :

Le CICR a décidé cette ouverture en considération de l'intérêt exceptionnel que représentent pour le public les archives d'une institution présente dans la plupart des conflits des cent trente dernières années. Il répond aussi à l'intérêt scientifique des historiens et au souhait d'institutions comme Yad Vashem World Centre for Teaching the Holocaust à Jérusalem, le United States Holocaust Memorial Museum à Washington, ou le Centre de documentation juive contemporaine à Paris, de compléter leurs propres fonds d'archives. Le CICR entend aussi donner un accès aux personnes en quête de données biographiques ou de témoignages concernant les victimes de conflit³.

Ses archives peuvent se subdiviser en deux fonds principaux : d'une part les archives dites générales ; d'autre part, les archives conservées par l'Agence centrale de recherches héritière de l'AIPG, l'Agence internationale des prisonniers de guerre qui voit le jour le 21 août 1914.

³ PITTELOUD (Jean-François), « Un nouveau règlement d'accès », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, Genève, 1996, n° 821, p. 595-597.

L'Agence internationale des prisonniers de guerre

Cette agence, genevoise, comme celle déjà installée à Bâle pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871, et celle créée à Trieste à la fin du conflit balkanique, avait pour but de centraliser les dons et correspondances en faveur des prisonniers de guerre. Aucune convention ne prévoyait alors d'action spécifique en faveur des civils, les précédents conflits les ayant épargnés. Devant ce vide juridique, le Dr Ferrière, 76 ans à cette époque et engagé depuis 1884 au côté du CICR, décide avec l'aide de ses enfants de traiter personnellement le problème. Rapidement submergé par l'ampleur de la tâche, par les demandes de toutes natures et la correspondance, il obtient à partir du 7 septembre 1914 l'appui logistique du CICR qui crée deux services : l'un en faveur des prisonniers de guerre et l'autre en faveur des civils. Des listes affluent *via* les sociétés nationales. Les archives de la Première Guerre mondiale se concentrent au sein du CICR presque exclusivement autour de ces dossiers constitués par l'AIPG.

Depuis, le travail de l'Agence de recherche centrale ne s'est jamais interrompu, d'autant plus que, comme le constate G. Willemin,

Les victimes d'événements traumatiques, tels que la guerre, souffrent souvent d'une « désobjectivation », soit de la perte de leur identité antérieure tant individuelle que collective. Au lendemain du malheur qui a marqué leur vie, elles se trouvent face à un douloureux travail de ré-appropriation identitaire par lequel le trauma prend un sens pour elles comme pour la société qui les entoure⁴.

Ainsi à travers ces archives, notamment ce fonds auquel seuls les archivistes du Comité accèdent, le CICR entend bien poursuivre son œuvre d'assistance aux victimes.

⁴ WILLEMIN (Georges), « Les archives du Comité international de la Croix Rouge comme source de reconstruction de l'identité des victimes », Suisse, CIA, 2003, p. 2.

Toute reconstruction passe par l'inscription de destins individuels dans un cadre plus collectif, ce que permettent aussi les Archives générales.

Les Archives générales

Dans ce fonds, outre la série complète des procès-verbaux des séances plénières du Comité lui-même, ainsi que ceux des commissions qu'il a mises sur pied, trois séries de dossiers méritent d'être signalées.

Il s'agit d'abord des archives de la fondation de la Croix-Rouge et du Comité, qui couvrent la période 1863-1914 ; il faut leur associer les archives de l'agence de Bâle, et les archives de l'agence de Trieste qui annonçait, avec l'intervention de la Russie, le déclin de l'Empire ottoman (1875-1878).

Dans les archives qui concernent la montée des périls, puis la Seconde Guerre mondiale, de son prélude à ses conséquences, diverses séries méritent aussi d'être mentionnées. Dans l'entre-deux-guerres, elles illustrent l'évolution du droit, qu'il s'agisse de l'élaboration de la Convention de 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre, ou de l'échec du « Projet de Tokyo » qui visait à protéger les personnes civiles. Les archives des conventions comprennent toutes les discussions inhérentes à leur rédaction ; elles illustrent aussi les nouvelles tâches de coordination de l'action humanitaire, dévolues au CICR.

La guerre d'Abyssinie (1935-1936) et la guerre d'Espagne (1936-1939) ouvrent ensuite les séries principales de la Seconde Guerre mondiale. L'intense activité de protection des prisonniers de guerre, les actions de secours, les tentatives et les échecs de la protection des personnes civiles en constituent l'essentiel. Lors de la guerre d'Espagne les négociations avec les principaux protagonistes sont pleines d'embûches. Seuls des secours envoyés par des sociétés neutres sont acceptés. Le CICR en assure l'entière responsabilité. Il ne peut obtenir en principe de rencontrer

des détenus et il n'obtient somme toute que quelques échanges ou libérations.

Les archives reflètent alors évidemment la politique du CICR mais peut-être plus encore ses limites.

Les limites de l'action

Limites que d'aucuns n'avaient pas manqué de relever dès la fin de la Première Guerre mondiale. La paix durable et garantie par la SDN ne signifiait-elle pas l'arrêt de mort du CICR ? En pleine guerre le CICR avait élargi son action et entrepris, sous l'impulsion de son nouveau président Gustave Ador, d'inspecter les camps de prisonniers allemands, anglais, français. Les délégués préviennent de leur venue et remplissent des questionnaires types. Leur souhait est avant tout de demeurer en contact avec cette population fragilisée. Demeurent dans le fonds général les rapports des missions : « Les délégués étudient à chaque fois les mêmes points, et notamment la nourriture, le couchage, l'hygiène, la correspondance »⁵. En plus de secourir moralement et physiquement les hommes en captivité, le CICR cherche tout de suite à obtenir pour eux soit des rapatriements, soit des internements dans des conditions décentes. Une fois la guerre terminée, la tâche du comité international et des sociétés nationales ne peut s'interrompre car les prisonniers font l'objet d'âpres négociations lors de la négociation des traités.

Le CICR aux prises avec la révolution russe

Durant l'hiver 1918-1919 le CICR élabore un plan de ravitaillement et de rapatriement des Russes, mais aucun retour au pays ne peut avoir lieu en

⁵ HAROUEL (V.), *Histoire de la Croix-Rouge*, Paris, PUF, 1999, p. 23.

raison de la guerre civile. Le Dr Nansen, déjà en charge du dossier du rapatriement des prisonniers pour la SDN, travaille en étroite collaboration avec le CICR. Dès sa nomination comme haut-commissaire pour les réfugiés russes, il perpétue cette relation et les archives permettent de constater l'extrême « porosité » du personnel. Ainsi Edouard Frick, délégué du CICR, qui travaillait en Russie jusqu'en 1918, tient le rôle de trésorier auprès du haut-commissaire quelques années plus tard. Nansen lui-même ne doit-il pas sa nomination au soutien d'Ador ? De même les rapports des délégués illustrent cette synergie. Le délégué du CICR réfère bien évidemment de chaque cas au comité mais il peut également jouer sur place un rôle pour d'autres sociétés de bienfaisance et notamment, dans le cas qui nous occupe, la prise en charge des réfugiés russes, pour l'Union internationale de secours aux enfants (UISE).

C'est en dépouillant notamment les dossiers intitulés « Secours et vivres » qu'on peut juger du suivi comptable imposé à ces délégués. Le comité juge de l'efficacité de leur travail, répartit le coût de leur entretien en fonction des services qu'ils rendent entre les différentes œuvres qui ont recours à leur travail. Quasiment chaque dossier « Mission » analyse une situation et des besoins, et comporte au sein des archives son pendant comptable plus austère, intitulé « Secours et vivres ». Chaque action est détaillée afin d'être attribuée de manière comptable à son ordonnateur qui peut être différent du CICR. Les délégués se plaignent souvent, d'une part, de la lenteur des moyens mis à leur disposition et, d'autre part, de cette comptabilité lourde à mettre en œuvre en situation d'urgence. Le comité, lui, y tient beaucoup, n'hésitant pas à suspendre tout paiement à des associations par trop désinvoltes qui oublient ou négligent de payer leur quote-part.

Cette synergie qu'incarne la présence d'un délégué travaillant au nom de plusieurs œuvres d'assistance permet de faire des économies d'échelle et d'optimiser les compétences. En fédérant les énergies, le CICR met en œuvre cette solidarité entre victimes et donateurs et tient d'ailleurs beaucoup à ce que les dons soient identifiables.

Le CICR ne cherche pas à se substituer aux sociétés nationales. La Croix-Rouge russe nous plonge, par exemple, au cœur du fonctionnement des sociétés nationales. En effet, toute société intervient dans le cadre national. Privée de nationalité, comme ce fut rapidement le cas pour les émigrés russes, cette société peut-elle encore se réclamer de la Croix-Rouge alors que dans le même temps les Soviets demandent la reconnaissance d'une nouvelle société ? De ce fait, la Révolution russe va poser plus d'un problème au CICR. Il y a, d'une part, un problème juridique, manifestés dans les comptes rendus des séances plénières : il ne peut exister qu'une société par pays. Il y a, d'autre part, un problème politique, puisque jusqu'ici le CICR n'a pas eu à intervenir dans une guerre civile.

Les courriers conservés au CICR montrent que les délégués de la Croix-Rouge russe, inquiets du sort réservé à leurs compatriotes, sollicitent fortement le comité. Dès 1920, celui-ci met sur pied une commission, mais rapidement il préfère travailler avec la SDN et le commissaire aux réfugiés Nansen. Dès le 15 octobre 1921, le CICR annonce qu'il reconnaît la nouvelle société des Soviets. L'urgence liée à la famine peut expliquer ce parti pris. Le but est avant tout de pouvoir intervenir, le CICR ayant de ce point de vue à la fois une place à part et un rôle unique à l'échelle diplomatique. Cette indépendance politique, voire cette neutralité, le CICR la réclame dans le souci de pouvoir affirmer son rôle humanitaire, car toute rupture est ressentie comme un échec.

Des archives photographiques et cinématographiques rarissimes

Le CICR conserve également des collections de photographies et de films réalisés par les délégués. Il leur faut parfois travailler à la demande expresse du comité.

Le classement actuel et l'état de ces collections rendent toute recherche des plus aléatoires. Citons comme exemple les films qui rendent compte de la situation des réfugiés russes, classés avec tous ceux qui concernent la guerre gréco-turque. L'opérateur se nommait Sémenoff et ces films ont été restaurés dans le cadre d'une opération menée en partenariat avec l'Université de Genève.

Ces sept films furent réalisés entre le 11 mars 1921 et le 25 mars 1921. Ils ont été commandés pour être présentés à la X^e conférence du CICR en avril 1921. La commande était des plus précises : 800 mètres, comme l'atteste le bon de commande. Le comte Chabannes de Palice, délégué du CICR, obéit à la demande de Genève, mais seulement 300 mètres de film sont tournés. Les opérateurs, Sémenoff et Doubiansky, sont payés 65 piastres le mètre. Cartons et titres sont préparés à part, de toute évidence par des hommes qui ne maîtrisent pas complètement l'orthographe française. Ces cartons furent d'ailleurs retrouvés indépendamment des films, ce qui nécessita un véritable travail d'investigation.

Les films tentent de rendre compte de la vie des réfugiés russes à Constantinople. Tour à tour sont filmés les militaires, les enfants, les femmes et leur cadre de vie au sein des différentes institutions qui les ont pris en charge. La présence de l'*American Red Cross* est particulièrement soulignée par la caméra. Les plus jeunes se laissent filmer sans retenue ; au contraire les plus âgés semblent subir ce nouveau coup du sort.

Plus pathétique, un film montre les hommes déambulant dans les décombres de Constantinople. Ils mangent à même la gamelle des conserves, se couchent dans des abris de fortune.

Ces films furent projetés en marge de la X^e conférence. Ils semblent donc avoir été commandés essentiellement dans le but d'un usage strictement interne. Que penser du peu de soins qu'ils ont jusqu'ici reçus ? Un manque d'intérêt ou de moyens ? Difficile de trancher.

Le CICR a, de toute évidence, souhaité ouvrir plus largement ses archives et y consacrer quelques moyens, sans doute dans un souci de transparence que notre époque semble exiger. Le devoir de justice, de vérité pour les victimes oubliées ou anonymes de l'histoire, le place devant de nouvelles exigences, de nouvelles missions.

Les archives de la dissidence tchèque

ALAIN SOUBIGOU¹

La fondation *Libri Prohibiti* s'est donné pour mission la protection des ouvrages parus en *samizdat* avant 1989. Elle est financée en toute transparence par des dons de nombreux particuliers et d'associations. Par exemple, l'association française l'Amitié Franco-Tchéco-Slovaque (AFTS), soutien historique aux dissidents, a dernièrement offert une somme de près de 1 000 euros, ce qui la situe au tout premier rang des donateurs jusqu'à présent, aux côtés de la Commission européenne, du ministère tchèque de la Culture et de l'*American Fund for Czechoslovak Relief*. La liste exhaustive des donateurs de ces cinq dernières années est affichée sur le site internet de la fondation, manière de se démarquer de l'opacité de l'ancien régime. Elle est pourvue d'un comité scientifique de cinq membres : le professeur Radim Palous, docteur *honoris causa*, président de la fondation ; Ivan M. Havel, docteur ès Lettres, vice-président (frère de l'ancien président Václav Havel) ; Jirí Gruntorád, ancien dissident, Secrétaire ; le docteur Oldrich Cerny, ex-exilé, ancien directeur du festival du film tchèque censuré à New York puis conseiller à la sécurité nationale du président Havel ; Mme Zdenka Gruntorádová.

La fondation *Libri Prohibiti* trouve son origine dans le mouvement de la Charte 77, créée en 1977 afin d'obtenir l'application des décisions de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki qui prévoyait, en 1975, la liberté de circulation des personnes et des idées. Ces accords signés par le gouvernement tchécoslovaque communiste n'avaient trouvé qu'une application fort médiocre dans ce pays du bloc soviétique. S'était alors créé

¹ Alain Soubigou est maître de conférences en histoire de l'Europe centrale contemporaine à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne.

en 1977 un mouvement pacifique revendiquant l'application de ce traité international signé par trente-cinq pays des deux blocs. Constitué en réseau semi-clandestin, avec une face civile ouverte et une autre plus secrète, par exemple dans les universités d'appartement qui jouaient à cache-cache avec la StB (*Státní Bezpečnost*), la police politique, cette résistance spirituelle refusait toute action militaire, voire de sabotage. Elle préférait la prise de conscience pacifique par la production et la diffusion de textes alternatifs à l'idéologie officielle. De la sorte, ce réseau parvint à produire malgré l'interdiction d'accès aux bibliothèques, archives et structures académiques, un remarquable corpus de textes non seulement politiques ou d'intervention dans le champ social, mais aussi littéraires, historiques et philosophiques. Tout un réseau de dissidents plus ou moins étroitement surveillés par la StB parvenait à faire circuler ces samizdats dans le pays, ou à en faire passer en Occident, afin d'alimenter en informations de l'intérieur les revues de l'exil comme *Svedectví* (*Témoignage*), animé en France par le dissident exilé Pavel Tigrid². Parmi les plus remarquables personnalités de la dissidence intérieure tchécoslovaque, figurent Václav Havel, dramaturge interdit d'études universitaires et de théâtres officiels, Jan Patočka, philosophe phénoménologue post-husserlien qui trouva la mort après une nuit d'interrogatoire par la StB ou Petr Pithart, historien, auteur d'essais sur le personnage tabou de Thomas G. Masaryk et maintenant président du Sénat de la République tchèque. Tous ces dissidents ont effectué à l'époque communiste des séjours de plusieurs années de prison pour « activité subversive ». L'ensemble des authentiques signataires de la Charte 77 atteignait en 1989, à la veille de la Révolution de velours, le nombre de 800, sur une population de 15 millions d'habitants³.

² A côté des samizdats produits dans le pays même, les exilés confectionnaient une littérature de la dissidence en exil plaisamment appelée « tamizdat », tam étant un adverbe tchèque signifiant là-bas.

³ La liste intégrale de ces authentiques dissidents signataires de la Charte 77 a été publiée par l'historien PRECAN (Vilém), de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des Sciences, dans le livre : *Charta 77, 1977-1989, od morální k*

Après la pacifique Révolution de velours du 17 novembre 1989, l'ancien président de la République Václav Havel fut le premier soutien en octobre 1990 de la constitution de cette fondation des *Libri Prohibiti* (du latin, Les livres interdits). Il était en effet convaincu de la nécessité de préserver la mémoire de la dissidence, à la fois pour l'édification de la population tchèque et slovaque actuelle mais aussi pour permettre le travail des historiens à l'avenir. Le réseau des dissidents se réactiva pour cette cause utile. Nombre d'écrivains dissidents ont directement alimenté par des dons les fonds de la bibliothèque à partir de 1990. La bibliothèque comprend actuellement un fonds de 10 000 ouvrages parus en samizdat essentiellement des années 1960 à 1989 ainsi que 5 400 ouvrages spécialisés sur l'exil tchèque de 1948 à 1998, y compris des périodiques. Il s'accroît d'environ mille titres supplémentaires par an. C'est tout simplement la plus riche collection au monde, la Russie ou les États-Unis n'en détenant aucune aussi abondante. Accessoirement, la fondation abrite des périodiques qui ont soutenu la dissidence (dont une collection presque complète du bulletin de l'AFTS), des samizdats d'autres pays (Pologne de 1979 à 1989, Russie, Ukraine de 1920 à 1990, Slovaquie, ex-RDA), des archives d'exilés de la Première et de la Seconde guerres mondiales, des archives de la Charte 77, du Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies (VONS) et d'autres groupes d'initiatives indépendantes, un stock de cassettes audio (1380) et vidéo (240) de groupes de musique *underground* ou non-conformistes interdits par l'ancien régime. La section audio-visuelle est supervisée par Milos Müller. Les collections comprennent des supports variés, outre les livres et revues : des cartes postales, des tracts. Le catalogue électronique est consultable commodément sur internet avec un moteur de recherche efficace.

demokratické revoluci (La Charte 77, 1977-1989, de la révolution morale à la révolution démocratique), Prague, Cs. Stredisko nezávislé literatury, Scheinfeld-Schwarzenberg & Archa - Bratislava, 1990, 526 p.

La Fondation est installée au premier étage d'un immeuble du centre ville de Prague, dans un local de quatre pièces : une salle d'accueil, une salle d'activités, une salle de recherche (connectée à Internet) et la salle d'entrepôt. Les conditions de conservation sont les plus abouties possible : température et hygrométrie sont mesurées et compensées au besoin. Le choix a été fait de ne pas couvrir ou relier les samizdats. Ce n'est pas un manque de moyens, mais le souci de préserver des indices pour les historiens : une couverture très abîmée est le signe d'une large utilisation par la dissidence. Le directeur de la Fondation M. Jirí Gruntorád (* 1952), lui-même ancien dissident, qui a effectué quatre années de prison (1980-1984) pour « activité subversive », auteur du livre alors censuré *Le goulag tchécoslovaque* (1988), est même capable de distinguer une utilisation par quelques dissidents ou bien par quelques dizaines ou bien par quelques centaines de dissidents. Assurément, cet aspect quantitatif méritera aussi analyse à l'avenir. La qualité du papier et de l'encre-machine n'inquiète pas M. Gruntorád : elle devrait passer le cap de quelques centaines d'années. Toutefois, en raison de la fragilité des supports et de leur rareté, les archives et livres ne sont consultables que sur place. Une dizaine d'étudiants ou chercheurs y travaillent chaque semaine.

L'aspect matériel de la conservation est primordial pour les historiens. M. Gruntorád a ce souci matériel bien présent à l'esprit. Ses métiers successifs sous l'ancien régime l'ont involontairement qualifié pour les aspects techniques : conducteur de trains, charpentier, maçon, artisan briquetier, chargeur de fourneau. Cet aspect matériel ne doit pas toutefois en occulter un autre, plus spirituel : la conservation de ces samizdats est aussi nécessaire pour maintenir la flamme de l'esprit de la dissidence et du refus de la pensée dominante dans un pays désormais démocratique et récemment intégré dans l'Union Européenne.

Fondation *Libri Prohibiti*

Senovázné Náměstí 2

110 00 PRAHA 1

Ouverture : du lundi au jeudi de 13 à 17 heures.

Téléphone/Fax : (00-420)-2-24-22-59-71

Courriel : libpro@iol.cz

Site Internet (avec au choix une interface en tchèque, allemand ou anglais) : <http://libpro.cts.cuni.cz>

Compte bancaire pour les dons : Česká Sporitelna, Vodickova 9, Praha 1, n° 1932091349/0800.

La Grande-Bretagne dans l'imaginaire des Français

Opinions, représentations, de 1958 à 1969

AGNES TACHIN¹

La part de l'imaginaire dans l'histoire des relations franco-britanniques

C'est, au départ, une interrogation personnelle qui m'a conduit vers cette recherche : toute ma jeunesse a baigné dans l'atmosphère de la réconciliation franco-allemande. Conséquence directe du traité de l'Élysée de 1963, j'ai appris l'allemand en première langue, j'ai participé aux échanges scolaires et au jumelage avec l'Allemagne, j'ai visité ce pays bien avant de traverser la Manche. Et, pourtant, en dépit de tous ces efforts mis en œuvre pour me rapprocher de mes voisins d'outre-Rhin, je me suis toujours sentie plus attirée par l'Angleterre. J'avais le sentiment que la génération de mes parents et la mienne suivaient deux courants contraires. C'est cette situation paradoxale qui m'a incitée à aborder les relations franco-britanniques sous cet angle, peu exploré encore par les historiens, que sont les imaginaires nationaux.

Le choix des années 1960 s'est imposé, alors, comme une évidence ; tout simplement, parce que c'est l'époque où s'est produit ce clivage générationnel dans la perception de l'Autre : alors que la génération au pouvoir a pris ostensiblement ses distances avec la Grande-Bretagne, la

¹ Thèse de doctorat, sous la direction de Robert Frank, soutenue à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne, le 14 décembre 2004 devant un jury composé de Robert Frank (Paris I, directeur de l'UMR IRICE), Jean-François Sirinelli (IEP Paris, président du Jury), Philippe Chassaing (Université de Tours) et Martyn Cornick (Université de Birmingham).

jeunesse s'est sentie irrésistiblement attirée par ce pays. L'époque gaullienne, sur laquelle est centrée cette recherche, est marquée, en effet, par un retour des tensions entre Paris et Londres, dû à l'opposition de la France à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. L'affaire des candidatures britanniques met en lumière, à elle seule, toute la complexité des rapports entre les deux pays. J'ai décidé pour cette raison d'en faire l'épine dorsale de mon sujet. Le général de Gaulle a mis deux fois son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, et les sondages de l'époque révèlent que la majorité de la population a accepté cette décision. L'attitude des Français, dans cette affaire, est pour le moins singulière : ils ont toujours été favorables, dans l'absolu, à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, mais, à la suite des deux vetos, en 1963 et 1967, ils ont finalement estimé que le général avait raison de s'y opposer. De nombreuses études historiques ont tenté d'expliquer cette opposition de la France, mais jusque-là, ce sont des raisons politiques et économiques – disons circonstanciennes – qui ont été invoquées pour expliquer les vetos gaulliens. Le consensus national qui s'est dessiné autour de cette politique a, lui, peu retenu l'attention. Pour comprendre l'obstination gaullienne et l'attitude équivoque des Français, il convient d'interroger aussi ces forces profondes, chères à Pierre Renouvin, qui agissent sur les relations internationales, à savoir les mentalités collectives.

Les rapports entre l'imaginaire et le politique sont cependant difficiles à vérifier. S'il est impossible de prouver l'existence d'un lien de causalité entre les deux, on peut au moins définir le contexte psychologique dans lequel sont prises les décisions gouvernementales, et voir si ce contexte est favorable, ou non, aux vetos. Cela revient à s'interroger aussi sur l'influence réciproque entre opinion publique et processus de décision et sur l'origine du blocage de la construction européenne qui a marqué cette décennie.

Les années 1960 sont une période riche en transformations économiques, sociales et culturelles qui bouleversent les valeurs et les

modes de vie dans les deux pays. Il m'a paru intéressant d'observer l'impact de ces changements sur l'image de l'Autre. L'intérêt de l'historien est, aussi, de repérer dans l'évolution des représentations collectives, les inflexions majeures, les moments de rupture, et d'en comprendre les causes. C'est l'occasion de mettre en relation deux histoires : celle du temps long, à laquelle appartiennent les représentations mentales, et celle du temps court dont relève l'événement et les réactions qu'elles suscitent.

Il convient alors de préciser le sens que l'on prête aux expressions utilisées. On peut distinguer schématiquement deux niveaux de pensée. Les représentations constituent, en quelque sorte, le substrat de notre imaginaire. Elles tapissent le fond de notre inconscient et s'inscrivent dans la durée, les stéréotypes et les préjugés en font partie. Ces images mentales influencent et déterminent nos prises de position, c'est-à-dire les opinions qui, elles, sont des réactions immédiates aux événements. Des sources très diverses ont été mobilisées pour entreprendre ce voyage dans l'imaginaire : la presse, les émissions télévisées, les manuels scolaires, les guides touristiques, les archives diplomatiques et les mémoires des acteurs de l'époque constituent l'essentiel du corpus. L'hétérogénéité de celui-ci est voulue, elle permet de se prémunir contre toute tentation de généralisation abusive.

Avant d'étudier l'évolution proprement dite des représentations mentales entre 1958 et 1969, il convient de s'interroger sur le processus de formation de ces images. La manière dont elles se forment au fil de siècles et se transmettent d'une génération à l'autre ont d'abord retenu mon attention. Le retour sur le passé permet, d'une part, de mettre en évidence la grande stabilité des stéréotypes, d'autre part, de montrer que ces représentations s'organisent en un système cohérent, structuré, que les événements viennent, à la rigueur, enrichir ou appauvrir, mais jamais remettre en cause. La psychologie sociale et la psychanalyse peuvent aider à la compréhension des mécanismes qui le sous-tendent. Le parallélisme établi par le psychanalyste américain Sander Gilman entre la perception binaire du monde, développée chez l'individu dès son plus

jeune âge, et la structure duale des systèmes de représentations, apporte des éléments de réponses intéressants. Mais les représentations se forment aussi, au départ, au contact des faits, à partir d'une connaissance objective de la réalité. Les différents vecteurs d'information mis à la disposition du public pour accéder à la connaissance de l'Autre sont nombreux dans les années 1960, mais leur multiplication et leur modernisation n'impliquent pas pour autant un renouvellement des connaissances. L'étude des manuels scolaires des années 1960 met en lumière la ténacité des images stéréotypées et des jugements de valeur, en dépit de la vigilance demandée par la Communauté internationale après la Seconde Guerre mondiale.

La perception d'un nouveau rapport de force

De 1958 à 1963, la perception française de la Grande-Bretagne est globalement homogène. Peu de choses semblent avoir changé dans ce pays depuis le règne de la reine Victoria. Les paysages présentent la même physionomie et la société britannique, très attachée à ses traditions et à ses rites, semble résolument tournée vers le passé. Entre 1958 et 1960, la Grande-Bretagne fait toujours figure de « troisième Grand », l'admiration et la crainte qu'elle inspire, du fait de ce statut, sont perceptibles à travers les sources. Mais, à partir de 1960, l'impression change ; l'échec de la zone de libre échange, le succès du Marché commun, l'entrée de la France dans le club nucléaire ont contribué à infléchir le regard des Français ; le changement est, en tout cas, perceptible à l'occasion du voyage officiel du général de Gaulle à Londres au printemps 1960. L'année suivante, la Grande-Bretagne annonce son intention d'entrer dans la CEE, cette position de demandeur renforce l'image dominante d'une Grande-Bretagne affaiblie. Elle accélère le changement de perception du rapport de force franco-britannique, renversement historique que le général sanctionne avec éclat le 14 janvier

1963 en posant son premier veto contre l'adhésion de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. La décision gaullienne survient alors, dans un contexte psychologique favorable. Si la manière est brutale, les arguments que le président avance, collent parfaitement à l'image que les Français ont de la Grande-Bretagne, à savoir celle d'une vieille nation peu encline aux changements et toujours attachée à sa relation spéciale avec les États-Unis.

Le changement, voilà l'enjeu. C'est la condition émise par le chef de l'État pour que la Grande-Bretagne puisse se joindre à la CEE. Or, si une transformation profonde se produit bien en Grande-Bretagne dans les années suivantes, ce n'est pas là où les Français l'attendaient. À partir de 1964, avec l'arrivée des Beatles, la révolution culturelle anglaise déferle sur le continent et, avec elle, le visage d'une nouvelle Angleterre. Mais ce changement est mal accueilli, mal compris, parce qu'il vient contredire un grand nombre de représentations ancrées dans les esprits depuis des générations, et surtout, parce qu'il remet en cause des valeurs morales encore unanimement partagées. Si aujourd'hui, l'Angleterre des *sixties* est associée dans l'imaginaire national à cette révolution culturelle, il est illusoire de croire que la France entière a vécu au rythme des *Beatles* et de *Carnaby Street* à partir de 1964. La jeunesse française a, certes, été réceptive aux nouvelles modes, mais l'engouement fut mesuré, et la génération au pouvoir a opposé de multiples résistances à cette vague du changement. Qu'il s'agisse des modes vestimentaires ou des réformes sociales votées par le gouvernement Wilson, les idées les plus novatrices ont difficilement traversé la Manche. Ces résistances sont symptomatiques du conservatisme ambiant qui règne alors dans la France gaullienne, elles mettent en relief la rigidité d'une société moins prête aux changements que sa voisine d'outre-Manche. On comprend mieux, du même coup, la forme radicale prise par le mouvement contestataire étudiant en 1968.

Si la révolution culturelle rend le peuple britannique plus sympathique, elle ne suffit pas cependant à convaincre les Français que leurs voisins

d'outre-Manche sont désormais prêts pour entrer dans l'Europe. Dans le deuxième décan des années 1960, on admet volontiers que la Grande-Bretagne est en train de se libérer de son carcan victorien, mais cette remise en cause des valeurs traditionnelles est interprétée comme le symptôme d'une crise identitaire. En effet, l'image dominante reste celle d'un pays en crise. Le déclin britannique est visible partout, il se lit aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Royaume, son évocation est systématique dans les médias et c'est à l'aune de cette image dépréciée que l'on interprète la révolution culturelle.

Ce regard exagérément pessimiste qui imprègne l'ensemble des représentations, trouve son explication dans l'oeuvre de restauration nationale – politique d'indépendance et d'expansion économique – entreprise par le général de Gaulle. La France opère, au cours de cette période, sur le plan économique, un rattrapage historique sur sa vieille rivale, rattrapage dont les Français ont bien conscience d'après les sondages et qui prend l'allure d'une revanche sur l'histoire. Les observateurs aiment répéter que la Grande-Bretagne se trouve dans une situation aussi dramatique qu'en 1940. Point de comparaison symptomatique. Les sentiments ambigus que les Français éprouvent à l'égard de leurs voisins d'outre-Manche dans les années 1960 sont indissociables de ce passé qui hante toujours les esprits. On le voit notamment à l'occasion de certains événements qui réveillent à la fois de fortes émotions, comme la mort de Churchill en 1965, mais qui provoquent aussi des réactions d'amour-propre notamment au moment de la commémoration des débarquements.

C'est dans ce contexte marqué à la fois par des relations politiques tendues et par ce nouveau sentiment de supériorité à l'égard de la Grande-Bretagne, que les Britanniques posent leur deuxième candidature en 1967. L'attitude des Français suit à peu près la même évolution qu'en 1963, à la différence près que la mobilisation est plus forte pour défendre ou rejeter la demande britannique. Les Français sont majoritairement favorables à l'adhésion britannique jusqu'en octobre 1967, puis on assiste, après le

deuxième veto prononcé en novembre, à un retournement de l'opinion qui approuve finalement la décision gaullienne. Une fois de plus, le consensus national est compréhensible au regard des représentations dominantes. Des représentations qui, en dépit du discours officiel plutôt négatif, se révèlent plus ambivalentes qu'elles ne le paraissent. En effet, si la crise que traverse la Grande-Bretagne constitue un argument de poids pour lui refuser l'accès au Marché commun, les craintes qu'inspire cette grande puissance économique et financière, mieux armée que la France pour affronter la mondialisation, resurgissent également.

Un éclairage sur les mentalités françaises

Les représentations mentales nous éclairent un peu plus sur l'opposition française à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Le charisme du général de Gaulle ne suffit pas à expliquer le retournement de l'opinion publique après chaque veto, celui-ci est dû aussi à l'image ambivalente que renvoie la Grande-Bretagne, perçue à la fois comme une amie et une rivale et dont la perception est rendue plus malaisée par le rééquilibrage du rapport de force, à la fois politique et économique, entre les deux pays.

L'image de l'Autre nous renseigne sur ceux qui produisent cette image plus que sur le peuple qui en est l'objet. À travers la perception de la Grande-Bretagne, ce sont les valeurs de la France gaullienne qui sont mises en évidence. Au cours de cette période de reconstruction de l'identité nationale, la Grande-Bretagne est le contre-exemple sur lequel s'appuie le régime gaullien pour promouvoir ses propres valeurs, valeurs partagées qui imprègnent les mentalités et les comportements. La Grande-Bretagne, pays en crise, aux structures archaïques, pays de l'inefficacité, de l'amateurisme, des privilèges et des inégalités sociales, se présente

comme l'antithèse d'une France en pleine expansion où triomphent les notions de rentabilité, d'investissement, de compétitivité et de méritocratie.

Si le nationalisme ambiant explique en partie le blocage de la construction européenne, il convient aussi de nuancer cette idée, en effet, les Français sont travaillés, au cours de cette décennie, par des forces contraires. Les sondages montrent que, sur le long terme, les partisans de l'adhésion britannique sont toujours plus nombreux et, avec le recul, les volte-face après les vetos apparaissent plutôt comme des accidents de parcours. La révolution culturelle anglaise, au milieu de la décennie, a accéléré ce mouvement de fond favorable aux Britanniques. Les jeunes, à la fois acteurs et vecteurs du changement, ont contribué, en jetant aux oubliettes un grand nombre de stéréotypes, à adoucir le regard des Français. En 1963, le général de Gaulle a plus facilement convaincu ses concitoyens qu'en 1967. En 1969, la mésentente cordiale qui atteint son paroxysme avec l'affaire Soames, n'est plus du tout comprise par l'opinion publique. Le retournement rapide de Georges Pompidou qui décide dès son élection de lever le veto français à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE est significatif de l'évolution des esprits.

Cette recherche en appelle une autre : il conviendrait d'engager désormais l'étude qui fait pendant à celle-ci, à savoir la perception britannique de la France gaullienne. La confrontation des deux imaginaires aiderait, plus sûrement encore, à la compréhension des relations passées et présentes entre les deux peuples.

